

Sur la route des Croisades : Iznik

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

ÉDITION SPÉCIALE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15088 7 F

VENDREDI 30 JUILLET 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

L'Italie s'interroge

Sous le choc du terrorisme, les Italiens s'interrogent sur le rôle de leur pays. Cinq bombes ont explosé dans la région de Florence, le 27 mai, le ministre de l'Intérieur, Nicola Mancino, avait parlé d'« attaque terroriste-massive ». Ce qui veut dire tout et rien à la fois. En vérité, aucune piste ne peut être écartée. Bien sûr, on peut toujours soupçonner la Mafia ou certains éléments des services secrets d'avoir pris un concours « technique » à ces attentats. Mais pour le compte de qui ?

Cette fois, la perplexité du pays est plus profonde. Pour cacher sa gêne lors de l'attentat de Florence, le 27 mai, le ministre de l'Intérieur, Nicola Mancino, avait parlé d'« attaque terroriste-massive ». Ce qui veut dire tout et rien à la fois. En vérité, aucune piste ne peut être écartée. Bien sûr, on peut toujours soupçonner la Mafia ou certains éléments des services secrets d'avoir pris un concours « technique » à ces attentats. Mais pour le compte de qui ?

S'agit-il d'un combat d'arrière-garde de la vieille criminalité en voie d'être délogée, dans le vent du changement, des anciennes méthodes - voire des complicités - qui assurent sa survie ? Ou ne peut-on exclure, mais pourquoi l'attaquerait-elle de front à l'État, au risque - même - de s'attirer sa foudre ? De l'avis général, l'affaire semble relever plutôt d'une stratégie politique, dont témoignent trop de coïncidences troublantes. Ce n'est pas un hasard si les dernières élections locales de la région de Florence ont été marquées par la victoire de la gauche, celle qui prône la reconstruction du système politique. Mais à quel point ?

L'attaque de Florence était intervenue à quelques jours de la fin des élections municipales partielles du 6 juin, qui se soldaient par un désastre de l'ancienne coalition au pouvoir. Les bombes de Rome et Milan ont explosé peu après que les présidents des Chambres et le gouvernement se soient engagés à « boucher » avant le 6 août la réforme du système électoral, pierre angulaire permettant la reconstruction du système politique. Mais à quel point ?

AUTRE coïncidence, plus inquiétante encore : l'escalade de la violence intervenant au moment où les juges de « Mani Pulite », cette enquête tentaculaire sur la corruption unissant les milieux d'affaires et le monde politique, s'apprêtent à porter un coup violent au vieux système. Car des personnalités de premier plan seraient impliquées dans l'affaire Enimont, qui a été déjà soldée par trois suicides, dont celui de Raul Gardini. Risque-t-on de découvrir derrière cette affaire l'existence de trafics internationaux où l'État lui-même aurait triché et trahit ?

En cette période de transition, certains sont peut-être tentés, en profitant d'un certain vide politique, de pratiquer la politique du pire, alors que manque encore une « relève » crédible et organisée. Dans cette treguë, le peuple italien a eu moins un motif de réconfort : ces nouveaux attentats resserrent son unité et sa volonté de changement dans le calme et la dignité.

Lire page 3 l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS

M0147 - 0730 0 - 7.00 F



Les villages du Sud vidés de leurs habitants

L'exode vers Beyrouth déstabilise le Liban

Pour la cinquième journée consécutive, l'aviation, l'artillerie et le merine israéliennes ont bombardé, jeudi 29 juillet, des localités du sud du Liban. Pour sa part, le Hezbollah pro-iranien a attaqué six positions de l'armée du Liban sud, la milice auxiliaire de l'État juif. Un bilan provisoire faisait état, jeudi matin, de quatre-vingt-dix morts et trois cents quarante-deux blessés. L'exode massif des habitants vers Beyrouth déstabilise le Liban en menaçant son fragile équilibre.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale
Jusqu'au Israël ira-t-il dans sa volonté d'annuler la résistance islamique au Liban ? Au dixième jour d'une opération d'une violence meurtrière et destructrice rarement atteinte au Liban, y compris lors de l'offensive de 1982, rien ne semble devoir arrêter l'État juif. Chaque jour, les bombardements s'intensifient plus en profondeur sur le territoire libanais et les ultimatum enjoignent à la population de quitter les villages se succèdent sans relâche.

Mercredi 28 juillet, outre une trentaine de villages chiites autour de Tyr, c'est la ville elle-même qui a reçu un tel ultimatum, ce qui a provoqué l'exode en quelques heures de plus de la moitié de ses quelque cent mille habitants. En soirée, des bombardements sur les abords de Saïda (cinq cent mille habitants, avec

les réfugiés qui s'y pressent) ont été suivis d'une annonce, à la radio de l'Armée du Liban sud (ALS, milice affiliée d'Israël), précisant qu'il s'agissait là d'un avertissement aux habitants pour qu'ils quittent la ville. Devant l'échec de la menace, qui a semé un début de panique dans cette cité, chef-lieu du Liban sud, une source militaire israélienne a cru devoir préciser que la radio de l'ALS « avait uniquement mis en garde les habitants de Saïda en termes généraux contre une collaboration avec les terroristes du Hezbollah ». Mais cette mise au point n'était pas de nature à rassurer une population traumatisée. Dans la nuit, l'aviation israélienne a franchi le mur du son au-dessus de Beyrouth, ébranlant la capitale à 3 heures du matin.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite et nos informations page 6

Avec 5 milliards de francs supplémentaires

Le gouvernement renforce la politique de la ville

Le comité interministériel des villes (CIV), réuni jeudi 29 juillet sous la présidence d'Edouard Balladur, a décidé d'affecter 5 milliards de francs de l'emprunt d'État à un « plan d'urgence pour la ville ». Lors d'un déplacement, mercredi 28 juillet, dans plusieurs communes de Seine-Saint-Denis, le premier ministre a déclaré : « Nous avons une grande tâche de solidarité nationale pour reconstruire une société française où chacun se sente intégré. »



Lire pages 8 et 9 les articles de PHILIPPE BERNARD, FLORENCE DUTHEIL et SYLVIA ZAPPI, ainsi que le point de vue de MICHEL CANTAL-DUPART

La Bundesbank assouplit le crédit

Confirmant l'anticipation des marchés financiers, le conseil central de la Bundesbank, la Banque centrale allemande, a abaissé de 0,50 point l'un des ses principaux taux directeurs, le taux Lombard, ramené de 8,25 % à 7,75 %. Le taux de l'escompte, en revanche, reste inchangé à 6,75 %.

En dépit de cette mesure, des perturbations affectaient toujours jeudi 29 juillet le système monétaire européen (SME).

page 18

La loi sur les universités est annulée

Le Conseil constitutionnel, saisi par les sénateurs socialistes, a déclaré non conforme à la Constitution - ce qui vaut annulation pure et simple - mercredi 28 juillet, la loi qui autoriserait les universités à déroger aux règles établies par la loi Savary de 1984 pour leur organisation, la composition de leurs organes de direction et leur financement.

Le Conseil estime que, au terme de la Constitution, il appartient au Parlement de fixer les règles de création des établissements publics, qui ne peuvent donc être laissées à la seule appréciation du gouvernement. Il précise en outre que, s'agissant d'enseignement et de recherche, le Parlement doit déterminer, par la loi, les conditions d'exercice qui en garantissent la liberté.

François Fillon, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, qui avait donné son accord à cette loi issue de l'initiative de députés de la majorité, a déclaré, jeudi, que la seule voie ouverte pour réformer la loi Savary est, désormais, celle d'un texte d'ensemble sur les universités, mais que celui-ci ne pourra être soumis à la représentation nationale qu'après l'élection présidentielle de 1995.

page 7

John Demjanjuk n'était pas le « boucher de Treblinka »

A Jérusalem, la Cour suprême a acquitté au bénéfice du doute le détenu d'origine ukrainienne condamné à mort en 1988

par Patrice Claude

Convoqué de crimes contre l'humanité pour ses activités supposées au camp d'extermination de Treblinka, entre 1942 et 1943, John Ivan Demjanjuk fut condamné à la pendaison le 25 avril 1988.

Au terme de quatorze mois de débats publics, c'est « sans hésitation ni doute » que les trois

juges du tribunal spécial créé pour l'occasion déterminèrent « en conscience », dans un verdict de près de cinq cents pages, que celui qu'on appelait alors « le bête d'Ukraine » méritait la pendeance.

Un peu plus de cinq ans plus tard, des « doutes raisonnables » eussent fait surgir quant à l'identité présumée du « boucher de Treblinka », la justice d'Israël se

dédit. C'est son devoir et son honneur. Nul ne saura sans doute jamais avec certitude ce que furent vraiment les activités de l'ancien condamné pendant ces années de sang.

Mais aucune preuve irréfutable n'ayant été fournie par l'accusation de sa présence à Treblinka, dans la période où plus de huit cent mille juifs, hommes, femmes et enfants,

sont morts dans les chambres à gaz, Demjanjuk n'est plus, au regard de la loi, cet « Ivan le Terrible » qui prenait un plaisir sadique à torturer des innocents promis au pire.

De l'extrême fragilité des témoignages humains quand ils sont recueillis près de quarante ans après les faits...

Lire la suite et nos informations page 4

Le Monde des DEBATS

Le Monde

LIEUX DE BONHEUR

En ces temps de malaise sinon de malheur, il existe encore des lieux où l'on peut trouver le bonheur : à condition de savoir le chercher. Le café ou l'atelier du bricoleur, le stade ou la grande nature pour la marche à pied, le club de vacances que l'on a acheté ou le lieu secret que l'on a choisi. Des écrivains, Kenneth White et Jacques Lanzmann : un sociologue, Veronique Nahoum-Grappe ; un philosophe, Michel Tournier ; un historien, Roger Chartier, une enseignante, Andrée Chastel, racontent leur mode d'emploi de ces lieux de bonheur.

QUELLE LANGUE POUR L'EUROPE ?

Si l'Europe se fait vraiment elle devra bien parler un langage commun. Forcément l'anglais ? Les jeux ne sont pas faits, mais, pour le moins, pour la communication utilitaire. Comment alors sauver la culture européenne, qui ne peut s'exprimer qu'à travers une langue ou des langues européennes ?

Numéro spécial été - 30 F.

Japon : M. Hosokawa candidat de l'opposition au poste de premier ministre

Les partis de la coalition anti-Parti libéral-démocrate (PLD) ont choisi à l'unanimité, jeudi 29 juillet, à Tokyo, Morihiro Hosokawa comme candidat au poste de premier ministre du Japon. M. Hosokawa, qui dirige le Nouveau Parti du Japon (NPJ), a été préféré à son rival Teitoku Hata, président du Parti de la Renaissance (PR). Cette coalition hétéroclite, si elle parvient à franchir l'obstacle du vote du Parlement, début août, aura essentiellement pour mission de procéder à la réforme électorale attendue des Japonais.

page 4

LE MONDE DES LIVRES

■ Keren Blizien et ses doubles ■ Le cœur de Milarépa ■ Melraux chez le reine de Saba ■ L'exil et la mémoire ■ Rodinson et les dogmes.

pages 11 à 15

L'ÉTÉ FESTIVAL

Coriolan en campagne

Bruno Ganz incarne à Salzbourg le héros ambigu de Shakespeare

SALZBOURG

de notre envoyé spécial
Il n'y a pas un et un seul Coriolan de Shakespeare. Il y a une trame dramatique qu'on peut, à l'envi, jouer sur trois, quatre, cinq ou six heures et, disons, au moins une dizaine d'interprétations possibles du rôle-titre selon qu'on préfère montrer tel ou tel aspect de sa personnalité, tel ou tel de ses engagements.

On peut imaginer un Coriolan très jeune, soldat romain plein d'allant, brave et indomptable ; on peut lui préférer un général sur le retour, torturé par une homosexualité presque affichée ; on peut choisir de mettre en relief sa tendance autoritaire, cette manière d'ovoyer le pouvoir à la de Gaulle, version coup d'État permanent, article 16, qui ne m'aime pas

me suivre... On peut le voir aussi, c'est le choix du metteur en scène anglais Deborah Warner et de Bruno Ganz à Salzbourg, comme un anarchiste intemporel, et donc sans âge, caractère de chien, individualiste et idéaliste, sorte de Don Quichotte (pour le côté soldat) mûri d'Armand Gatti (pour le côté citoyen), désarmant de sincérité, bouleversant de vérité. Le spectateur salzbourgeois est donc confronté à un ouvrage foisonnant, mais qui contourne, plutôt qu'il ne les affronte, les obstacles, explicitement conçus par Shakespeare. Il y a dans Coriolan, outre les traditionnelles scènes de batailles et les enjeux héroïques, deux propositions originales.

OLIVIER SCHMITT

Lire la suite page 16

A L'ÉTRANGER : Maroc, 0 DH ; Tunisie, 800 m ; Algérie, 250 DA ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Chili, 400 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 40 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; République, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

SUR LA ROUTE DES CROISADES

par Jean-Claude Guillebaud

Nous passons en Asie dans le fracas des embouteillages, mêlés à la lourde cavalerie des camions turcs qui font cent sur le nouveau pont suspendu au-dessus du Bosphore. Mon guide sera Ayberk, vingt-quatre ans, étudiant en quatrième année de Sciences-Pu à Istanbul. Il n'a jamais entrepris un aussi long voyage dans son propre pays. Il est ému. La Sahin de location (une Fiat fabriquée sous licence en Turquie) est conduite par Yilmaz, un quinquagénaire laconique et père de six enfants. Sur mes genoux, j'ai préparé des notes minutieuses concernant notre itinéraire de 1 450 kilomètres, une topographie de l'Empire byzantin au onzième siècle, un plan d'époque pour chaque ville assiégée et une carte rou-

commande son propre détachement. Au total, près de dix mille cavaliers et plusieurs dizaines de milliers de fantassins (les « piétons ») qui cheminent sur la vieille route byzantine.

Une foule de pèlerins, de clercs, de femmes et de « pauvres » accompagnent cette armée. Au total, un ahurissant convoi où alternent les « batailles » alignées comme à la parade, bannières au vent, chevaux frais et écus étincelants, les chariots pesants, les corps de charpentiers pour les futures machines de siège, les mules hâchées et le fourrage, le bétail poussé en avant dans les cris des « vivandiers » et les chants des pèlerins.

Cet « ost Notre-Seigneur » ivre de se voir si fort et si sûr de son droit, c'est, aux yeux d'Anne Comnène passablement effarée, « l'Occident entier » qui s'avance à la rencontre des « peuples barbares ». Certains chroniqueurs de l'époque affirment que l'entrée au passage des premiers cavaliers de tête et la fin du

cadavres étaient si nombreux que les ossements seront utilisés plus tard pour la construction.

« Je ne dis pas un immense tas, écrit-elle, ni même un tertre, ni même une colline, mais comme une haute montagne d'une superficie considérable, tant était grand l'amoncellement des ossements. Plus tard, des hommes de même race que les barbares massacrés, en construisant des murs à l'insu de ceux d'une cité, placèrent en guise de mortier dans les interstices les ossements des morts et firent de cette ville, en quelque sorte, leur tombeau. Cette place fortifiée existe encore de nos jours, entourée d'une enceinte faite à la fois de pierres et d'ossements ».

(On sait par des récits de voyages qu'au quinzième siècle encore, soit plus de quatre siècles après ce massacre, on montrait encore aux voyageurs traversant la Turquie des « montagnes d'ossements »).

et quelques centaines de ses fidèles sauvés par les Byzantins ont pu en réchapper.

Il faut imaginer ici le lent, l'interminable passage de « l'ost Notre-Seigneur », réglé sur le pas de chevaux, au milieu de ces charniers répandus dans la montagne. Imaginer les regards qui s'attardent, la colère – et la peur – qui montent au fond des poitrines. Ce lent défilé au milieu des morts devait être d'autant plus lugubre que toutes ces montagnes et ces plaines que traverse maintenant notre voiture étaient à l'époque redevenues désertiques. « Le pays s'était vidé de ses habitants », écrit l'historien de Byzance J. Laurent. Les Turcs passés, les survivants s'enfuyaient, craignant leur retour. Les vallées et les plaines qui s'étendent de Césarée et de Sébastie à Nicée demeurent presque vides. Et, comme elles étaient devenues incultes, les Turcs y promenaient avec satisfaction leurs tentes et leurs troupeaux, comme

A Nicée (Iznik), les Francs inaugurent un procédé souvent réemployé par la suite : on tranche les têtes des ennemis capturés et, à l'aide d'une fronde, on les projette par-dessus les remparts pour démontrer les assiégés.

10. – Iznik « l'ost Notre-Seigneur »

tière de la Turquie achetée en Allemagne. Je sais que notre route posera parfois problème. Tous les noms grecs ou byzantins ont été changés depuis des siècles. Certains villages turcs traversés par les croisés ne sont indiqués nulle part.

Mais nous sommes résolus à reprendre le tracé le plus exact possible de la première Croisade. Ayberk et Yilmaz se révèlent mes alliés. Nous allons passer une semaine ensemble. Mon projet les intrigue. Réticents au début devant cette histoire très ancienne et « anti-turque », ils s'enflamment en écoutant ce que je leur raconte. L'épopée que nous voulons faire revivre d'étape en étape est enfouie, ici, bien plus profondément qu'ailleurs dans la mémoire collective.

Une foule de pèlerins, de clercs, de femmes et de « pauvres » accompagnent cette armée.

Trois « histoires » successives, au moins, l'ont recouverte comme autant de sédiments culturels : celle de Byzance jusqu'en 1253, celle des Empires seldjoukides puis ottomans jusqu'en 1918 ; celle, enfin, de la jeune République turque instaurée en avril 1924. Nous devons « déblayer », en quelque sorte, plusieurs couches toponymiques, archéologiques, géographiques, pour retrouver des « traces » précises.

La sortie d'Istanbul sur la route d'Izmit (Nicomédie) ouvre sur un paysage de champs avec des forêts de gruyères dressées sur l'horizon, des villes nouvelles inachevées, posées comme des pyramides de béton et de briques dans la rocaïlle, des usines et raffineries alignées le long du golfe d'Izmit. La Turquie doit loger 1,5 million d'habitants supplémentaires chaque année. Et rarement un pays se sera lancé avec autant de fièvre dans une urbanisation spéculative et visiblement mal contrôlée. Si mal qu'elle a déjà fourni une nouvelle expression au vocabulaire national : *gecekondu* qui signifie « maison posée en une nuit ». Nul vestige du haut Moyen Âge, évidemment, dans cette effervescence de béton. Cependant, lorsque la route, obliquant vers le sud, se rapproche du rivage, les indications fourrées par le relief sont formelles : nous passons à l'endroit exact où l'armée des croisés s'est ébranlée sur le sol asiatique.

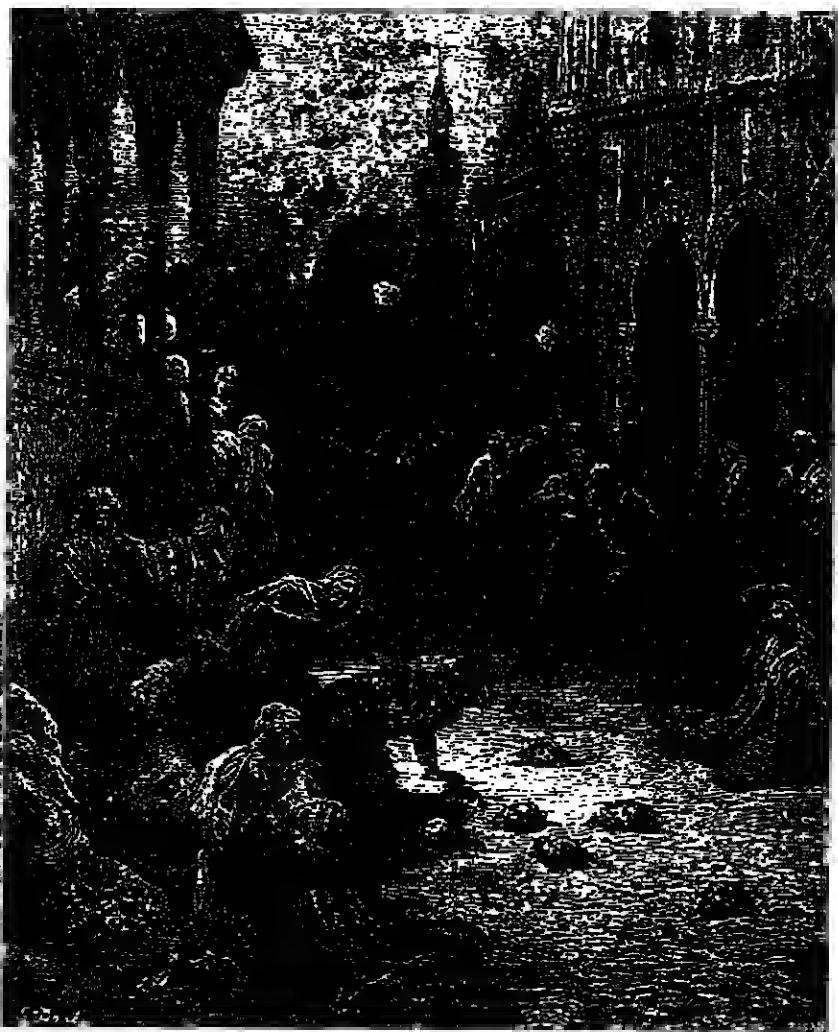
Et quelle armée, cette fois ! Depuis leur passage du Bosphore sur les navires byzantins, les quatre principaux contingents francs partis séparément d'Europe se retrouvent non loin de Nicée, rassemblés en un gigantesque corps de bataille : « l'ost Notre-Seigneur » (l'armée de Notre-Seigneur). C'est la première fois depuis l'appel d'Urban II à Clermont-Ferrand – dix-huit mois auparavant – que les chevaliers francs peuvent se compter vraiment. Certains sont venus par Raguse (Dubrovnik) et la via Ignatienne, d'autres par l'Italie du Nord et la Thessalonique, d'autres encore par la vallée du Danube et Sofia. Il y a là les Provençaux de Raymond de Saint-Gilles, les Normands de Bohémond, les Français de Robert Courteuse, Étienne de Blois et Hugues de Vermandois, les Lorrains et les Allemands de Godefroi, les Flamands de Robert de Flandre. L'empereur byzantin, enfin, a délégué auprès des « Celtes » l'un de ses généraux, Tatikios, « l'homme au nez coupé », qui

cortège il s'écoule alors plus de cinq heures d'horloge.

Ayberk et Yilmaz, dans la voiture, écoutent mon récit sans dire un mot. Passé Izmit, que les croisés trouveront déserte, car la ville avait été attaquée quelques années auparavant par le sultan seldjoukide Kildij Arslan et venait juste d'être reconquise par les Byzantins, nous remontons l'autre rive du golfe par une route d'asphalte rose construite dans les années 60 par les Américains.

Il s'agit de retrouver un village actuel qui correspondrait à l'ancienne forteresse de Civetot et au village byzantin d'Héliopolis. Les hommes de Pierre l'Ermite rescapés des « Croisades populaires » s'y étaient installés en septembre 1096, quelques mois avant l'arrivée de l'ost. Certains textes mentionnent un nouveau nom turc : Hersek. Nous entrons dans les échoppes, interrogeons des gens, bavons cérémonieusement du thé avec les maitres. L'exquise politesse de l'Orient et le soin que met Ayberk à ne jamais interrompre un interlocuteur plus âgé, fait-il un simple paysan, confèrent à notre enquête une solennité un peu irréaliste. Avec ces gens, nous évoquons le nom des rivières et des montagnes, examinons longuement les cartes. Les paysans se prennent au jeu, se consultent. Évoquent spontanément la « route de la soie », qui passe aussi par là. Et finissent en général par nous indiquer le bon itinéraire.

A l'écart de la route, au bout d'un chemin de terre qui traverse des vergers, voici Hersek. Quelques maisons basses autour de la mosquée, une école, une « salle commune » et des nids de cigogne qui couronnent les cheminées. A



TURQUIE

Cheminant vers l'intérieur de l'Anatolie, l'immense armée franque enfin rassemblée remporte ses premières victoires contre les cavaliers « païens ». Sur sa route, elle trouve aussi d'incroyables charniers dont le souvenir traversera les siècles.

200 mètres, sur un bord de mer occupé aujourd'hui par l'armée turque, se trouvaient la forteresse et le port de Civetot. Partant de là, un étroit chemin vicinal s'enfonçait, plein est, dans les contreforts de l'Ouzoun Tchair Dag et traverse les trois villages de Dermen Keui, Kirmisti et El Bailli. C'est la voie qu'empruntèrent les Francs. Quittant la route principale, nous engageons la voiture dans un paysage de collines et d'escarpements.

J'explique à Ayberk et à Yilmaz que tous les chroniqueurs de l'époque – notamment Foucher de Chartres et l'Anonyme, témoins oculaires – mentionnent avec le même effroi cet endroit précis où, quelques kilomètres plus loin, nous garons un moment la voiture. Ici, en effet, les premiers éclaireurs envoyés par Godefroi, armés de baches et d'épées, pour élargir le chemin, à la mi-juin 1097, découvrirent des ravins jonchés de cadavres déchiétés par les animaux sauvages, de corps putréfiés et de squelettes éparpillés. « Que de têtes coupées, que d'ossements d'hommes tués nous trouvâmes alors ! », s'exclame Foucher de Chartres. Et Anne Comnène, de son côté, affirme dans l'*Alexiade* que ces

Ces « barbares » chrétiens dont les ossements épouvantaient Anne Comnène, c'est tout ce qu'il reste de l'immense « armée des pauvres » menée par Pierre l'Ermite. Imprudent, pillard pour certains d'entre eux, ils ont été massacrés par les Turcs huit mois auparavant, après avoir été acheminés de l'autre côté du Bosphore par les navires byzantins. Ou, pour les plus chanceux, kidnappés. « Les femmes les plus jeunes », écrit Amin Maalouf, ont été enlevées par les cavaliers du sultan pour être distribuées aux émirs ou vendues sur les marchés d'esclaves. Quelques jeunes garçons connaissent le même sort. Les autres Français, près de vingt mille, ont été exterminés. Ainsi, ces manants écolassés par l'appel de Clermont-Ferrand, ces petites gens ayant tout quitté pour courir vers la Terre sainte, ont-ils fini leur route dans ces ravins d'Anatolie. Parmi les cadavres déchiétés, il y a celui du prédateur Gautier Sans Avoir, cadet d'une famille noble en rupture mystique et futur héros légendaire de la Chanson des chétifs.

Seul Pierre l'Ermite, qui était à Constantinople au moment du carnage,

dans le désert dont ils étaient sortis. Un silence bizarre s'est installé dans notre voiture, qui traverse des villages turcs dépeuplés aujourd'hui par l'exode rural et l'industrialisation. Sur les seuils, des vieillards nous saluent. On aperçoit des tracteurs et des moutons dans les prairies en pente. Après une ultime ligne de crête, la vue plonge d'un coup sur le lac d'Iznik (le lac Ascanios des Byzantins) et sur la petite ville turque de Boylica. La coupole métallique d'une mosquée toute neuve étincelle au contrebas. Sur la route qui longe maintenant les berges du lac, des paysans vendent des fraises. Là-bas, vers l'est, voici déjà les remparts d'Iznik, c'est-à-dire de Nicée.

Nicée ! Aurons-nous encore des émotions de cet ordre durant ce voyage ? Nous pénétrons par la porte d'Istanbul, qui s'appelaient au onzième siècle la porte de Constantinople et qui est restée rigoureusement en l'état. Les remparts de la ville, eux aussi, sont quasiment intacts. Et les quatre portes correspondant aux quatre points cardinaux. La ville elle-même n'a guère changé en neuf siècles. Mes compagnons sont incrédules.

Arrêtés sur la place principale, nous descendons de voiture pour examiner le plan d'Iznik affiché par la municipalité. Il correspond, au détail près, au plan d'époque que j'ai dans mes bagages. La ville ne s'est ni développée ni modifiée. Aujourd'hui, Iznik compte dix-sept mille habitants (soit un peu moins qu'à l'époque), un théâtre romain, dix mosquées et quatre églises byzantines, dont Sainte-Sophie, bâtie au quatrième siècle et qui accueillit, en 787, le fameux concile de Nicée.

Nous marchons lentement, un peu rêveurs, le long des remparts. Je leur raconte le siège de la ville par les croisés. En désignant les tours et les segments de remparts. Là, de part et d'autre de la porte de Constantinople, s'élevaient les tours des Normands de Bohémond et Tancrède. Plus à l'est, près de la porte de Lefka, les Wallons de Godefroi, les Byzantins de Tatikios et les Français d'Etienne de Blois. L'enceinte sud de la ville était assiégée, quant à elle, par les soldats du comte de Toulouze et par ceux d'Achémar de Montell, archevêque du Puy.

Des enfants nous suivent du regard. Sur le front du lac, des jeunes gens écoutent de la musique aux terrasses. Le temps, bizarrement, me paraît comprimé par la permanence inattendue du décor.

Nicée fut bel et bien la première bataille de la première Croisade.

Lorsqu'elle parvient à Nicée, le 6 mai 1096, l'armée franque manque déjà de ravitaillement (« Un seul quartier de pain se vend 20 à 30 deniers », écrit l'Anonyme). Elle est pressée d'en découdre. Foucher de Chartres raconte que, sous les murailles de la ville, les chevaliers à la croix font caracolier leurs chevaux en brandissant leurs bannières. Ils crient pour déifier les Turcs retranchés derrière les remparts et font défilier les « batailles » pour montrer leur puissance. Mais les archers turcs ne se laissent pas impressionner. Leurs premières flèches font mouche.

Le siège dure sept longues semaines, mais la ville résiste.

C'est après l'arrivée, par mer et par terre, d'un abondant ravitaillement obtenu des Byzantins par Bohémond que le siège peut s'organiser. Le 14 mai, les tours de bois fabriquées par les charpentiers sont dressées près des murailles. Des sapes sont creusées au pied de celles-ci. Premiers assauts, premiers corps-à-corps, premières attaques menées, sur les arrières du comte de Toulouze, par les cavaliers turcs de Kildij Arslan arrivés en renfort. Et premières atrocités.

Elles seront innombrables, épouvantables, inimaginables durant les batailles et les sièges. Elles seront perpétrées par les deux camps en présence, de sorte qu'il est assez vain d'en faire, comme c'est souvent le cas, un argument. La férocité des chevaliers chrétiens ne le cède en rien à la barbarie des Turcs. Disons plutôt que l'incroyable violence de ces combats témoigne de la cruauté « ingénue » d'une époque. A Nicée, ce sont les Francs qui inaugurent un procédé souvent réemployé par la suite : on tranche les têtes des ennemis capturés et, « à l'aide d'une fronde », écrit l'Anonyme, on les projette par-dessus les remparts pour démontrer les assiégés. En outre, ajoute-t-il, les Francs « choisirent mille autres têtes de Turcs qui furent enfermées dans des sacs, déposées sur des chariots, transportées jusqu'au port de Constantinople, et de là, expédiées à l'empereur de Constantinople ».

Le siège dure sept longues semaines. Les catapultes, les mangonneaux, les balistes, les tours roulantes et des béliers de toute sorte entrent en action. Mais la ville résiste. Il faudra un stratagème tactique – des bateaux transportés par la route et mis à l'eau nuitamment sur le lac – et surtout une négociation secrète entre les habitants et l'empereur byzantin pour que la ville, in fine, se rende... à Alexis Comnène.

Cela se passe le jour même où l'assaut général était prévu. Les Francs s'approprient à l'ultime combat. Mais ils voient avec stupeur l'étendard des généraux byzantins flotter sur les remparts. Alexis Comnène, si l'on en croit sa fille, avait minutieusement préparé sa manœuvre. Frustrant les croisés d'une victoire, après avoir utilisé ceux-ci à son profit, il prend possession de la ville. Les Francs se sentent autorisés à y pénétrer que par groupe de dix et uniquement « pour visiter les églises » (sic).

Les 26 et 27 juin, l'armée franque reprend la route. Son ressentiment envers ses « frères chrétiens d'Orient » ne s'est pas atténué. A vrai dire, elle enrage. Oh ! ces Grecs !

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

En attendant que l'armée serbe soit officiellement déclarée par le Conseil de sécurité de l'ONU, les Serbes ont déjà commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie.

Marchandage autour de Sarajevo

Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie.

Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie.

Selon M. Boutros-Ghali, le déploiement des « casques bleus » sera prêt

Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie.

Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie.

Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie.

Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie.

Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Les forces serbes ont commencé à se déplacer vers le nord, sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie.

PROCHAIN ÉPISODE : ESKISEHIR (TURQUIE), DJIHAD ET « GUERRE JUSTE »

25 جولاء 1993

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie et les pourparlers de Genève

En dépit d'une trêve déclinée pour faciliter les pourparlers de Genève sur le découpage de la Bosnie-Herzégovine, les combats ont continué, mercredi 28 juillet, sur le terrain, où les forces serbes ont poursuivi leurs offensives dans la région de la capitale bosnienne et, selon Radio-Sarajevo, dans celle de Brcko (dans le nord de la République).

Les forces fidèles au gouvernement bosnien stationnées sur la colline de Zuc, au nord de Sarajevo, ont essuyé mercredi, comme la veille, des tirs de l'artillerie des Serbes bosniaques, qui ont également fait intervenir leur infanterie. L'agence yougoslave Tanjug a, pour sa part, annoncé que les forces serbes avaient réussi à s'emparer de cette colline d'où des unités musulmanes dominaient des positions serbes.

Les observateurs militaires de l'ONU à Sarajevo ont pu voir mardi un défilé de fumée blanche après des explosions sur la colline de Zuc et ont estimé que les forces serbes utilisaient probablement des gaz lacrymogènes. L'armée bosnienne a affirmé qu'il s'agissait d'obus chimiques. Le directeur des affaires civiles de la FORPRONU (Force de protection de l'ONU), Cedric Thornberry, a précisé que les « casques bleus » avaient constaté l'explosion de « quatre obus qui ont laissé s'échapper de grands nuages de couleur blanche ». « Nous devons enquêter pour établir ce qui contenait ces obus et qui les a tirés », a dit M. Thornberry.

Les observateurs de l'ONU ont compté mardi 900 tirs d'artillerie en provenance du nord-ouest de Sarajevo, tenu par les Serbes. Ils en ont compté une centaine entre mardi 16 heures et mercredi 9 heures, heure locale.

M. Thornberry a précisé que si l'on ajoutait les obus de mortier aux obus de canon, plus de 2 400 projectiles s'étaient abattus sur Sarajevo en trois ou quatre heures dans la journée de mardi. — (AFP.)

Marchandage autour du découpage de la Bosnie-Herzégovine

Pour la deuxième journée consécutive, les principaux acteurs de la guerre en Bosnie-Herzégovine se sont rencontrés, mercredi 28 juillet, à Genève pour tenter de négocier un règlement du conflit. Ils devaient poursuivre leurs pourparlers directs jeudi.

celui des Croates bosniaques, Mate Boban, ainsi que le président bosnien, Alija Izetbegovic — se sont réunis autour de la même table. Qui plus est, ils se sont parés. Mais, comme la réunion s'est déroulée à huis clos et qu'il n'y a pas eu de révélations par la suite, nul ne sait vraiment ce qu'ils se sont dit.

Les commentaires officiels sur cette rencontre relèvent d'une solide langue de bois. On évoque « une atmosphère bonne et constructive » ; on se félicite, comme l'a fait John Mills, le porte-parole de la réunion, de « progrès constants ». Cependant, rien de concret n'est venu, en fin de journée, confirmer ces « progrès », le marchandage sur le découpage de la Bosnie-Herzégovine et sur sa future constitution — fédérale ou confédérale — se poursuivant à peine, sous l'œil attentif de Reginald Bartholomew, l'envoyé spécial du président américain Bill Clinton, qui a déployé des trésors d'énergie pour convaincre le président izetbegovic de venir à Genève, puis de négocier ce qui revient, de fait, à un découpage de la Bosnie-Herzégovine.

Des discussions « ouvertes mais très dures »

Le sommet a duré jusqu'à près de 22 heures. M. Izetbegovic a quitté la salle le premier, peu après 20 heures, pour conférer avec ses collègues de la présidence collégiale bosnienne. Puis M. Tudjman s'est également éclipsé. A sa sortie, Slobodan Milosevic, qui depuis le début de cette nouvelle série de négociations, joue la carte de « l'optimisme constructif », a déclaré à la presse que les discussions étaient « ouvertes, directes mais très dures ». Il a estimé que l'an se rapprochait de la solution de nombreux points d'importance vitale.

Le déroulement des négociations a provoqué un réel malaise à Genève. La Tribune de Genève, pourtant traditionnellement prudente, résume l'état d'esprit général en écrivant : « Alors que sur le terrain, la boucherie continue (...) qui n'a pas permis de se demander à quel point ce cirque tragico-hypocrite... ». Pour sa part, le *Nouvel Observateur* titrait en première page : « Les Occidentaux somment les Musulmans bosniaques de capituler ».

ISABELLE VICHNIAC

Selon M. Boutros-Ghali, le dispositif de protection aérienne des « casques bleus » sera prêt dans quelques jours

Le président américain a confirmé, mercredi 28 juillet, l'engagement des Etats-Unis à fournir une couverture aérienne aux « casques bleus » en Bosnie. Bill Clinton a souligné que l'intervention américaine n'aurait lieu qu'à la demande des Nations unies et que les interventions ne viendraient que les cibles d'où sortent parties des agresseurs contre les forces de l'ONU, nous rapporte de Washington Henri Pierre. La président à lui-même souligné la portée limitée de cette opération de couverture aérienne en disant qu'elle suffirait à « mettre un terme aux bombardements et à réunir les belligérants autour d'une table de négociations ».

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a indiqué mercredi que le dispositif aérien visant à protéger des attaques les « casques bleus » déployés en Bosnie devrait être prêt « lundi ou mardi prochains ». M. Boutros-Ghali a ajouté qu'il fallait encore d'ici là régler des détails de logistique — notamment le déploiement d'officiers de guidage au sol. « Nous sommes encore en train de préparer les observations sur le terrain », a indiqué M. Boutros-Ghali, en ajoutant qu'il attendait à cet égard le feu vert du commandant des forces des Nations unies (FORPRONU) sur place et qu'il informerait le Conseil de sécurité.

Une soixantaine d'appareils de l'OTAN, pour la plus grande partie des avions américains, actuellement stationnés en Italie, sont prêts à intervenir, dès lors que l'opération aura reçu l'aval de l'ONU, chaque fois que les forces stationnées en Bosnie en feront la demande.

Les responsables français ont redoublé les pressions, depuis les attaques dont ont été la cible ces derniers jours les « casques bleus » à Sarajevo, afin que cette protection aérienne prévue depuis plusieurs semaines par la résolution 836 entre enfin dans les faits.

A cet effet, le ministre de la défense, François Léotard, s'est rendu mercredi à New-York pour s'entretenir avec M. Boutros-Ghali, et avec le secrétaire général adjoint chargé des opérations de maintien de la paix, Kofi Annan. M. Léotard devait d'autre part

recoouter jeudi à Washington le vice-président américain, Al Gore, le secrétaire à la Défense, Les Aspin, et le conseiller du président Clinton en matière de sécurité nationale, Anthony Lake. M. Clinton a confirmé que l'aviation américaine remplirait l'engagement qui avait été pris.

François Léotard : « Un avertissement »

Le ministre français a souligné à New-York le souhait de son gouvernement de voir l'ONU garder la responsabilité de l'opération : « Nous souhaitons que cette procédure soit du ressort du secrétaire général de l'ONU pour ce qui est de la prise de décision et suivie par la FORPRONU pour ce qui est de son exécution. Il faut que le commandement local soit à même de solliciter ces frappes aériennes chaque fois que cela sera nécessaire. Elles ne concerneront que les zones protégées (1) et devront être effectuées le plus près possible de l'agresseur », a ajouté M. Léotard.

Rappelant que la France, avec six mille « casques bleus » engagés sur le territoire de l'ex-Yougoslavie (et près de dix mille soldats pour l'ensemble des opérations de maintien de la paix de l'ONU dans le monde) est le plus impor-

tant contributeur à ces opérations, le ministre de la défense a jugé « inacceptables » les « agressions » récemment commises contre le contingent français stationné en Bosnie-Herzégovine.

« Nous connaissons les agresseurs. A l'avenir, les « casques bleus » auront les moyens de répondre à ces attaques », a-t-il affirmé ajoutant qu'il s'agissait « d'un avertissement destiné à ceux qui jouent avec le sort de nos soldats ».

Les responsables de la FORPRONU avaient indiqué que l'attaque de dimanche dernier contre une compagnie de « casques bleus » français avait été « délibérée » et due à des artilleurs serbes.

« Je souhaite seulement que les forces de l'ONU aient la possibilité d'accomplir le mandat qui leur a été donné », a fait valoir M. Léotard. Si tel n'était pas le cas, elles devraient partir.

SERGE MARTI

(1) L'OTAN n'a pas retenu une telle restriction et s'est engagée à assurer une protection aérienne aux « casques bleus » dans l'accomplissement de leur mission. C'est-à-dire également à ceux qui accompagnent les opérations humanitaires dans toute la Bosnie (VDLR).

ITALIE : après les attentats de Rome et de Milan

Le terrorisme n'arrêtera ni la justice ni la réforme des institutions

affirme le président Scalfaro

ROME

de notre correspondant

« Ils peuvent nous exterminer nous aussi, mais rien n'empêchera le rétablissement de la légalité dans ce pays qui en a tant besoin. Que personne ne se laisse d'illusion, il n'est pas question de laisser se créer un vide du pouvoir ou de laisser mettre les institutions à genoux (...) Le peuple italien a su conquérir sa liberté en versant son sang, il y a cinquante ans, nul ne saurait aujourd'hui lui enlever... »

C'est un président de la République défiant par une nuit presque blanche, et maîtrisant mal sa colère qui s'est adressé au pays, mercredi 28 juillet, à la mi-journée. A l'heure où l'Italie faisait ses premiers comptes après les trois bombes de la nuit précédente, qui ont fait cinq morts et une vingtaine de blessés, ainsi que de très sérieux dégâts, notamment à Saint-Jean de Latran et à Saint-Georges du Velabre à Rome.

Oscar Luigi Scalfaro s'est efforcé d'enrayer l'anxiété et la panique, en affichant une grande détermination. Au-delà de l'indéfini rhétorique, son message relayé ensuite au Parlement par le président du conseil, Carlo Azeglio Ciampi, était surtout un appel à l'unité.

Unité face « aux attaques barbares » des posers de bombes ; unité pour le processus de changement qui devrait aboutir d'ici le 6 août — le gouvernement s'y est engagé — à l'adoption du nouveau système électoral, jusque-là objet d'un véritable jeu de ping-pong entre la Chambre et le Sénat. Unité enfin dans la recherche de la vérité, et le président de la République a réaffirmé son soutien à l'enquête « Mont Pulite », entrée dans une phase décisive : « le pays n'a pas peur que soient révélés des pouvoirs, mais à quel niveau que ce soit », a-t-il dit.

Cet appel du président de la République a été renforcé par celui du pape Jean-Paul II, qui s'est rendu dans la matinée à Saint-Jean de Latran, et a prié « pour que le Seigneur inspire aux citoyens de ce pays des sentiments de paix et de fraternelle responsabilité ».

Face à ces événements, la réponse de la rue s'est résumée à un mot : solidarité. Spontanément, ouvert aussi à l'appel des syndicats et des formations politiques, des manifestations se sont tenues en peu partout dans le pays. A Milan d'abord, où une foule compacte s'est retrouvée Piazza Fontana, lieu symbolique du premier attentat qui, en décembre 1969, avait donné le coup d'envoi de ce que l'on allait appeler la « strage de la tension », mais aussi à Florence, devant le musée des Offices, durement touché par une autre bombe en mai, à Bologne, à Palerme, et à Rome bien sûr.

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées au Capitole, aux cris de « basta ! » (assez). Toutefois, en fin de journée, de légers incidents se sont produits lorsqu'une petite foule de manifestants s'est retrouvée devant le Parlement, et a essayé de franchir les barrières disposées par les forces de l'ordre. Quelques pierres ont

été jetées, mais surtout des cris : « Assassins ! vous paierez un jour, vous paierez tout ! »

A l'intérieur, le débat entre parlementaires était des plus confus. Face à cet attentat dont personne ne semble mettre en doute la nature « politique », le secrétaire du PDS (ex-PCI) parlait d'« un gouvernement occulte, opaque, en marge du légitime » ; le leader de la Ligue lombarda Umberto Bossi parlait de « la bombe qui vient de l'intérieur de l'Etat ». Certains demandaient la démission du ministre de l'Intérieur, Nicola Mancino, d'autres la tenue d'élections au plus vite. Quant à Lucio Libertini, le président du groupe des sénateurs de Rifondazione comunista, il notait, devant une salle figée dans un silence gêné : « Le pays est assailli depuis trente ans par le terrorisme, sans qu'aucun coupable ait été jusqu'ici arrêté ou condamné ».

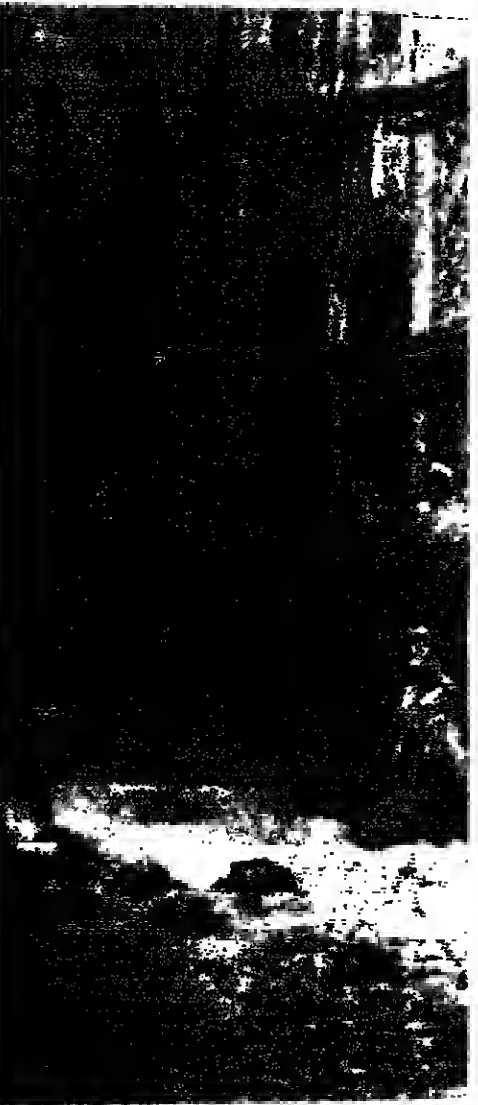
Démission du chef des services secrets

Depuis les attentats du 14 mai via Faura à Rome et du 27 mai à Florence, l'enquête policière, judiciaire et spécialisée ont établi un certain nombre de similitudes dans la méthode employée et l'explosion (du T4 mêlé à de la peinture), similitudes qui se retrouvent dans les attentats de mardi soir. Des témoins auraient également vu une jeune femme blonde, dont le portrait-robot a été fourni aux journaux. Bien peu, donc, pour l'instant. Une première tête est cependant tombée : celle du chef des services secrets civils (SISDE), le préfet Angelino Finocchiaro qui a remis sa démission mercredi. La veille, au cours de la réunion des services de sécurité qui s'était tenue ce même jour, le président du conseil, Ciampi, même avait demandé son départ.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que le SISDE a mauvaise réputation. Des agents des services secrets ont collaboré avec la loge P2 de Licio Gelli, ni le réseau Gladio, certains ont même été mêlés à l'attentat contre la gare de Bologne en 1980, et ont été condamnés pour avoir délibérément brûlé les pistes durant l'enquête. Pour sa part, M. Finocchiaro, en poste depuis un an, était déjà en butte à l'enquête judiciaire menée actuellement sur les « casques bleus » du SISDE, et leur utilisation. A sa place a été désigné le préfet de Catane, Domenico Salazar.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Arrestation de l'ancien président de la Commission de contrôle des opérations de Bourse. — Bruno Pazzi, ancien président (de 1990 à 1992) de la Commission de contrôle des opérations de Bourse, a été arrêté, mercredi 28 juillet à Milan, dans le cadre de l'enquête « Mains propres ». En raison de son âge (quatre-vingt-un ans), il a été assigné à résidence à son domicile. Il aurait reçu des pots-de-vin du groupe Ferruzzi-Montedison, avant le rachat par l'Etat, pour un montant largement surévalué, d'ENIMONT, appartenant à Montedison et à l'ENI. — (AFP.)



Un incendie dans un foyer de demandeurs d'asile. — Un incendie dans un foyer de demandeurs d'asile, mercredi 28 juillet à Neubrunn, près de Würzburg, a fait trois blessés légers. Deux Allemands âgés de quatorze et seize ans, armés de couteaux, ont en outre attaqué deux enfants libanais dans une cité de l'est de Berlin, blessant légèrement l'un d'entre eux. — (AFP.)

○ AZERBAÏDJAN : Rencontre avec des représentants du Haut-Karabakh. — L'Arménie a confirmé qu'une rencontre avait bien eu lieu mercredi 28 juillet entre des représentants du Haut-Karabakh et de l'Azerbaïdjan. Le « groupe des neuf » de la CSCE préparait de son côté mercredi à Rome un document qui sera soumis au Conseil de sécurité de l'ONU. Bakou souhaite que la nouvelle offensive arménienne soit condamnée à cette occasion. — (AFP.)

○ Le cessez-le-feu est partiellement respecté en Abkhazie. — Le cessez-le-feu entre Géorgiens et séparatistes abkhazes semblait respecté comme prévu mercredi 28 juillet, même si les deux parties se sont

mutuellement accusées de tirs d'artillerie une demi-heure après son entrée en vigueur. — (AFP.)

○ POLOGNE : signature d'un accord. — La Pologne et le Saint-Siège ont signé, mercredi 28 juillet à Varsovie, un accord réglant leurs relations mutuelles. Le document, qui sera soumis au Parlement, donne au mariage religieux valeur légale s'il est enregistré à l'état civil, confirme l'enseignement du catéchisme à l'école publique, ainsi que le droit de l'Eglise à posséder ses médias et à utiliser ceux de l'Etat. — (AFP.)

○ TADJIKISTAN : plus d'une centaine de rebelles tués, selon Moscou. — Les troupes russes ont poursuivi, mercredi 28 juillet, une opération engageant des hélicoptères et des chars au nord de la frontière tadjiko-afghane, tuant 400 rebelles, tadjiks qui s'y étaient infiltrés à partir de l'Afghanistan et tentant les autres en fuite, selon l'état-major des gardes-frontières russes. — (AFP.)

FRANÇOIS DALLE
Président d'Honneur de l'Oréal

Jean BOUNINE
Conseiller d'entreprises

Contre le chômage des jeunes en France,

environ 25% des actifs de 15 à 25 ans sont au chômage, soit le double du chômage de l'ensemble des générations.

Cet écart n'existe pas ailleurs. Il tient aux défauts de la formation professionnelle, qui doit, désormais, être assurée par les entreprises.

FRANÇOIS DALLE
JEAN BOUNINE

L'ÉDUCATION EN ENTREPRISE
CONTRE LE CHÔMAGE DES JEUNES

ÉDITIONS L'ÉDUCATION

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : le verdict de la Cour suprême

Les archives du KGB ont été décisives pour l'acquittement

JÉRUSALEM

de notre correspondant
John Ivan Demjanjuk, qui, en avril 1988, avait été condamné par un tribunal spécial de Jérusalem pour « crime contre l'humanité, crime contre le peuple juif et crime de guerre », a été acquitté « au bénéfice du doute » pour les crimes qui lui ont été attribués dans le camp d'extermination de Treblinka sous le qualificatif d'Ivan le terrible.

Les cinq juges de la Cour suprême, sous la présidence de Meir Shamgar, ont rendu leur verdict à l'unanimité et ordonné aux autorités pénitentiaires de le libérer. Les juges ont également considéré que Demjanjuk « ne pouvait être condamné pour d'autres crimes qu'il aurait commis dans un autre camp de concentration ».

Pourtant, les juges ont surpris leur auditoire quand ils ont affirmé que Demjanjuk « avait effectivement servi comme garde-chiourme (Wachman) notoirement dans le camp de Sobibor, comme le montre le document authentifié de Trawniki ». Les juges ont rendu hommage à leurs collègues du tribunal de Jérusalem, qui l'avaient condamné à la potence, « sans qu'à l'époque le moindre doute ne subsiste quant à l'identité de celui qui avait été reconnu comme étant Ivan le terrible ». L'homme qui actionnait les manettes des chambres à gaz dans le camp d'extermination de Treblinka, où périrent 870 000 personnes, des juifs pour la plupart, « sur la base de témoignages et des pièces qui se trouvaient accessibles à l'époque ».

La Cour suprême a estimé que « le témoignage de cinq survivants appelés à la barre des témoins par le procureur, qui affirmaient reconnaître et avoir approché pendant des mois l'accusé, était fiable, contrairement aux affirmations de la défense selon laquelle ces survivants étaient séniles et mentaient ».

« Mais ces témoignages ne sont pas les seules pièces qui figurent au dossier. D'autres témoignages, notamment ceux de gardes-chiourmes interrogés à Kiev, peu après la guerre, ont été découverts avec l'ouverture des archives du KGB et la modification de la situation politique dans l'ex-URSS. Si ces pièces avaient pu être présentées au moment de l'ouverture du procès, ou pendant son déroulement, le verdict aurait été différent. Ces nouvelles pièces ont été décisives pour acquitter John Ivan Demjanjuk au bénéfice, raisonnable, du doute ».

« Brume épaisse » sur certains témoignages

Selon les juges « une brume épaisse entoure bon nombre d'autres témoignages. Nous ne pouvons que faire des suppositions sur un grand nombre d'entre eux. Il nous manque des réponses que nous n'obtiendrons peut-être jamais. Mais c'est aujourd'hui que nous avons à trancher, et un doute raisonnable nous pousse à l'acquiescement. Tous les témoignages ne concordent pas, et il est inconcevable d'émettre un verdict sur la base de suppositions, de questions sans réponse, de contradictions entre des affirmations, qui ne sont reliées entre elles par aucun ciment homogène ».

« En l'absence d'une thèse permettant une conclusion claire, nous avons décidé que John Ivan Demjanjuk n'était pas celui qui actionnait les manettes des chambres à gaz du camp de Treblinka et devait donc être innocent et libre », ont décidé les juges.

Ils ont rappelé, dans leur verdict de 550 pages, que leur décision avait été prise, alors qu'ils gar-

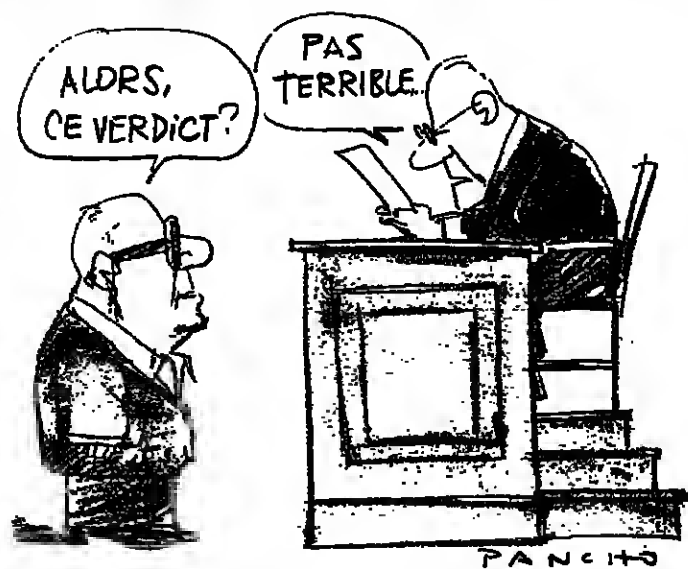
daient en mémoire « les horreurs du plan d'extermination du judaïsme d'Europe par un régime dément ». « L'humanité ne pourra jamais avoir les mots suffisamment forts pour décrire une partie infime des souffrances de ceux qui ont été gazés, au terme d'un plan issu des cerveaux pervers des nazis ». « Il revient aux juges du peuple d'Israël de faire justice, seulement justice. Nous nous y sommes engagés par serment. Personne ne doit oublier que nous sommes faits de chair et de sang et que la Shoah est toujours présente à notre esprit. Nous avons rendu notre verdict et nous voulons croire que nous sommes dans le vrai ».

Le chef des services pénitentiaires israéliens Arieh Bibi a déclaré qu'un ordre d'expulsion avait été émis contre la personne de John Demjanjuk. « Nous l'avons ramené dans sa cellule dans des conditions meilleures et nous allons lui permettre de s'isoler avec sa famille. Dès l'instant qu'un Etat acceptera de l'accueillir, il sera extradé de notre territoire », a ajouté M. Bibi. Un porte-parole de la police nous a précisé que John Demjanjuk serait extradé dans les prochains jours, au plus tard, la semaine prochaine. « Nous faisons un effort pour trouver un Etat qui veuille bien l'accueillir, éventuellement l'Ukraine », a-t-il ajouté.

« Le feu de la colère brûle mon corps. Je n'arrive pas à comprendre comment des juges juifs ont pu rendre un pareil verdict », s'est exclamé un survivant de Treblinka, Eliahu Rosenberg. « Les juges se sont trompés. Des milliers de juifs sont tombés que cet homme est un assassin » a hurlé, en larmes un autre, Yossef Cherny. Un véritable

souffle d'émeute s'est emparé de la Cour suprême et l'avocat de Demjanjuk a dû, sous les cris et les menaces, quitter le tribunal entouré par un épais cordon de police.

Mais M. Yoram Sheftel a pu revenir pour expliquer à la foule que son client avait « été innocenté sur la seule question qui avait motivé son extradition et sa comparution devant un tribunal israélien. Il aurait certainement été condamné à mort si nous n'avions pas trouvé dans les caves du KGB de nouveaux documents suffisamment décisifs, qui ont éveillé le doute », a-t-il souligné. (Interim.)



John Demjanjuk n'était pas « le boucher de Treblinka »

Suite de la première page

Au moins cinq survivants de la mort, frères et émuvoantes silhouettes venues dire l'indicible sous les caméras de la télévision israélienne, ont formellement reconnu l'accusé au cours du procès initial.

« C'est bien lui, c'est le bourreau de Treblinka, celui qu'on appelait Ivan le Terrible! » Dramatiques dépositions sur lesquelles reposera, en dépit des difficiles recherches entreprises par le procureur Michael Shaked, l'essentiel du dossier d'accusation (le Monde du 21 décembre 1991 et du 10 juin 1992). L'histoire a de curieuses ironies. C'est

l'écroulement de l'Union soviétique et l'ouverture concomitante de certaines archives du KGB et de l'ancienne justice d'URSS qui auront finalement sauvé Demjanjuk de la potence. En allant chercher sur place les pièces à conviction qui auraient pu définitivement « fixer » son « client » à Treblinka, M. Shaked a en effet découvert et transmis à la défense certains documents qui allaient, sinon l'innocenter, du moins renforcer le doute sur la culpabilité de l'intéressé.

La carte d'identification de Trawniki

Trente-sept témoignages écrits, trente-sept Ukrainiens arrêtés et jugés dans les années 50 pour avoir collaboré avec l'ennemi nazi et servi à Treblinka ont juré, pour la plupart au seul du peloton d'exécution, que celui que les martyrs juifs nommaient « Ivan le Terrible » s'appelait de son vrai nom Ivan Marchenko. La trace de cet homme a été perdue en 1944 du côté de Trieste. En tout cas, la description physique fournie par les accusés ukrainiens, ainsi que l'âge présumé du coupable – une dizaine d'années de plus que Demjanjuk – ne correspondent pas à ceux du condamné d'Israël.

Se pourrait-il qu'il y ait eu deux « Ivan »? Ce fut un temps la thèse de l'accusation. Mais rien n'étant venu l'étayer, M. Shaked attendait, vainement, de suivre une autre piste. Puisqu'il était impossible de prouver la présence du condamné à Treblinka, l'accusation allait se rabattre sur la pièce à conviction centrale dont elle disposait déjà dans le premier procès, à savoir la fameuse carte de Trawniki. Ce

document, obtenu d'URSS en 1987 grâce à l'entremise du milliardaire juif américain Armand Hammer, est une carte d'identification, avec photo et signature du porteur, qui établit sans l'ombre d'un doute qu'un certain Ivan Demjanjuk, matricule 1393, a été entraîné par les nazis, fin 1942, dans le camp de Trawniki (à l'est de Lublin, en Pologne), puis affecté, en qualité de Wachman, c'est-à-dire garde-chiourme, le 27 mars 1943 à Sobibor.

C'est, entre autres, sur la base d'une copie de ce document, que la justice américaine, qui avait repéré l'intéressé en 1976, avait décidé, au terme d'un procès retentissant, de le déchoir de sa nationalité, avant de l'extrader en Israël en 1986. Emigré aux États-Unis en 1961, Demjanjuk avait alors affirmé aux services d'immigration américains qu'il avait passé les trois dernières années de la guerre comme prisonnier dans des camps allemands. En juin dernier, un magistrat fédéral de Cincinnati a pourtant jugé que la privation de nationalité américaine restait valide. Demjanjuk, « même si des doutes sérieux existent quant aux faits qui lui sont reprochés en Israël, a-t-il déclaré, a mené aux autorités lors de sa demande de citoyenneté ».

En d'autres termes, le document de Trawniki était authentique. Ce qui ne résolvait pas le problème posé à la justice israélienne, puisque cette carte ne porte aucune mention de Treblinka. Le procureur Shaked tenta alors une autre tactique. Sobibor ou Treblinka étaient « tous les deux des camps d'extermination », expliqua-t-il. « Que l'accusé ait tué des juifs ici ou là, cela ne fait pas de différence. C'est un criminel de guerre ». Dans un premier temps, M. Yoram Sheftel, l'avocat du condamné, avait disqualifié le document comme étant « un faux grossier ».

Au bénéfice du doute

Plus tard, tandis que les services du procureur découvraient, dans d'autres archives et notamment dans celles de Flossenbürg, un camp de travail forcé situé sur le territoire même du III^e Reich, la trace du matricule 1393, avec identification complète, le défenseur changea l'angle de sa tactique. A supposer que le document Trawniki soit vrai, déclara-t-il, « encore que mon client ne l'ait jamais eu dans ce camp et bien qu'un des rares survivants de Sobibor ne l'ait reconnu, l'accusation doit choisir »: si Demjanjuk était à Sobibor au moment des cruautés commises à Treblinka, « il ne peut tout simplement pas être Ivan le Terrible ».

Les cinq juges de la Cour suprême d'Israël semblent s'être rendus à cette approche. Ils ont préféré libérer un possible coupable plutôt que de prendre le risque de pendre un innocent des crimes pour lesquels il avait été condamné. Encore une fois, il y aura toujours un doute sur les activités de John Ivan Demjanjuk à l'époque donnée. Mais les doutes, en matière de justice, doivent profiter aux accusés, quels qu'ils soient.

« Ni la mémoire collective sur l'holocauste, ni l'état d'Israël n'ont rien gagné de ce procès », écrit tout récemment le Yedioth Ahronot, premier quotidien du pays. De fait, un grand nombre de chroniqueurs judiciaires israéliens se sont demandé, tout au long de ces sept années, ce que l'Etat juif avait cherché à prouver en réclamant l'extradition de l'ancien mécano de Cleveland quand d'autres criminels nazis sur l'identité desquels ne pesait aucun doute ont pu être jugés et condamnés dans d'autres pays (Barbie en France) sans qu'Israël les réclame.

« L'idée de départ, a écrit Tom Segner, l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire moderne d'Israël, était d'éduquer les jeunes générations. » Près d'un quart de siècle après le procès autrement exemplaire que fut celui d'Adolf Eichmann, en 1961 – le seul et unique qui eut lieu en Israël – le pouvoir de l'époque avait estimé que de nouveaux débats publics autour du nazisme constitueraient une utile leçon d'histoire de la Shoah pour ceux qui ne l'avaient pas vécue.

A cette fin, les audiences eurent lieu dans un ancien théâtre pour accueillir le maximum de monde et beaucoup d'entre elles furent retransmises en direct à la radio et à la télévision. A l'époque premier ministre, Itzhak Shamir tint à être personnellement présent à plusieurs reprises. A l'issue du procès, tandis qu'on emmenait le prisonnier et qu'une partie du public entonnait des chants à la gloire d'Israël, il se déclara « fier » de la justice de son pays. Aujourd'hui, malgré l'inévitable embarras que cause ce genre d'affaires, de nombreux Israéliens le sont aussi.

PATRICE CLAUDE

ASIE

La conférence de l'ASEAN à Singapour

Convergences entre les Etats-Unis et les pays d'Asie du sud-est sur les questions commerciales et de sécurité

La conférence annuelle des pays de l'ASEAN – Association des nations d'Asie du sud-est, Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande – et les réunions qui l'ont suivie avec les ministres des affaires étrangères des grandes puissances régionales et internationales (dont les Etats-Unis, la Russie, la Chine, le Japon et la CEE) auront permis, une fois n'est pas coutume, d'aborder les grandes questions régionales, et d'acquiescer des pas substantiels. En dépit du départ précipité, mardi 27 juillet, de Warren Christopher, le secrétaire d'Etat américain, en raison de l'offensive israélienne au sud-Liban, plusieurs initiatives de Washington auront marqué ces réunions.

Tout d'abord, les Etats-Unis ont manifesté clairement leur volonté d'associer Russes et Chinois au maintien de la stabilité en Asie (le Monde du 27 et du 28 juillet). Cette orientation a renforcé le projet de l'ASEAN de Forum de la région Asie (FRA), cadre dans lequel pourraient être abordés les grands problèmes de sécurité régionale (tension en Corée et en mer de Chine méridionale...).

M. Christopher s'est inquiété de la prolifération des armes de destruction massive et réaffirmé que « la guerre froide n'est pas finie en Asie ». C'est pourquoi Washington a décidé de ne plus retirer de soldats de Corée du sud et d'affirmer sa volonté de maintenir dans la région une stratégie de déploiement massif en cas de besoin.

« Un sens de la familiarité »

Par ailleurs, le sous-secrétaire d'Etat américain à la défense, Frank Wisner, a indiqué que les Etats-Unis pourraient assouplir considérablement leur position concernant le projet de l'ASEAN de créer en Asie une zone dénucléarisée du type de celle prévue dans le Pacifique sud par le traité de Rarotonga et auquel ils se sont longtemps opposés. Selon le correspondant à Singapour de l'International Herald Tribune, M. Wisner a parlé de la nécessité d'un « nouveau regard », et déclaré qu'après l'appel du président Clinton à l'arrêt des essais nucléaires dans le monde, il y a eu « naturellement une révolution de pensée sur la question nucléaire ».

La position américaine a également évolué dans le domaine économique. Toujours selon l'International Herald Tribune, M. Christopher a indiqué à ses interlocuteurs qu'il y avait « une nouvelle primauté en

Asie » pour les hommes d'affaires américains. Il a ajouté qu'en proposant d'organiser une réunion informelle des dirigeants d'Asie-Pacifique à Seattle en novembre prochain, M. Clinton cherchait à cultiver « un sens de familiarité et d'amitié comparable » à celui qui existe entre responsables américains et européens. Ces propos montrent l'importance accrue accordée par Washington aux relations économiques et commerciales inter-Pacifique. L'émergence d'un dialogue Asie-Pacifique sur la

sécurité, comme sur les questions commerciales, de même que l'esquisse d'une passerelle entre l'Association de libre-échange nord-américaine (ALENA) et une zone asiatique en pleine expansion auront donc été au cœur des réunions de Singapour.

Les six de l'ASEAN – dont trois sont à majorité musulmane – ont en outre profité pour faire leçon à des Occidentaux qui les critiquent souvent sur les droits de l'homme, et en particulier sur leur attitude pour le moins prudente face à la dictature

birmane. Ainsi ont-ils dénoncé l'impuissance de la CEE en Bosnie et plaidé pour la levée de l'embargo sur les armes à destination de Sarajevo. Un porte-parole de l'ASEAN a déclaré que le démantèlement d'un Etat membre des Nations unies constituait un danger sérieux pour des pays multi-ethniques. Des propos qui ont visiblement déplu aux représentants des Douze, le chef de la diplomatie belge, Willy Claes.

P. de B.

JAPON : selon la presse de Tokyo

M. Hosokawa a été pressenti pour diriger un gouvernement de coalition anti-PLD

Les dirigeants des sept formations opposées au Parti libéral-démocrate (PLD) – à l'exception des communistes – ont décidé de former un cabinet de coalition. Ils ont désigné leur candidat au poste de premier ministre, indiquant, jeudi 29 juillet dans l'après-midi, heure de Tokyo, les médias japonais. Deux personnalités clés étaient pressenties : Tsutomu Hata, président du Parti de la renaissance (PR), formation néo-conservatrice issue d'une scission du PLD, et Morihiro Hosokawa, président du Nouveau Parti du Japon (NPJ). C'est ce dernier qui l'a emporté.

TOKYO

de notre correspondant

Etant donné la légère majorité que détenait la coalition, M. Hosokawa paraît assuré de l'emporter lors du vote de la Diète prévu au début du mois d'août. Ce sera la première fois depuis la fin des années 40 qu'un véritable cabinet de coalition sera formé : en 1983, le Club libéral, petite formation appendice du PLD aujourd'hui dissoute, était venue à la rescousse de celui-ci pour lui permettre de conserver une majorité.

Si l'arrivée à la tête du gouvernement de l'un des deux prétendants, tous deux jeunes – M. Hata a cin-

quante-sept ans, M. Hosokawa cinquante-cinq – constitue une rupture avec trente-huit ans de règne du PLD, il s'agit d'un changement plus nominal que substantiel : tant M. Hata que M. Hosokawa proviennent de l'aire conservatrice et, jusqu'à présent, rien dans leurs options politiques, excepté leur engagement de procéder à une réforme électorale, ne les distinguait fondamentalement de leurs anciens collègues.

M. Hata, qui a une expérience gouvernementale (à l'agriculture puis aux finances dans un cabinet Miyazawa), semblait un choix réaliste. Mais il avait un handicap qui s'est révélé déterminant : il dirige un parti composé de personnalités parmi les plus compromises dans les scandales de ces dernières années (tel son secrétaire général, Ichiro Ozawa). Un héritage qui a suscité dans la gauche du PSJ de fortes réticences.

M. Hosokawa était plus acceptable : son parti, créé il y a deux ans et composé de néophytes, n'a pas de zones d'ombres. Lui-même est une figure nouvelle sur la scène politique, populaire auprès d'un électorat jeune des villes influencé par les médias et notamment la télévision qui a joué un rôle plus important que dans le passé dans l'ouverture au public du débat politique (1).

La coalition en train de prendre corps aura sans doute plus de difficultés à définir une plate-forme commune. A part une « réforme

politique », dont le seul élément concret est un changement « avant la fin de l'année » du système électoral, les partis composant la coalition s'emploient surtout à esquiver les nombreux points sur lesquels ils divergent.

En ce qui concerne la défense et la diplomatie par exemple, ils préfèrent ne pas innover et s'engageront vraisemblablement à poursuivre la politique actuelle. Dans une sorte de « déclaration politique » qui tiendra lieu de programme, ils devraient mentionner la question, sensible dans la région, de la responsabilité du Japon dans la guerre du Pacifique. Le président du Keidanren (patronat) a déjà exprimé ses craintes qu'une coalition aussi hétéroclite ne soit pas à la hauteur des tâches qui s'imposent au Japon.

Ces divergences ont conduit les chefs de la coalition à accélérer sa formation afin de forcer une entente qui risquerait de voler en éclats si l'on abordait les questions de fond. Il y a notamment une bonne dose d'opportunisme dans l'acceptation par cette alliance hétéroclite (comme au demeurant par le PLD) du projet de réforme électorale, écrit en substance l'Asahi.

PHILIPPE PONS

(1) Le Monde avait publié, le 20 juillet, un article de Philippe Pons sur le NPJ et M. Hosokawa.

Le Monde EDITIONS

NIPPON
LE JAPON DEPUIS
1945
William Horsley,
Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
sans visa

الشرق الأوسط

suprême

«L'ancien n'était pas cher de Treblinka»

Le 27 juillet 1993, le tribunal de la Cour suprême de la République de Pologne a rendu son verdict dans l'affaire du «L'ancien» (anciennement «L'ancien»), un ancien membre du régime communiste polonais, condamné à mort pour avoir été l'un des responsables de la mort de nombreux prisonniers de la prison de Treblinka.

La carte d'identification de Treblinka

Treblinka, un camp de concentration nazi, a été le théâtre de la mort de plus de 800 000 personnes pendant la Seconde Guerre mondiale. Les survivants ont souvent été victimes de persécution après la guerre.

pays d'Asie du sud-est et de sécurité

Les pays d'Asie du sud-est ont connu une période de violence et d'instabilité ces dernières années. Les conflits armés ont causé de nombreuses victimes et déplacés.

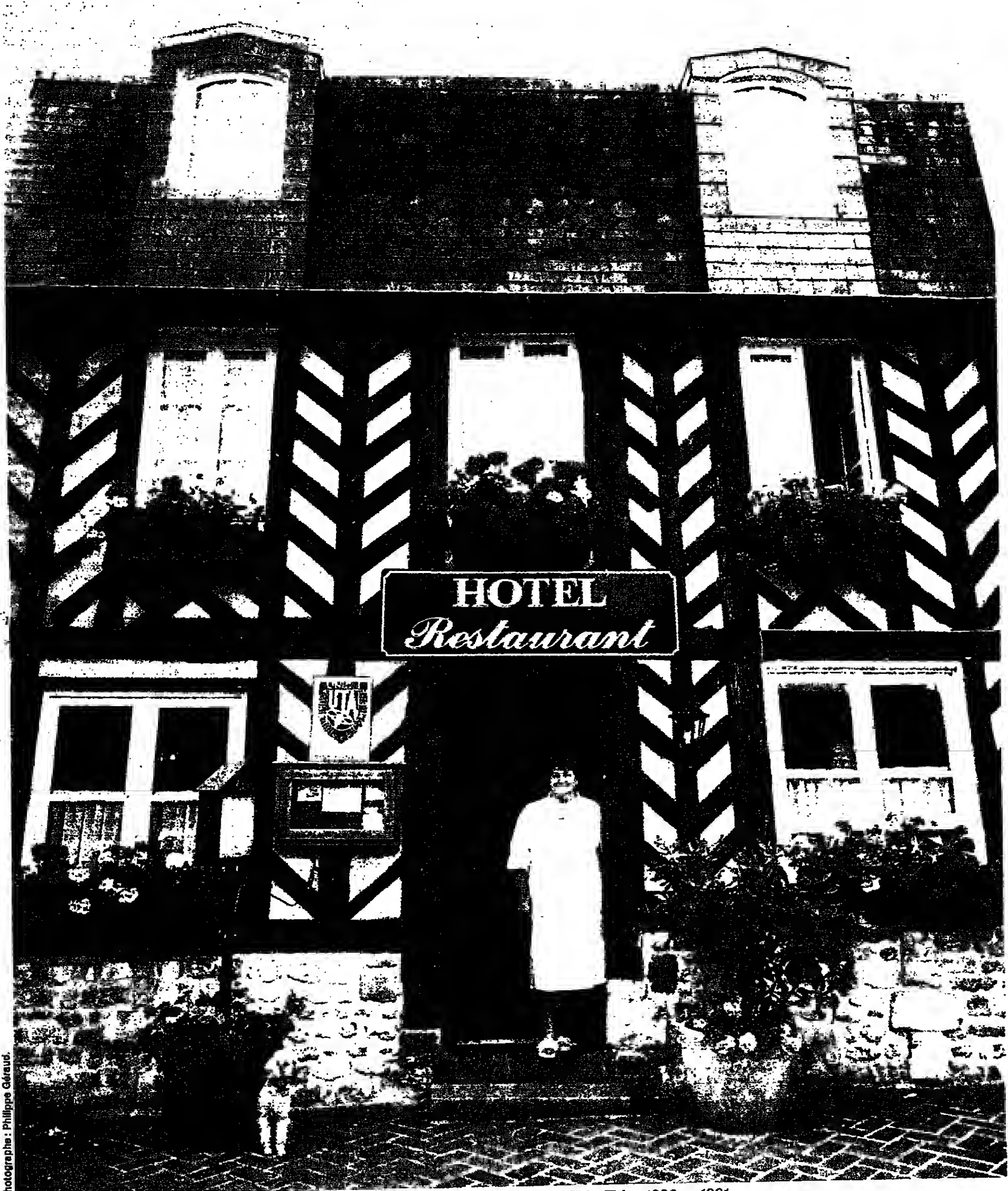
Le premier de Tokyo

a été pressenti ment de coalition anti-PLD

Le premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, a été pressenti pour former une coalition anti-Parti libéral-démocratique (PLD) aux élections législatives de septembre.

Hashimoto a déclaré qu'il était prêt à travailler avec d'autres forces politiques pour améliorer la gouvernance et la stabilité du Japon.

Il reste encore une chambre pour le mois d'août.



Photographie: Philippe Giraud

Madame Duval, Grand Prix National de la Tripe 1990 et 1991.

Hôtel-Restaurant "La Boule d'Or" 14430 Beuvron-en-Auge.
Réservation : 31 79 78 78.

J. Walter Thompson est heureuse d'offrir à M^{me} Duval cette page de publicité. Et, aujourd'hui 29 juillet, M^{me} Duval est l'annonceur le plus heureux du monde.

PROCHE-ORIENT

Selon le premier ministre Itzhak Rabin

Israël poursuivra son offensive au sud du Liban jusqu'à l'arrêt des activités du Hezbollah

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Profitant d'un répit de deux heures accordé aux Libanais, mercredi 28 juillet — pour qu'ils évacuent les localités du Liban du Sud — Itzhak Rabin a rappelé que son engagement vis-à-vis du processus de paix demeure irréversible. « Le processus de paix est toujours notre principal souci », a-t-il déclaré à la tribune de la Knesset.

En vieux routier de la diplomatie, le premier ministre estime que cette déclaration sera interprétée favorablement par l'administration américaine alors que le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, est attendu dimanche 1^{er} août à Jérusalem. « Quelqu'un se souvient-il que cette visite était, au départ, destinée à élaborer une déclaration de principe israélo-palestinienne ? », ironise l'éditorialiste du quotidien *Yediot Aharonot*.

En réalité, il y a peu de chance qu'un cours de cette visite se poursuive sans que les protagonistes ne se disputent. Le premier ministre va tenter de convaincre son interlocuteur américain de l'aider à limiter les risques de dérapage de l'opération lancée dimanche 25 juillet contre le Hezbollah.

Le spécialiste des questions militaires du quotidien *Haaretz*, Zeev Schiff, qui considère les Américains comme des « sursitaires », s'inscrit de l'augmentation du nombre des réfugiés, estimé à plus de trois cent vingt mille. « La tournure de plus en plus complexe de l'opération risque de contraindre M. Christopher à fuir de côté pour un temps le processus de paix, afin de se consacrer aux problèmes de Kfar-Chmona et de Nabatieh ».

Le vœu pieux de M. Rabin est de voir les États-Unis mettre tout leur poids dans la balance pour pousser la Syrie à freiner le Hezbollah. En cas de réponse positive de Damas et de l'arrêt des tirs de roquettes katichouchas, l'Etat juif s'engagerait à mettre fin à son opération, indique un haut fonctionnaire à la présidence du Conseil.

Mais à ce stade, le diplomate n'a pas encore pris le pas sur le militaire. Une trentaine de roquettes sont tombées mercredi sur la Galilée, obligeant les habitants des localités frontalières du Liban à passer une nouvelle nuit dans les abris. Le pilonnage israélien a repris de plus belle sur tous les fronts mercredi soir, continuant de jeter sur les routes les dizaines de milliers de civils libanais.

Malaise dans l'opinion publique

Quelque soixante-dix villages situés au nord de la « zone de sécurité » occupée par l'Etat juif ont été fortement endommagés par les obus. Selon l'AFFP, un convoi de quatre tanks Merkava s'est positionné, avec deux cent cinquante soldats israéliens, à la limite nord de la « zone », à hauteur de Nabatieh. Une manœuvre qui correspondrait aux déclarations répétées des dirigeants israéliens, selon lesquelles toutes les options, y compris une offensive terrestre, sont ouvertes pour frapper le Hezbollah plus profondément à l'intérieur du territoire libanais.

Mettant les points sur les « i », M. Rabin a réaffirmé, devant les députés du Knesset, que l'Etat juif était fermement décidé à poursuivre les combats « aussi longtemps que les habitants de la Galilée ne pourront vivre en toute

sécurité » et à déloger les combattants intégristes « là où ils se trouvent ». Evoquant l'exode des civils vers Beyrouth, téléguidé par les bombardements de l'aviation israélienne, le premier ministre a déclaré qu'il partageait « les souffrances du peuple libanais ». « Les villageois pourront retourner chez eux dès que leurs dirigeants auront compris qu'ils doivent neutraliser le Hezbollah ».

Cette mise en demeure risque cependant de rester lettre morte. Un des commandants du quartier général de la région militaire nord d'Israël affirme que « si les civils libanais reviennent chez eux dans un prochain avenir, ils seront horrifiés par les dégâts que nous avons commis ».

« Règlement de comptes » ou « Justice rendue » ?

L'armée israélienne a donné, en français, à l'opération qu'elle mène au Liban l'appellation « Justice rendue », a annoncé mercredi 28 juillet un porte-parole militaire.

En hébreu, l'opération a pour nom de code « Din va-khachon », ce qui se traduit littéralement par « rendre compte », expression qui comporte une ambiguïté à qui a été traduite dans la presse française par « Règlement de comptes ». L'ambassade d'Israël à Paris avait contesté cette traduction dans un communiqué et demandé de désigner l'opération par le mot nastru de « bilan ».

Les images diffusées par la télévision israélienne, montrant des maisons détruites, des enfants blessés en larmes et des familles prenant la route par milliers, n'ont pas laissé indifférent une grande partie de l'opinion publique. Bien que le consensus général reste favorable à la poursuite des combats de boucherie infligés au Hezbollah, des voix appellent à la fin des bombardements se font entendre de plus en plus distinctement. Les ministres du parti de gauche Meretz, tirés par leur doctorat, ont, pour la troisième fois, demandé avec insistance, mais sans succès, à M. Rabin, de cesser de démolir les villages chiites, « au moins lorsque le Hezbollah interrompra ses tirs de katichouchas ».

« Il n'y a pas de politique de la terre brûlée », explique le coordinateur des affaires israéliennes au Liban, Ouri Lahran. « Nous voulons seulement éviter les pertes civiles, en éloignant ceux que le Hezbollah utilise comme bouclier humain ». Cette stratégie, consistant à creuser un fossé entre les villageois libanais et les combattants intégristes, est à la base du plan d'attaque des militaires israéliens.

Comme le souligne l'éditorialiste du *Yediot Aharonot*, ces derniers semblent avoir oublié que, durant la guerre du Golfe, les forces de la coalition avaient mis, à tort, sur le renversement du régime de Saddam Hussein par les populations excédées par les bombardements alliés incessants. Selon ce journal, le pilonnage israélien pourrait bien se solder par un échec et le Hezbollah pourrait bien sortir vainqueur de ces affrontements. — (Interim)

Les réactions aux États-Unis et à l'ONU

Bill Clinton invite toutes les parties à mettre fin aux violences

Lors d'une conférence de presse impromptue tenue mercredi 28 juillet à la Maison Blanche, le président Bill Clinton a appelé toutes les parties, y compris Israël, à mettre fin aux violences qui ensanglantent le Liban depuis dimanche.

« Je pense que le Hezbollah devrait cesser ses attaques », a déclaré le président. « Je pense que la Syrie devrait passer de la retenue à l'action pour tenter de mettre fin aux combats et nous-mêmes devons faire tout ce que nous pouvons pour mettre fin aux combats dès que possible », a dit M. Clinton. Le chef de l'exécutif américain, qui s'était félicité la veille de la « retenue honorable » de la Syrie (le *Monde* du 29 juillet), a estimé mercredi que Damas « aurait fait plus ». « Je pense, a-t-il dit, qu'il est temps pour tous les acteurs de faire plus pour mettre fin aux combats ».

Parallèlement, le département d'Etat se déclarait « profondément préoccupé » par « le flot massif de réfugiés » fuyant les bombardements israéliens. « Les réfugiés du Liban doivent être autorisés à regagner leurs foyers immédiatement », a déclaré le porte-parole du département d'Etat Warren Christopher, qui avait interrompu une tournée en Asie à cause de la situation au Liban, s'était entretenu avec

M. Clinton. M. Christopher maintient la tournée qu'il doit effectuer dès la fin de la semaine en Égypte, en Israël, en Syrie et en Jordanie et qui était initialement prévue pour tenter de débloquer les négociations bilatérales de paix israélo-arabes.

A New-York, le Conseil de sécurité a adopté mercredi, à l'unanimité, une résolution prorogeant pour une nouvelle période de six mois le mandat de la Force intermédiaire de l'ONU au Liban (FINUL). Au nom de tous les membres, le président en exercice, David Hannay a ensuite lu une déclaration exprimant la « préoccupation (du Conseil) devant la violence qui persiste dans le Liban-Sud » et déclarant que « des civils ont trouvé la mort ».

Il a réaffirmé « l'attachement à la pleine souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale du Liban, à l'intérieur des frontières internationalement reconnues ». De son côté, le secrétaire général de l'ONU a critiqué les bombardements israéliens. « Etant donné l'évolution de la situation au Liban et le contexte historique du conflit du Proche-Orient, il est déplorables qu'un gouvernement adopte sciemment une politique qui provoque de nouvelles flux de réfugiés », a indiqué M. Boutros-Ghali dans un communiqué. — (AFP)

Parallèlement à la pose de caméras sur les sites de missiles

L'Irak s'engage à donner des informations sur ses fournisseurs nucléaires

L'Irak a promis, mardi 27 juillet, de donner des informations concernant ses fournisseurs nucléaires, ce qui constitue un progrès sur la voie de l'application des résolutions des Nations unies.

« Les Irakiens nous ont fait part de leur volonté d'ouvrir les dossiers [de la liste des fournisseurs nucléaires] et d'en discuter », mais ils ont demandé à l'ONU « d'être patiente et d'attendre le début de pourparlers qui doivent suivre à la fin du mois d'août ou au début de septembre à New-York entre les Nations unies et des experts irakiens », a déclaré à Bagdad le chef d'une équipe d'inspection nucléaire de l'ONU, Maurizio Zilfero. C'est là un « signe encourageant », a-t-il estimé, même si Bagdad avait déjà fait à une promesse du même genre en décembre dernier.

L'équipe de M. Zilfero a visité

quatre anciens sites nucléaires que l'Irak veut reconstruire pour d'autres activités. « Nous avons vérifié les plans et clarifié le type d'activités qui seront effectuées », a-t-il ajouté. La mission a également poursuivi la préparation de l'entêtement de quelque 35 kilos de combustible irradié qui doivent être transportés en Russie entre septembre et mars prochain.

Parallèlement, une autre équipe d'experts a posé mardi trois des six caméras que l'ONU a décidé d'installer sur deux sites de missiles à proximité de Bagdad, conformément à un compromis intervenu avec l'Irak (le *Monde* du 21 juillet). Le chef de la mission de l'ONU, Bill Eckert, n'a pas précisé quand sa mission prendrait fin, mais il a insisté sur « l'excellente coopération technique » avec les Irakiens. — (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

BRESIL

L'assassinat de huit enfants à Rio a été commis par des policiers

Des policiers, dont le nombre oscille entre quatre et sept, ont participé le 23 juillet au massacre de huit enfants des rues à Rio, a affirmé, mercredi 28 juillet, le ministre de la justice de l'Etat de Rio de Janeiro, Nilo Batista. « Il n'existe plus de doute, les assassins sont des membres de la police militaire de Rio », a-t-il déclaré.

Nilo Batista, qui est aussi vice-gouverneur de l'Etat, a remis un rapport sur cette tuerie aux autorités fédérales. Sept enfants des rues avaient été froidement tués par balles vendredi 23 juillet au plain cantra de Rio (le *Monde* daté 25-26 juillet). Un huitième a succombé mardi à ses blessures. Trois policiers avaient été arrêtés dès le 25 juillet grâce au témoignage d'un enfant qui avait survécu au massacre. « L'enquête a fait des progrès et les noms des autres policiers qui ont participé à la tuerie seront bientôt révélés », a conclu Nilo Batista. — (AFP, Reuter)

NIGERIA

Une solution à la crise serait « en vue »

Les deux formations autorisées au Nigeria, le Parti social-démocrate (SDP) et la Convention nationale républicaine (NRC), sont convenues, mercredi 28 juillet, de réexaminer l'option d'un cabinet d'union nationale provisoire, afin de résoudre la crise provoquée par l'annulation de l'élection présidentielle du 12 juin.

Dans un communiqué, les responsables des deux partis ont indiqué qu'ils souhaitent « rencontrer le gouvernement militaire pour discuter des modalités » de ce cabinet provisoire, dont Moshod Abiola, le vainqueur présumé de l'élection annulée, ne ferait pas partie.

Le chef de l'Etat, Ibrahim Babangida, avait déclaré mardi que les négociations en cours devaient « aboutir avant la fin de la semaine », une solution à la crise étant « en vue ». Les craintes exprimées par plusieurs personnalités de premier plan, qui ont évoqué les risques de guerre civile, ont suscité, avec succès, samedi 27, la recherche d'une solution négociée. — (AFP, AP)

INDE

Le gouvernement indien survit à une motion de censure

Le premier ministre indien, P.V. Narasimha Rao, a évité, mercredi 28 juillet, à une très faible majorité — 265 voix contre 261 —

EN BREF

■ **ALGERIE** : deux femmes et un interprète tués. — Au cours d'une fusillade entre les forces de l'ordre et un groupe de trois hommes armés, un interprète algérien d'origine tunisienne a été tué, mercredi 28 juillet, à Birmandreïs, à la sortie sud d'Alger, a indiqué la police. Les hommes armés venaient d'assassiner un inspecteur principal de police à la sortie de son domicile. En tentant de fuir, ils ont tiré sur un autobus, tuant deux passagers, avant que l'un d'eux soit tué par les gendarmes. — (AFP)

■ **CONGO** : levée de toutes les barrières à Brazzaville. — Les forces de l'ordre ont entrepris, mercredi 28 juillet, de démanteler toutes les barrières dans les quartiers de Brazzaville, à la suite d'une opération « ville propre » annoncée la veille par la cellule de crise chargée de gérer l'état d'urgence. Des délégations de la mouvance présidentielle et de l'opposition devaient se rencontrer jeudi à Libreville, la capitale du Gabon, pour trouver une « solution politique » à la crise, autour du chef de l'Etat gabonais Omar Bongo. Les deux délégations devaient également rencontrer le ministre français de la coopération Michel Rousin, sur place à l'occasion de la conférence ministérielle de suivi du sommet franco-africain. — (AFP)

■ **ÉTATS-UNIS** : exécution par injection dans le Montana. — Un homme, qui avait assassiné en 1981 sa mère adoptive à coups de couteau et qui affirmait ne pas avoir compris ce qu'il faisait parce qu'il était sous l'emprise de la drogue, a été exécuté par injection, mercredi 28 juillet au centre correctionnel de Potrosi dans le Montana. Frederick Lashley n'avait que dix-sept ans au moment des faits. Ses avocats avaient mis son âge en

une motion de censure qui le mettait en cause pour corruption et incompétence. C'est la troisième motion de censure que surmonte le gouvernement actuel, minoritaire, depuis son arrivée au pouvoir en juin 1991. M. Rao pourra donc poursuivre la lutte contre les extrémistes hindouistes et les violences intercommunautaires qui ont fait au moins trois mille morts depuis 1990. Il était critiqué pour une affaire de corruption, le principal suspect dans un scandale ayant affirmé lui avoir versé d'importants pots-de-vin.

« Il faut garder la tête froide et nous concentrer sur le développement », a déclaré le premier ministre dans un discours juste avant le vote des députés au Lok Sabha, Chambre basse, à l'issue de trois jours de débats houleux. M. Rao entend par ailleurs proposer aux parlementaires un texte permettant l'interdiction des partis qui incitent à la haine religieuse, une mesure qui viserait directement le Bharatiya Janata (BJP), parti le plus important au Parlement et principal parti d'opposition et rival du Congrès au pouvoir. — (AP)

HAÏTI

La France est prête à reprendre sa coopération après le rétablissement de la démocratie

La France sera disponible pour des actions de coopération avec Haïti dès que la raturation du droit constitutionnel et à la démocratie y sera devenu effectif, en application des accords de Governors Island, a déclaré mercredi 28 juillet le ministre de la coopération Michel Rousin à une délégation haïtienne. M. Rousin a souligné que la reprise de la coopération franco-haïtienne, suspendue à la suite du coup d'Etat de septembre 1991, était conditionnée par l'application des accords de Governors Island qui doivent déboucher sur la mise en place d'un gouvernement d'union nationale permettant la retour au pouvoir du président Aristide avant le 31 octobre 1993.

Michel Rousin recevait Marie-Michèle Rey, ministre de l'économie et des finances d'Haïti, Frantz Verella, ministre des travaux publics, et François Severin, ministre de l'agriculture.

■ **Attentat contre un sénateur**. — Le sénateur Thomas Eddy Dupiton était toujours hospitalisé mercredi, souffrant d'une hémorragie au bras, après l'attentat dont il a été victime mardi 27 juillet à Port-au-Prince. Des inconnus ont ouvert le feu sur M. Dupiton, à son domicile, alors qu'il était interviewé par une équipe de télévision. — (AFP)

MÉDECINE

Incertitudes

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

Les experts s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes. Les scientifiques s'accrochent à la question de savoir si les données de la recherche sur le sida sont suffisantes pour conclure à la transmission sexuelle. Les débats sont vifs, les positions divergentes.

2000

A TRAVERS LE MONDE

MONDE

Les associations de Ro et des comités des docteurs

Des associations de Ro et des comités des docteurs

Des associations de Ro et des comités des docteurs

Des associations de Ro et des comités des docteurs

Des associations de Ro et des comités des docteurs

Des associations de Ro et des comités des docteurs

Des associations de Ro et des comités des docteurs

Des associations de Ro et des comités des docteurs

Des associations de Ro et des comités des docteurs

Des associations de Ro et des comités des docteurs

Des associations de Ro et des comités des docteurs

MÉDECINE

Après le retrait de tests de dépistage du sida

Incertitudes

Après l'annonce du retrait de certains réactifs utilisés dans les tests de dépistage du virus du sida, les associations d'information ont dû faire face, au pied levé, à une marée d'appels téléphoniques.

C'est en regardant le journal télévisé, mardi 27 juillet vers 13 heures, que les responsables de l'association SIDA ont appris la nouvelle : neuf des trente et un réactifs utilisés dans les tests de dépistage du virus du sida devaient être retirés du marché. Depuis, l'association, dont la mission est l'information du public sur le virus, connaît les affres de la communication de crise. Elle a été submergée d'appels téléphoniques, inquiets, sans être tout à fait armée pour y répondre.

« Nous nous sommes retrouvés très démunis, parce que nous n'avions pas été tenus informés de cette décision », constate Bernadette Valentin, coordinatrice régionale de SIS sur Paris. Alors nous sommes partis à la pêche auprès de la direction générale de la santé. Nous commençons à être habitués. Voilà une nouvelle illustration de l'incapacité française à coordonner l'action des différents acteurs de la prévention du sida. Mercredi soir, elle demandait encore des précisions à la DGS - qui subventionne SIDA info service - sur la liste exacte des réactifs, et les motifs de leur retrait. « Les docteurs ont besoin d'être sûrs de leurs réponses. »

Indignation des biologistes

Les « docteurs », ce sont des biologistes et des médecins, qui vingt-cinq heures sur vingt-quatre se relaient au téléphone pour répondre aux questions que le public et les professionnels se posent sur le sida (1). En temps normal, il y a environ quatre-vingts appels par heure, et les six postes permettent de répondre à un tiers d'entre eux. Mais depuis mardi le standard doit faire face à près de cinq cents appels par heure, et n'a

pas la capacité d'en traiter plus de 10 %.

Les appels proviennent des professionnels, outre de n'avoir pas été prévenus du retrait des réactifs. « Les biologistes des hôpitaux et des laboratoires, ainsi que les médecins, sont désarçonnés, très en colère de n'avoir pas reçu le liste des produits retirés », explique Bernadette Valentin. Dans un communiqué publié mercredi 28 juillet, la Fédération des biologistes de France s'est dite « surprise de l'absence de communication » dans cette affaire et « inquiète » des conséquences psychologiques d'une « déclaration aux affaires précipitée ». De son côté, l'Union des biologistes de France a fait par de son indignation d'avoir appris par la presse la décision de son ministère de tutelle.

Il y a aussi la marée de ceux qui ont fait le test par le passé, et qui craignent d'avoir été trompés. Les écologistes essaient de répondre au mieux, au cas par cas, sans conseiller systématiquement de refaire un test. « Nous, on rassure », disent-ils. Il leur faut parfois décourager des personnes égoïstes qui appellent avec l'espoir que les tests aient pu se « tromper » dans l'autre sens. Aujourd'hui, le diagnostic de séropositivité, toujours confirmé par plusieurs tests, est malheureusement certain.

A deux pas de SIDA info service, le centre de dépistage anonyme et gratuit (CDAG) de Belleville a reçu de nombreux appels, mais le nombre de candidats au test n'a pas augmenté, en arguant que les laboratoires n'utilisent plus les produits retirés, que de toute façon « ce n'est pas le test qui prouve, mais le médecin », et qu'il s'agit d'une simple procédure administrative de remplissage de réactifs par de nouveaux produits. « S'il ne s'agit que de cela, il n'y a aucune raison d'effrayer l'opinion », conclut Bernadette Valentin.

HERVÉ MORIN

(1) Appel gratuit au 05-56-66-34.

Après la révélation d'irrégularités dans les greffes de reins

Des mesures ont été prises à l'hôpital Tenon de Paris

Après la révélation des irrégularités constatées par l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) sur les transplantations d'organes dans certains hôpitaux parisiens, et notamment sur la pratique des greffes de reins à l'hôpital Tenon (le Monde du 29 juillet), l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) a indiqué, dans un communiqué diffusé mercredi 28 juillet, avoir eu connaissance du rapport préliminaire de l'IGAS en mai, et avoir aussitôt pris les dispositions pour mettre en œuvre les mesures préconisées. Au cours de l'enquête, « des novembre 1992 », affirme l'AP-HP, la responsabilité des constatés de décès (préfabriques au pré-

lèvement d'organes) a été placée sous la responsabilité du service d'anesthésie-réanimation de l'hôpital Tenon.

Concernant l'existence de deux listes de patients en attente de greffe dans cet établissement, l'AP-HP précise que « des discussions ont été engagées entre les services concernés et France-Transplant pour aboutir à une liste unique (...) ». L'association France-Transplant a précisé pour sa part qu'« un accord est acquis pour la mise en service d'un code d'accès unique au registre national d'inscription pour la transplantation rénale adult à Tenon ».

En réalité, la société Richard Palmer a installé sur place son propre bureau de vente et a renforcé sa commercialisation en délivrant un mandat simple aux trois agences locales de Val-d'Isère. Il m'est reproché le mandat non exclusif reçu ainsi par l'agence gérée par mon fils et contrôlée par ma famille et moi-même.

Cette précision était indispensable à fournir pour ne pas laisser entendre que les chalets des Carats étaient exclusivement commercialisés par Val-d'Isère Agence.

CORRESPONDANCE

Les chalets de Val-d'Isère

Après notre article intitulé « Le maire de Val-d'Isère est renvoyé en correctionnelle pour ingérence » (le Monde du 14 juin), M. André Degouey, maire (div. d.) de Val-d'Isère, nous a fait parvenir la lettre suivante :

Vous avez écrit : « Cette bataille juridique autour de la ZAC de Vers-les-Eaux a permis de découvrir que les chalets des Carats étaient commercialisés par Val-d'Isère Agence, la plus ancienne et plus importante agence immobilière de la station créée par M. Degouey... »

ÉDUCATION

Les réformes dans l'enseignement supérieur

Le Conseil constitutionnel annule la loi autorisant les universités à s'organiser de façon autonome

Le Conseil constitutionnel a déclaré non conforme à la Constitution, mercredi 28 juillet, la loi adoptée par le Parlement au début du mois, à l'initiative de députés de la majorité et avec l'accord de François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui autorisait les universités à adopter des statuts dérogatoires par rapport à la législation en vigueur. Celle-ci résulte de la loi Savary de 1984 sur les établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Le Conseil, saisi par les sénateurs socialistes, estime qu'en vertu de la Constitution, il appartient au Parlement, et à lui seul, de fixer les règles de création et de fonctionnement des établissements publics.

L'assise du gouvernement et de la majorité, qui avaient adopté la méthode des dérogations pour modifier le régime des universités, plutôt que d'élaborer une loi d'ensemble, comparable à la loi Devaquet, de l'incapacité française à coordonner l'action des différents acteurs de la prévention du sida. Mercredi soir, elle demandait encore des précisions à la DGS - qui subventionne SIDA info service - sur la liste exacte des réactifs, et les motifs de leur retrait. « Les docteurs ont besoin d'être sûrs de leurs réponses. »



dépensés de la majorité (sa RPR, sa UDF et son centre) et que le gouvernement, après avoir beaucoup hésité, avait recouru à l'ordre du jour des travaux du Parlement pour la fin du mois. Son examen, à l'Assemblée nationale, avait été l'occasion pour les députés socialistes, d'un débat d'obstruction. D'ailleurs, destiné à retarder la discussion du texte réformant la loi Falloux sur l'enseignement privé qu'il combattait la mise en cause de la loi Savary sur les universités. Pour la majorité, qui avait combattu cette dernière loi il y a dix ans - et l'avait, en son temps, déférée au Conseil constitutionnel - il s'agissait de contourner les règles qui président à la création et au fonctionnement des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, autrement dit les universités, grandes écoles et autres institutions d'enseignement supérieur et de recherche, sans en-

communication des nouveaux statuts, ceux-ci seraient considérés comme valides. Le Conseil constitutionnel n'a pas admis cette manière de bousculer les normes du droit, en transférant au pouvoir réglementaire du gouvernement des décisions qui, selon la Constitution, relèvent du Parlement. Il considère, en effet, dans sa décision de mercredi, « qu'en vertu de l'article 34 de la Constitution, la loi fixe les règles concernant la création de catégories d'établissements publics ; que les établissements publics à caractère culturel, scientifique et professionnel, constituent, au sens de ces dispositions, une catégorie particulière d'établissements publics ; que le législateur est, dès lors, seul compétent pour fixer leurs règles de création, lesquelles comportent, nécessairement, leurs règles constitutives ». Il précise que ces règles composent la détermination, le rôle, la composition et le mode de fonctionnement des organes de direction et d'administration des établissements, ainsi que les catégories de ressources dont ils peuvent bénéficier, soit l'ensemble des dispositions statutaires que la majorité et le gouvernement avaient voulu soustraire à la loi.

Les juges constitutionnels voulaient, s'appuyant, pour appuyer leur décision, sur une abondante jurisprudence, établie soit à l'occasion de saisines du Conseil - par exemple sur les centres de gestion des personnels communaux, en janvier 1984, établissements publics dont la loi sur la fonction publique territoriale avait omis de déterminer les règles constitutives - soit dans des décisions dites de « déclassement », prises à la demande des gouvernements lorsqu'ils ont besoin de déterminer ce qui relève du pouvoir législatif et ce qui relève du pouvoir réglementaire dans la législation en vigueur. Ils ont assorti leur décision, cependant, d'un motif supplémentaire, s'agissant d'enseignement et de recherche : les « garanties légales » qui doivent être apportées, selon eux, aux « principes de caractère constitutionnel que constituent la liberté et l'indépendance des enseignants-chercheurs », principes qui découlent de l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen sur la libre communication des pensées et des opinions.

M. Fillon annonce l'examen d'un nouveau texte en 1995

Décidément, l'université française ne peut se défaire des imbroglios juridiques et des réformes institutionnelles qu'elle s'empare depuis des années. Depuis, surtout, l'adoption de la loi Savary de 1984. Aux grands édifices Késakoglou (on se souvient du projet Devaquet), la droite avait imposé cette fois-ci d'élargir ces dispositions dérogatoires à toutes les universités, sans limitation de durée. La proposition de loi allait en outre sensiblement plus loin, en introduisant la possibilité de déroger à trois autres articles de la loi de 1984 portant sur l'organisation des unités de formation et de recherche et surtout sur le régime financier des établissements.

La décision du Conseil constitutionnel déclarant la réforme contraire à la Constitution oblige donc le gouvernement, comme l'a annoncé François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, à prévoir une révision du système de fond en comble : « Le gouvernement, qui a apporté son soutien à cette proposition de loi, devra donc se conformer à la décision du Conseil constitutionnel. Modifier l'ensemble de la loi de 1984 est décidément la seule voie permettant la modernisation des universités françaises », a-t-il déclaré dès mercredi soir. Il ajoutait : « Une nouvelle loi ne pourrait être examinée qu'après l'élection présidentielle de 1995 ».

L'objectif de la proposition de loi, glissée en extremis à la fin de la session parlementaire ordinaire de juin, notamment sous la pression de parlementaires UDF, Charles Millon en tête, consistait à généraliser à l'ensemble des établissements publics d'enseignement supérieur les possibilités de dérogations jusqu'à présent concédées aux seules universités nouvelles. Cette marge de souplesse, destinée à faciliter la mise en place d'établissements nouveaux, avait déjà été utilisée lors de la création de sept universités : quatre en Ile-de-France, deux dans le Nord-Pas de Calais, une à la Rochelle.

En 1992, le dispositif dérogatoire prévu par la loi Savary avait déjà été complété par la loi Lang du 21 juillet, qui avait étendu à trois ans-ou plus des dix-huit mois prévus initialement la durée de la période dérogatoire. Il précisait alors les douze critères que les universités nouvelles étaient autorisées à ne pas respecter : l'essentiel portant sur l'organisation des pouvoirs à l'intérieur de l'université et désignation du président, du conseil d'administration, des différents conseils.

Prendant appui sur l'acquis des universités nouvelles - mais oubliant

Une levée de boucliers

M. Fillon et la majorité ont beau minimiser la portée de leur réforme, l'objectif était clair : il s'agissait, ni plus ni moins, que de voter de son propre chef, sans l'aval de la loi Savary, en renforçant l'autonomie des universités, formant ainsi le vœu qu'elles puissent « adapter leur enseignement aux réalités du monde actuel » en renforçant les passerelles avec le monde des entreprises et les collectivités locales.

« La proposition de loi, fondée sur l'idée d'expérimentation, rappelait mercredi le ministre de l'enseignement supérieur, était destinée à faciliter la création de formations adaptées au contexte local et au marché de l'emploi en donnant au système universitaire l'espace de liberté nécessaire au développement de formes nouvelles. »

Dépendant, la proposition de loi avait suscité une levée de boucliers. Au cours du débat parlementaire, socialistes et communistes s'étaient emparés de la proposition de loi de décentralisation des universités et de création d'établissements à plusieurs vagues. « Voir d'un système concurrentiel à l'américaine ».

A la réunion du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) du 29 juin, le SGEN-CFDT avait déjà évoqué l'inconstitutionnalité de la proposition de loi et, inquiet, faisait remarquer que « les parlementaires et le ministre seraient bien les dangers de leur proposition, puisqu'ils prévoient eux-mêmes toutes les turpitudes auxquelles elles sont destinées », le ministre prévoyant notamment de contrôler a priori les demandes de dérogation.

Pour l'heure, l'annulation de la loi par le Conseil constitutionnel provoque la satisfaction des syndicats enseignants.

Le ministère de l'enseignement supérieur, de son côté, laisse planer un doute sur la création de nouvelles universités à venir : « car il n'est pas évident que les établissements dérogatoires (s'ils sont) condamnés par avance ». Les réserves du Conseil constitutionnel sur les dispositions dérogatoires contenues dans la loi de 1984-mais pour lesquels il n'a pas été saisi - met en cause leur devenir », note le ministre.

« Et comment réorganiser les partenaires des universités nouvelles d'ici à trois ans, au régime de la loi Savary, afin de permettre ces expériences. Il était temps que le mode d'emploi constitutionnel de cette autorisation fut fixé ! »

JEAN-MICHEL DUMAY

DÉFENSE

Pour des attaques précises par tout temps

L'armée de l'air reçoit ses premiers Mirage 2000D

Sur la base de Mont-de-Marsan (Landes), le général Vincent Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air, a présidé, jeudi 29 juillet, la cérémonie de mise en service opérationnelle des premiers Mirage 2000D par son armée. Cet avion, qui sera affecté à la Force aérienne tactique (FATAC) commandée par le général Bernard Norlain, est voué à des attaques et à des appuis au sol, de jour comme de nuit, et par tout temps. Il remplace les Mirage IIIE et les Jaguar.

Le Mirage 2000D (D pour double missions) est dérivé du Mirage 2000 qui emporte un missile air-sol nucléaire (une charge de 300 kilotonnes) capable de couvrir, à vitesse deux à trois fois supérieure à celle du son, entre 100 et 350 kilomètres (selon l'altitude de largage) et se dirigeant automatiquement sur sa cible.

Comme le Mirage 2000N auquel il emprunte nombre de ses équipements de navigation, le Mirage 2000D est biplace et il pourra, s'il en était besoin, emporter cette arme nucléaire. Mais sa vocation principale est d'être en mesure

d'embarquer - pour des missions de pénétration du territoire adverse à très basse altitude - une gamme diversifiée d'armes classiques : missiles et bombes laser, armements à sous-munitions du type Apache ou à sous-projectiles du type Belouga, bombes intelligentes EU2-SFA, missiles air-air de combat pour sa propre protection, systèmes de contre-mesures électroniques, équipements de reconnaissance optique et électromagnétique. Tous ces systèmes d'armes sont guidés avec précision et leur tir à distance de sécurité permet à l'équipage d'éviter les batteries anti-aériennes adverses. Ils ont, de surcroît, des effets de destruction très ponctuels sur le terrain.

A Mont-de-Marsan, l'armée de l'air a reçu ses six premiers Mirage 2000D. Il est prévu de constituer plusieurs escadrons de vingt exemplaires chacun. Au total, l'armée de l'air envisage de commander quatre-vingt-dix exemplaires pour un montant global supérieur à 27,2 milliards de francs.

P. J.

SOCIÉTÉ

Le comité interministériel et le déplacement

Doté de 5 milliards de francs renforce l'intervention de l'Etat

Le comité interministériel des villes (CIV), réuni jeudi 29 juillet au matin sous la présidence du premier ministre, en présence de Simone Veil, ministre des affaires sociales et de la ville, a décidé de poursuivre la politique de réhabilitation architecturale et sociale des quartiers en difficulté. Outre les 5 milliards de francs issus de l'emprunt Balladur et consacrés à un « plan d'urgence », l'Etat s'engage à consacrer 9,56 milliards de francs pendant la durée du XI^e plan (1994-1998) pour mettre en œuvre 185 « contrats de ville » visant notamment la lutte contre l'exclusion, la modernisation des services publics et la prévention de la délinquance.

Avant ce comité interministériel, Edouard Balladur s'est rendu, mercredi 28 juillet, en compagnie de Simone Veil, dans trois communes de la banlieue nord, en Seine-Saint-Denis (Aulnay-sous-Bois, Montfermeil et Rosny-sous-Bois).

« Plan d'urgence », « contrats de ville », « mesures concrètes ». C'est une mobilisation en trois points qu'a déclinée, jeudi 29 juillet, le comité interministériel des villes (CIV) qui réunit la dizaine de ministères concernés par la situation des banlieues. En présence de Simone Veil, ministre des affaires sociales et de la ville, le comité a décidé de poursuivre la politique de réhabilitation architecturale et sociale des quartiers en difficulté. Outre les 5 milliards de francs issus de l'emprunt Balladur et consacrés à un « plan d'urgence », l'Etat s'engage à consacrer 9,56 milliards de francs pendant la durée du XI^e plan (1994-1998) pour mettre en œuvre 185 « contrats de ville » visant notamment la lutte contre l'exclusion, la modernisation des services publics et la prévention de la délinquance.

Les décisions les plus immédiates concernent l'utilisation des 5 milliards de francs dont Simone Veil avait annoncé l'affectation à la politique de la ville, début juin, dans un entretien au Monde. La moitié de cette somme (2,4 milliards de francs) servira à renforcer les services publics, l'autre moitié étant affectée à la réhabilitation

des logements et de leur environnement (1,9 milliard), et à la réalisation de onze « grands projets urbains » (0,7 milliard) destinés à « mettre le paquet » pour restructurer en profondeur les quartiers les plus minés par la crise.

La politique des « contrats de ville » engagée par les gouvernements précédents sera poursuivie : l'aide de l'Etat aux cités en crise est un « engagement de solidarité nationale » concrétisé par la conclusion, dès 1994, de 185 contrats de ville qui doivent aider au désenclavement des quartiers dégradés.

Enfin, une trentaine de « mesures concrètes » sont retenues visant la lutte contre la violence, l'échec scolaire et le chômage.

1. Le « plan d'urgence pour la ville ». Plusieurs priorités ont été définies pour renforcer et cibler l'intervention de l'Etat. Ce dernier

subventionnera les travaux réalisés pour favoriser l'installation de commerces et de services publics dans les rez-de-chaussée de HLM aujourd'hui déserts. L'Etat pourra aussi aider les communes pauvres à réhabiliter les écoles maternelles et primaires. Enfin, les entreprises choisies pour réaliser les travaux devront employer ou former des jeunes du quartier concerné.

Sur les 5 milliards du « plan d'urgence », 2,4 milliards seront consacrés au renforcement des services publics dans les quartiers déshérités. L'Etat décidera seul de l'utilisation de 1,3 milliard destinés à implanter des commissariats de police, bureaux de poste, agence pour l'emploi, services d'accueil pour les étrangers, maisons de justice, constructions universitaires. Ainsi, l'implantation des grandes écoles du ministère de l'équipement à Vaulx-en-Velin et à Valen-

ciennes, et de l'Ecole des mines à Albi-Carmoux est prévue. D'autre part, seront financés des équipements publics décidés localement comme des centres sociaux, des terrains de sport, des entreprises d'insertion, des maisons de quartier, pour un montant de 1,1 milliard.

Quatre-vingt-huit cités prioritaires

Le « plan d'urgence » concernera aussi, pour 1,9 milliard, le logement et son environnement (amélioration de l'habitat, transports collectifs, protection phonique, démolitions, aménagement d'espaces extérieurs) dans quatre-vingt-huit cités jugées prioritaires, comme « Les Indes » à Sartrouville, « La Vigne blanche » aux Mureaux (Yvelines), « Allende » à Saint-Denis

(Seine-Saint-Denis), « Les Chardons » à Dreux (Eure-et-Loir), « Baubreville » à Limoges, le « Neuhoff » à Strasbourg, « Bagatelle » à Toulouse, « Epeule » et « Cul-de-Four » à Roubaix, la ZUP d'Orléans, la ZUP de Rillieux-la-Pape (Rhône), le Village olympique de Grenoble, etc.

L'artillerie lourde des onze « grands projets urbains » (GPU) coûtera 700 millions de francs. Aux dix GPU déjà lancés ou mis à l'étude du temps où François Mitterrand et Bernard Tapie étaient maires de la ville (Clichy-Montfermeil, Gennevilliers, Mantes-la-Jolie, Argenteuil, Mar-seille, Tourcoing, Voisieux, Aulnay-sous-Bois, Vaulx-en-Velin, Grigny), le gouvernement a ajouté Roubaix, ville pour laquelle une étude préalable sera lancée. Ces grands travaux concernent le désenclavement des cités (routes,

Les sites retenus

Voici la liste des sites retenus pour bénéficier des contrats de ville :

Alsace : Bischwiller-Haguenau, Sireybourg, Mulhouse.

Aquitaine : Agen, Mont-de-Marsan, Bordeaux, Pau, Bayonne.

Auvergne : Clermont-Ferrand, Puy-en-Velay, Moulins, Thiers, Vichy-Cusset.

Bourgogne : Mâcon, Auxerre, Noyers, Chalon-sur-Saône, Dijon, Sens.

Bretagne : Brest, Lorient-Lanester, Rennes, Quimper, Saint-Brieuc, Saint-Malo, Vannes.

Centre : Châteauroux, Orléans, Pithiviers, Saumur, Vierzon, Dreux, Bourges, Tours, Chartres.

Champagne-Ardenne : Sedan, Epervier, Vitry-le-François, Reims, Troyes, Charleville-Mézières, Saint-Dizier, Châlons-sur-Marne.

Corse : Bastia, Ajaccio.

Franche-Comté : Vesoul, Dole, Besançon, Belfort, Lons-le-Saunier, district urbain de Montbéliard.

Langue-d'Oc-Roussillon : Carcassonne, Narbonne, Béziers, Sète-Frontignan, Nîmes, Perpignan, Montpellier.

Limousin : Limoges.

Lorraine : Nancy, Metz, Thionville, Saint-Nicolas, Verdun, Forbach, Lunéville.

Mid-Pyrénées : Toulouse, Tarbes, Mazamet-Aussillon, Castres, Albi, Carmaux.

Nord-Pas-de-Calais : Lille-Roubaix-Tourcoing, Valenciennes-Anzin, Calais, Douai, Dunkerque, Hautmont-Maubeuge-Jumet, Lens-Liévin-Hénin-Carvin, Boulogne, Béthune-Bruay.

Normandie : Alençon, Flers, Carbourg, Caen-Hérouville-Saint-Claire.

Haute-Normandie : Rouen-Saint-Etienne-du-Rouvray-Canteleu-Petit-Quevilly-Sotteville-lès-Rouen, Le Havre, Fécamp, Dieppe, Evreux.

Pays-de-Loire : Cholet, Le Mans, Nantes, Saint-Nazaire, Angers-Trélazé, Laval, Saumur.

Picardie : Amiens, Creil, Abbeville, Laon, Saint-Quentin, Beauvais.

Poitou-Charentes : Angoulême, Niort, La Rochelle, Poitiers.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur : Marseille, Aix-en-Pro-

vence, Salon-de-Provence, Carpentras, Port-de-Bouc, Arles, La Ciotat, Toulon-La Seyne, Avignon, Orange, Port-Saint-Louis-du-Rhône-Miramas, Nîmes.

Rhône-Alpes : Lyon, Saint-Etienne, Granby, Piarrelle, Romans, Valence, Annonay, Oyonnax, Chervieu-Chavagnon, Montélimar, Vienne, Montélimar, Vienne, Villefranche-sur-Saône, Chambéry.

Seine-et-Marne : Meaux, Melun, Montreuil.

Yvelines : Mantes, Les Mureaux, Sartrouville, Achères-Chanteloup, Trappes-La Verrière-Magny-les-Hameaux.

Essonne : Grigny-Viry-Fly-Mérogis-Athis-Mons, Corbeil-Eury, Ris-Orangis, Draveil-Vigneux-Montgeron, Brunoy-Epinay-sous-Sénart-Ouincy, Sainte-Genève-des-Bois-Saint-Michel-sur-Orge.

Haute-de-Seine : Gennevilliers-Villeneuve-la-Garenne-Colombes-Asnières-Clichy-la-Garenne, Nanterre, Bagneux-Bourg-le-Rain-Fontaine-aux-Roses-Sceaux.

Seine-Saint-Denis : Aubervilliers-Pantin-Aulnay-sous-Bois-Sevran-Blanc-Mesnil, Bobigny-Drancy-Bondy, Clichy-Montfermeil, La Courneuve, Epinay-sur-Seine, Villetaneuse, Montreuil-Bagnolet, Neuilly-sur-Meuse, Noisy-le-Sec, Saint-Denis, Stains.

Val de Marne : Champigny-Chennevières-Villiers-sur-Marne-Villeneuve-le-Roi-Orly-Choisy, Créteil-Alfortville-Maisons-Alfort, Valenton-Ville-neuve-Saint-Georges-Limeil-Brevannes-Bonneuil, Ivry-Vitry.

Val-d'Oise : Argenteuil-Bezons, Garges-Sarcelles-Villiers-le-Bel, Goussainville-Gonesse, Persan, Saint-Gratien-Montigny-Le Cormeille-Soisy-sous-Montmorency-Daill-La-Barre.

Martinique : Fort-de-France, Le Marin.

Guadeloupe : Pointe-à-Pitre-Abymes-Gosier, Saint-Martin.

Guyane : Cayenne, Kourou, Saint-Laurent-du-Maroni.

La Réunion : Saint-Denis-Sainte-Marie, La Porte-La Possession, Saint-Pierre.

Mayotte : Mamoudzou.

Polynésie : Papeete.

Nouvelle-Calédonie : Nouméa.

Le choix de la continuité

par Philippe Bernard

LES gouvernements changent, la politique de la ville demeure. Fin avril, lors du débat sur les banlieues à l'Assemblée nationale, Edouard Balladur et Simone Veil avaient déjà fait le choix de la continuité (1). Les décisions qui viennent d'être prises confirment cette option. Ainsi, bien peu de choses séparent les décisions annoncées par Edouard Balladur de celles qu'aurait pu prendre un premier ministre de gauche. Sous la droite comme sous la gauche, l'Etat doit intervenir pour penser la ville à long terme, pour assurer la continuité économique ne cesse d'élargir.

Bien sûr, les cités « difficiles » et leurs habitants ne porteront mieux lorsque auront reculé le chômage et la pauvreté. En attendant, il convient de redonner dignité, espoir et sécurité aux habitants des quartiers défavorisés. Loin de renoncer à une politique volontariste de la ville qu'elle brocardait volontiers lorsqu'elle était dans l'opposition, le majorité actuelle entend lui donner une vigoureuse nouvelle. Les 5 milliards de l'emprunt Balladur affectés aux

banlieues symbolisent un supplément de considération pour les trois millions d'habitants des cités à la dérive, en même temps qu'une contribution à la relance du bâtiment. Au total, les sommes injectées vont permettre d'affirmer la présence des services publics (écoles, poste, police, ANPE, etc.), de rallier des quartiers isolés au monde extérieur, d'améliorer le confort des appartements, de détruire quelques barres inadéquates et de favoriser les initiatives des habitants. Les choix du gouvernement dans ce domaine sont avant tout « sociaux » avant d'être « économiques ». Les crèches, l'aide aux devoirs scolaires, l'insertion professionnelle des jeunes, la prévention de la toxicomanie, les services d'autobus occupent plus de place que les commissariats et les gendarmes au catalogue des remèdes proposés contre le « mal-ville ».

Toutes ces tâches nécessitent non seulement une mobilisation financière continue, au-delà des efforts d'urgence des 5 milliards pour la ville, mais aussi une

convergence des actions de l'Etat et des collectivités locales dont les initiatives ne doivent pas être noyées par les administrations parisiennes. Le risque existe, en effet, de renouveler avec la politique de réhabilitation des cités, les erreurs des années 60 et 70, lorsque l'Etat aurait pu et dû intervenir pour couvrir l'Hexagone de ZUP bâclées.

Nécessaire reconquête de la citoyenneté

Le « plan d'urgence » innove quelque peu dans ce domaine, en laissant aux préfets la charge de décider avec les élus locaux de l'affectation de près de 2 milliards de francs. Ces efforts de déconcentration ne satisfont pourtant pas les maires qui réclament l'extension de leurs pouvoirs. Mais une véritable décentralisation suppose une réforme de la fiscalité locale, sans cesse repoussée jusqu'à présent. Une péréquation de la taxe professionnelle. L'exonération de cette taxe pour les entreprises s'installant dans les cités difficiles n'est toujours pas en vigueur, faute des

décisions d'application de la loi d'orientation sur la ville de 1991.

Au-delà des aspects techniques, la réussite de la politique de la ville repose aussi sur des politiques locales de lutte contre les exclusions. A quel sens de recommander les HLM si l'on continue d'y entasser les pauvres, expulsés des centres-villes ? Quant à la reconquête de la citoyenneté par les habitants des cités, qui semble ignorée dans le discours du nouveau gouvernement, elle semble essentielle. Faute de participation à la vie politique et sociale, le fossé ville-banlieue risque de s'accroître. A terme, le coût social de cette relégation pourrait dépasser largement celui de tous les « plans d'urgence ».

(1) Les principales propositions faites lors de ce débat ont été recueillies par Gilles de Robien, député (UDF) de la Somme et maire d'Amiens, dans un Livre blanc intitulé « Des idées pleines la ville ». Renseignements à la mairie d'Amiens. Tél : (03) 22-97-43-20.

Maire (PS) d'Épinay-sur-Seine

Gilbert Bonnemaïson réserve les logements sociaux à ses administrés

Le débat sur la politique de la ville, les 27 et 28 avril, avait permis de constater que de nombreux élus locaux sont favorables à une meilleure maîtrise locale de l'habitat social, certains, comme Eric Raoult, député (RPR) de Seine-Saint-Denis, plaident même pour une gestion entièrement communale. Actuellement, 20 % des candidats au logement sont proposés par la collectivité locale, 30 % par le préfet et une fraction plus ou moins grande par l'organisme qui a aidé au financement. Gilbert Bonnemaïson, maire (PS) d'Épinay, vice-président du conseil national des villes et président du forum européen pour la sécurité urbaine, souhaite l'établissement d'une commission d'attribution unique, présidée par un magistrat et où siègeraient des représentants du maire, du préfet, des organismes gestionnaires ou propriétaires et des locataires. M. Bonnemaïson, qui avait présidé en 1982 la commission des

maires sur la sécurité des villes, avait d'ailleurs déposé une proposition de loi en ce sens, à l'Assemblée nationale, en décembre 1992.

Le 21 juillet, il a décidé de « taper du poing sur la table pour obliger les pouvoirs publics à considérer le problème réel de l'attribution des logements sociaux », en maintenant son arrêté municipal du 8 juillet, qui réserve les logements HLM de la ville à ses administrés. L'objectif de cette mesure, dit-on à la mairie, est de « traiter en priorité les 1 200 dossiers en instance et d'aboutir à

100 % de demandes satisfaites ». A Épinay où près d'un logement sur deux est un logement social (soit 9 500 appartements), la mairie n'en gère directement que 10 %.

La publication de l'arrêté était intervenue après de violents incidents, le 30 juin, dans la cité d'Orgemont. Des émeutes, d'origine-ou à la mairie, liés à l'existence d'un « peuplement mal maîtrisé et mal stabilisé du fait d'une rotation annuelle de 800 logements ». On s'y dit convaincu que « la rapidité du renouvelle-

ment des occupants des logements sociaux condamne à l'inefficacité une grande partie du travail d'insertion sociale et économique mené sur les quartiers ».

Si, comme la loi le prévoit, la préfecture de Seine-Saint-Denis déferait l'arrêté devant le tribunal administratif pour obtenir son annulation, Gilbert Bonnemaïson serait prêt à « faire appel auprès du Conseil d'Etat ». Les services de la préfecture se refusant à tout commentaire, jeudi dans la matinée.

FLORENCE DUTHEIL

du premier ministre en Seine-Saint-Denis

le « plan d'urgence pour la ville » dans les quartiers en difficulté

Le comité interministériel des villes (CIV), réuni jeudi 29 juillet au matin sous la présidence du premier ministre, en présence de Simone Veil, ministre des affaires sociales et de la ville, a décidé de poursuivre la politique de réhabilitation architecturale et sociale des quartiers en difficulté. Outre les 5 milliards de francs issus de l'emprunt Balladur et consacrés à un « plan d'urgence », l'Etat s'engage à consacrer 9,56 milliards de francs pendant la durée du XI^e plan (1994-1998) pour mettre en œuvre 185 « contrats de ville » visant notamment la lutte contre l'exclusion, la modernisation des services publics et la prévention de la délinquance.

Edouard Balladur et Simone Veil ont visité des cités de la Seine-Saint-Denis

Edouard Balladur et Simone Veil ont visité, mercredi 28 juillet, en compagnie de Simone Veil, dans trois communes de la banlieue nord, en Seine-Saint-Denis (Aulnay-sous-Bois, Montfermeil et Rosny-sous-Bois).

Banlieues 89 : anniversaire du temps

Le 29 juillet 1989, jour de la signature de la loi relative à la politique de la ville, les habitants des banlieues ont célébré l'anniversaire de la loi qui leur a donné une voix. C'est à cette occasion que le premier ministre, Jacques Chirac, a annoncé la mise en œuvre du « plan d'urgence pour la ville ».

ISTH.ES
6 av. Léon Huez Paris 16^e

DROIT • SCIENCES ÉCO
1^{re}, 2^e et 3^e années
Soutien méthodologique
• Stages intensifs d'été
• Stages de pré-rentree (par immersion)
• Stages annuels

42 24 10 72 - 45 27 10 15
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

Le Monde ÉDITIONS

LES PARADOXES DE LA PAUVRETÉ

REPORTAGES
précédé de
René Dumont

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde

19H55

8 19 24 25 31 34 38

6 8 12 15 18 21 24 27 30 33 36 39

3 6 9 12 15 18 21 24 27 30 33 36 39

20H35

3 7 20 41 48 49

6 9 12 15 18 21 24 27 30 33 36 39

3 6 9 12 15 18 21 24 27 30 33 36 39

Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

1^{er} arrdt
EGISE ST-EUSTACHE
3 p., peinture, 990 000 F
990 000 F. AIN 42-78-40-04

6^e arrdt
Prox. LUXEMBOURG
Appart. de charme,
vue exceptionnelle, 5 p., asc.,
balk., 4 p. service,
F. Odon, 43-29-86-06

11^e arrdt
Rue St-Maur, M. Goussier
47 m², terrasse, 990 000 F
Immo. Marcadet, 42-51-51-51

14^e arrdt
DENFERT, très gd stand,
p.d.l., studio kitchen, gde
d'eau, wc, idéal étudiant ou
piège-à-terre / square
450 000 F. 43-35-18-36

bureaux

Localions
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et tous services, 43-86-17-50

locations non meublées demandées

Paris
Hocherich STUDIO à louer
dans Paris, entre 2 500 F et
2700 F CC. Tél. 43-21-34-87
de 17 h à 23 h ou
43-55-57-40 (tous les jours)

locations meublées offertes

Paris
Rue Gaudin, grand
3 pièces meubl., 6 000 F.
42-51-51-51

immobilier information

IMMO. MARCADIET
Tél. 42-51-51-51
Fax 42-55-55-55

Le Monde

Renseignements IMMOBILIER

Tél. : 46-62-75-13

الاستاذ

SOCIÉTÉ

du premier ministre en Seine-Saint-Denis

le « plan d'urgence pour la ville » dans les quartiers en crise

transports en commun en site propre) et la réhabilitation des HLM. Le projet de Bernard Tapie de créer un établissement public national pour coordonner les « grands projets » ayant été rejeté par le Conseil d'Etat, cette tâche sera dévolue à la Délégation interministérielle à la ville. Les travaux seront réalisés localement selon différentes formules juridiques (société d'économie mixte à Clécy-Montfermeil, établissement public à Tourcoing).

2. Le « contrat de ville » est la nouvelle procédure par laquelle l'Etat prévoit de financer la réhabilitation de certains quartiers en contrepartie d'engagements des collectivités locales bénéficiaires sur une période de cinq ans correspondant à la période d'exécution du XI^e Plan (1994-1998). Cette formule unique, fixée en novembre 1992, est destinée à remplacer les différentes conventions en vigueur jusqu'à présent (développement social des quartiers, convention de quartier, etc.), dont les défauts (stigmatisation d'un quartier, engagements flous des élus locaux)

devraient être évités. Il s'agit d'affirmer les liens entre les cités « déficientes » et l'ensemble de l'agglomération où elles sont situées, en insistant non seulement sur le logement mais aussi sur les transports, l'éducation, le développement économique. Les policiers, postiers, magistrats sont appelés à participer à cette ambition, de même que les commerçants, gardiens d'immeuble, travailleurs sociaux, et membres des associations.

Vingt nouveaux contrats de ville

Aux 165 contrats de ville fixés lors du CIV de février, ont été ajoutés vingt nouveaux sites, les 185 contrats devant être signés dans le courant de 1994. Les quartiers bénéficiant de cette formule ont été choisis en fonction du taux de chômage, de la proportion de jeunes et d'étrangers qui y vivent, du poids démographique au sein de l'agglomération et de la richesse de cette dernière ont aussi été pris en compte (lire la liste dans l'encadré).

Les 9,565 milliards de francs dégagés pour la mise en œuvre des contrats de ville durant les cinq années à venir correspondent aux dépenses réelles dans le même domaine pendant les cinq années précédentes (1989-1993). L'effort dans ce domaine est donc constant. Le ministère du logement continuera de gérer la plus grosse partie de cette enveloppe (5,471 milliards) dont l'utilisation sera désormais décentralisée, tandis que le ministère de la ville disposera de 2,676 milliards, les autres administrations (éducation, justice, etc.) se partageant le 1,5 milliard restant.

L'intervention de l'Etat dans le suivi de cette politique est renforcée par la nomination de quinze nouveaux « sous-préfets à la ville » (dans les départements suivants : Alpes-Maritimes, Bas-Rhin, Drôme, Gironde, Haut-Rhin, Hérault, Isère, Loiret, Maine, Meurthe-et-Moselle, Oise, Tarn, Var, Vendée, Yonne de la Réunion), s'ajoutant aux treize nommés par Michel Delebarre en 1991.

3. Les « mesures concrètes ». Elles confortent l'engagement des

différentes administrations, dans la politique de la ville. Ainsi, l'éducation nationale promet de bonifier le salaire des enseignants et chefs d'établissement nommés dans les quartiers « sensibles », d'affecter mille appels supplémentaires dans les établissements à la rentrée prochaine, et de constituer des groupes de chefs d'établissement ayant fait montre d'efficacité face à la violence. Il est question aussi d'installer dans les cités des centres d'information sur le sida, d'inciter financièrement les entreprises à soutenir les actions d'insertion des chômeurs et de « valoriser » les fonctionnaires affectés dans les cités. Le ministère de la Justice veut soutenir les associations d'aide aux victimes de la délinquance et celles qui luttent contre la drogue. Le ministère de l'Intérieur s'engage, lui, à renforcer la présence policière « de proximité ». L'ensemble de ces mesures prétend « redonner l'espérance » aux trois millions de personnes vivant dans les quartiers populaires en crise.

Ph. Be.

Edouard Balladur et Simone Veil ont visité des cités de la région parisienne

Pour son premier déplacement en banlieue, Edouard Balladur avait choisi le symbole. La Seine-Saint-Denis, un des départements les plus peuplés de la région parisienne, où les problèmes sociaux des banlieues sont particulièrement aigus, a été choisie pour marquer la volonté du gouvernement de ne pas en rester aux bonnes paroles. Après le débat sur la ville à l'Assemblée nationale, le 28 avril dernier, il était temps de montrer que le gouvernement passait aux actes. Avant la réunion du comité interministériel des villes, le premier ministre souhaitait s'aborder de visu les problèmes rencontrés dans les banlieues.

Accompagné de Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la famille, et de deux députés RPR du département, Eric Raoult et Robert Pandrault, M. Balladur est donc allé à la rencontre du terrain. Première étape, le quartier de la Rose-des-Vents à Aulnay-sous-Bois, où des activités sportives sont proposées, l'été, aux jeunes des cités. Foulant d'un pas alerte le gazon du terrain de golf, le premier ministre est venu, sous la pluie, à la rencontre des petits « loulous » qui s'essaient à manier leur club. Pierre

Mongin, chef de cabinet du premier ministre, s'est extasié sur l'état de la pelouse et félicité le jardinier. Le temps d'une prise de vues, le cortège est déjà reparti dans la course folle d'un programme trop chargé, direction le centre commercial du Gaijon.

« Très admiratif »

Au fond d'une galerie qui se meurt — les rares commerces encore ouverts sont noyés au milieu des rideaux de fer baissés et « taggés » — s'est ouvert un point d'information jeunesse, où travaillent les associations se battant pour l'insertion par l'emploi, regroupées par le Logement français. Le premier ministre écoute sagement le fonctionnement du pôle emploi et les bienfaits du partenariat. « L'Etat ne peut tout faire. L'objectif de la politique de la ville, c'est l'organisation des solidarités et du travail en commun », explique-t-il.

Al moment du départ, un jeune homme, handicapé par un accident de travail, l'interpelle sur l'efficacité du reclassement quand les embauches font défaut. Bon prince,

M. Balladur lui conseille de lui faire personnellement parvenir son dossier : « Je verrai ce que je peux faire ». La petite troupe remonte dans le véhicule de lottin utilisé pour la circonstance — les voitures officielles auraient détonné un peu dans le décor — sous le jouteux chalet d'une gare de banlieue. Le premier ministre, à l'arrière des vitres, lance quelques petits signes de main à la foule pressante, assis à côté d'une Simone Veil passablement agacée par le manège.

Un peu plus loin, Pierre Bernard, maire (divers droite) de Montfermeil, attend le cortège devant une salle de tir à l'arc, au cœur de la cité des Bosquets, pour montrer au premier ministre que dans les banlieues « il y a des choses qui marchent bien ». La cité, sous les feux de la rampe, avait été hissée au rang de symbole des banlieues à la dérive. Bernard Tapie y a beaucoup promis, laissant derrière lui une traînée d'emurrure. Montfermeil est aujourd'hui « grand projet urbain » passant, à pied, d'un centre associatif de femmes aux fameuses tours 2 et 3, en pleine décrépitude — « Il faut faire une photo », s'écrit le premier ministre,

enthousiaste. — M. Balladur se fait expliquer les projets de démolition.

Autour, les habitants, désabusés, font la moue. « Regardez les fissures », crie une femme à la fenêtre. Un homme à vélo tente en vain d'entamer le dialogue : « Qu'il vienne nous parler, on lui dira la vérité ! ». M. Balladur n'a pas le temps, et M^{me} Veil semble de plus en plus gênée. Dans la salle de boxe thaïlandaise, à Rosny-sous-Bois, dernière étape du périple banlieusard, le premier ministre regrettera cette « trop brève visite », mais il ne verra pas aujourd'hui gâcher son plaisir, trop heureux de l'intense mobilisation, qu'il a constatée. Son déplacement lui aura donné « l'impression de problèmes importants, dont on n'a souvent pas l'idée quand on vit à Paris, dans le quartier des ministères », avoue-t-il en ajoutant : « Je suis très admiratif de ce que j'ai vu ». Les ministres pouffent, haussent les épaules. Quand le cortège se retire, une seule chose semble les intéresser avant de retourner à leurs coups de pied : savoir s'ils se verront sur le petit écran le soir.

SYLVIA ZAPPI

Djamel, chasseur de têtes de la banlieue nord

Comment aider les jeunes des cités HLM à trouver du travail lorsqu'on n'en a pas soi-même ? Le paradoxe n'effraie guère Djamel Ait-Mellal, trentenaire, fils d'ouvrier immigré, dans la banlieue nord de Paris. L'association qu'il a fondée en février à Gonesse (Val-d'Oise) veut aider les talents à éblouir et à se transformer en activités économiques. « Même en période de crise, on peut s'en sortir en ayant des idées », martèle cet autodidacte, chasseur de têtes d'un nouveau type. Il détecte les ambitions, propose son savoir-faire et son bagout pour décrocher rendez-vous, subventions et articles de presse. En quelques mois, il a déjà aidé huit projets à connaître un début de réalisation.

Grâce à ses relations, Mustapha, vingt et un ans, a pu rédiger les 2 100 questions et réponses du jeu de société sur la musique qu'il a créé, et pour lequel il cherche à présent un éditeur. Saxo, disc-jockey spécialisé dans le rap et le reggae, a trouvé un stage d'ingénieur du son. Alexandre, étudiant en deuxième année de capacité en droit, a créé une affiche de propagande anti-sida grâce à une convention avec la SCIC, gestionnaire d'HLM, négociée par Djamel.

« Contre la culture de l'échec »

Soutenu par ce dernier, Mohamed, vingt-deux ans, étudiant en administration économique et sociale à l'université de Saint-Denis, peint des motifs « afro-asiatiques » sur des T-shirts et les vend avec succès autour de lui avec deux camarades. Ils envisagent de créer, grâce aux coups de pouce de la SCIC et du Fonds d'action sociale, une société pour commercialiser leur production.

« Ce ne sont pas les talents qui manquent dans les cités, mais les structures pour les accueillir », commente Djamel Ait-Mellal. La plupart des jeunes qui me contactent sont passés par les services sociaux, la mairie, l'ANPE, en vain. Dans le meilleur des cas, on leur a donné un dossier. S'ils n'ont pas su le remplir, ils ont fini par laisser tomber. Au-delà des obstacles bureaucratiques, le fondateur des « Créateurs actifs » désigne le fossé social

et culturel qui empêche les enfants d'ouvriers de percer dans les milieux du commerce, de l'administration, voire des arts : « Il leur faut s'adapter à un milieu qu'ils découvrent. On doit les accompagner. »

L'immense personnel de Djamel Ait-Mellal l'a armé pour aider ses cadets. Scolarisé jusqu'en troisième et dépourvu du moindre diplôme, il a fui à seize ans le stage de menuiserie où il avait été « orienté » pour devenir... démarcheur de publicité pour un magazine. Depuis, il a fait son chemin, cahin-caha, entre la publicité, l'informaticien et les livres, où il a « beaucoup appris, car sans diplôme, c'était le seul moyen ».

Aujourd'hui, il répète aux jeunes tentés par la désespérance qu'il faut « se bagarrer dans la vie pour être un adulte ». A ceux qui objectent le racisme, il affirme que « la France n'est pas le pays de l'apartheid ». D'ailleurs son association ne se veut surtout pas « communautaire », même si, de fait, beaucoup de fils d'immigrés ont besoin d'aide.

Voulant d'abord militer « contre la culture de l'échec », elle est le prototype d'une nouvelle génération d'associations de banlieues qui préfèrent investir le champ économique plutôt que d'être utilisées dans le « social » par les municipalités, ou de s'épuiser à pleurnicher pour obtenir l'usage d'une salle.

« Occuper les gens ne suffit pas », constate Djamel Ait-Mellal, je ne suis pas un animateur. Il s'enthousiasme à l'idée d'avoir déjà aidé des jeunes à s'inventer un avenir : « Dans leur tête, ils ne font pas la queue à l'ANPE. Mais l'avenir des « jeunes créateurs actifs » ne tient qu'à quelques fils : une subvention refusée, un appel téléphonique sans réponse peuvent faire capoter chaque jour l'aventure. Réaliste, Djamel demande qu'on étende quelques mois pour le juger, comme pour Ballardur. En attendant, il va remplir une demande de RMI, pour pouvoir tenir. »

Ph. Be.

► Jeunes créateurs actifs, c/n Idria, rue Georges-Pitard, bld. J. porte 4, 95190 Gonesse. Tél. : (1) 39-88-52-39.

POINT DE VUE Banlieues 89 : anniversaire du temps perdu

par Michel Cantal-Dupart

Il a suffi de cinquante ans pour que les agglomérations doublent leur volume. A cette œuvre gigantesque, les hommes n'étaient pas prêts, tant ceux qui sont venus brutalement habiter en ville que ceux qui avaient pour mission de les construire. Compréhension cette carence pour mieux gérer l'avenir est essentiel.

1989, mauvaise année pour l'architecture. Le ministère de l'équipement lance l'opération « modèles urbains ». Fasciné par l'industrialisation du bâtiment, il pense que l'on peut construire des machines à habiter comme on produit des automobiles, à la chaîne. Tous les grands groupes du bâtiment ont leur modèle à bâtir. Ils importent massivement de la main d'œuvre qui finit par habiter dans ce qu'elle a construit. Cette politique à courte vue, sans planification ou études urbaines, n'est pas l'apanage d'une période révolue. La gourmandise avec laquelle, ces cinq dernières années, cinq millions de mètres carrés de bureaux ont été construits dans les Hauts-de-Seine, est de la même veine. Les opérations sont désertées faute de marché. Cette malveillance de financiers sera inévitablement compensée par la contribution. Il s'agit mieux veu que cette masse d'argent améliore les cités en déséquilibre.

1981 : les « Grands projets » ; 1982 : la décentralisation ; mau-

vaise année pour l'urbanisme, où l'on découvre qu'il vaut mieux avoir un projet phara, plutôt qu'un projet de ville. Dès que les maires comprennent qu'une élection peut se gagner par une politique de communication, ils vendent leur ville, telle qu'elle veut être, plutôt que telle qu'elle est. Dix ans de concours à coté prohibitifs enrichissent les maîtres des beaux-arts, si on pense à y déposer les desains, mais appauvrissent la ville. La plupart sont en panne.

La responsabilité collective sur la ville ne date pas d'hier. Les trois derniers présidents de la République se sont penchés sur son barreau, ils ont écrit et déclaré leur volonté. C'est ainsi qu'il y a juste dix ans, le 26 juillet 1983, avec Roland Castro, nous avons pu montrer les banlieues à François Mitterrand. Il pensait voir de l'architecture, nous l'avons armé en ville. Six mois après, 73 maires présentant 73 projets au président, au premier ministre et au ministre de l'équipement. L'idée est simple, dans l'esprit de « Banlieues 89 » en train de naître : « Monsieur le maire, à votre avis que faut-il entreprendre en urgence dans votre commune pour contribuer à l'aménagement de l'ensemble de l'agglomération ? ». L'expérience fut probante. Il y avait alors peu de moyens, mais un enthousiasme qui a porté des projets dont on peut juger de la pertinence en les visitant.

Il a fallu une année à l'administration pour engorger tout cela dans des procédures, machines à empêcher de faire. Dix ans perdus en atermoiements. Les crédits alloués courent après les problèmes faute de les anticiper. On cherche les solutions miracles. Or, il n'y a pas de formule magique applicable sur la totalité du territoire.

Aujourd'hui, un envisage de tout détruire tel un architecte qui gommerait un plan raté. Utopie ! Ce qui a été fait porte la culture des habitants qui y sont nés. On ne casse pas la maison de son père. Réparer ! Mais à quel prix ? C'est inutile tant que les quartiers ne seront pas insérés à la ville. Les fondements d'une cité sont basés sur l'échange. On habite un quartier et on sait la raison pour laquelle on peut aller dans les autres. Ceux dont on parle ici, on y habite, mais personne ne vient leur rendre visite.

Rendre le chômage unique responsable est réducteur. Il faut faire l'éducation. Ces lieux sont architecturalement identifiés. Ils concentrent les jeunes, les étrangers et les chômeurs, c'est-à-dire les auteurs du passé et les espoirs à venir. Il faut reconstruire, en leur sein, une masse imaginative pour changer la vie. Ce n'est pas un vœu, c'est une urgence.

► Michel Cantal-Dupart est architecte-urbaniste, co-fondateur de Banlieues 89.

DU 4 AU 9 AOUT 1993

Raimu

“fait chanter son accent”

à Toulon.

TOULON-ÉVÈNEMENT

SAGACITÉ

comité interministériel et le déclassement

de 5 milliards de francs de l'intervention de l'Etat

Le plan d'urgence pour la ville

de la continuité

Le Monde

L'IMMOBILIER

Bureaux

Logements sociaux

Le Monde

Renseignements IMMOBILIER

Tél. : 44-67-75-13

Le Monde

DES LIVRES

Karen Blixen et ses doubles

Elle fut Diane, Tania, Schéhérazade, Isak : « Si tous les hommes sur terre ne se contentaient pas d'être une seule personne tous auraient le cœur plus léger. Ils s'amuseraient un peu »



Karen Blixen devant sa ferme africaine vers 1922.

A Ngong, Karen Blixen — qu'on appelle Tania, ou la lionne, ou la haronne-fermière — femme du monde, amie des « natives » somalis, et ennemie des Anglais, rêve d'une récolte immense de café. A quelques pas derrière elle marche Farah, le serviteur de Bror Blixen.

même et contre les éléments. Il n'est pas encore venu le temps où elle aura compris la force que donne à un navire le vent arrière. « Il y a des individus qui, quel que soit leur désir d'être acceptés par la vie, en sont toujours durement repoussés ».

Ce sont aussi de magnifiques années d'apprentissage de la beauté, comme le savent bien les lecteurs de *La Ferme africaine*. Avec les Kikuyus, Karen Blixen apprend à apprécier la sage indulgence africaine et le code de l'honneur des « natives » qu'elle placera toujours bien plus haut que celui des Blancs. Elle tombe violemment amoureuse de Denys Finch-Hatton, un chasseur et un nomade, sophistiqué et indépendant. Pour lui, elle devient Schéhérazade, et Diane toujours.

Quand il vient à Ngong, elle fait préparer la soupe de Kamante, une soupe claire, qui exige qu'on se débarrasse de la substance des ingrédients, coquilles d'œuf, légumes, viande rouge, à petit feu, et la clarté apparaît à la fin. Ils passent de longues soirées à parler de safaris et de livres, elle recommence à écrire, elle se dit « qu'on meurt en plein bonheur de ses malheurs passés ».

Avec son frère Thomas, sa mère ou sa tante Bess, une féministe austère et autoritaire, elle échange des lettres sur le mariage, les hommes, les femmes et l'amour. « Les femmes d'aujourd'hui sont plus courageuses, plus vraies, moins enclines à l'intrigue, plus loyales que les femmes du passé. Ce sont de meilleures gentes. Je crois que l'amitié sincère, la compréhension, le plaisir partagé par deux êtres humains, ceux qui suivent des directions parallèles à un idéal que les conditions ont empêché de se réaliser jusqu'à... »

officiers, des servantes, des bohèmes et des princesses. Chaque échec à la ferme, chaque départ de Denys Finch-Hatton, chaque épidémie d'épuisement et la fait insensiblement, crise après crise, avancer dans la connaissance de soi.

« Ce qui m'affaie le plus, ce n'est pas d'aimer un homme insaisissable, ou d'avoir trop peu d'argent, ou de ne pas jouer de la confiance de la société. C'est la terreur d'abandonner mon âme et ma vie pour quelque chose que je ne puis perdre à nouveau. » La baronne Blixen sait qu'elle souffre, plus que de tout autre mal, d'inquiétude mortelle. Chaque moment de bonheur qui lui est dévolu est sacrifié par la terreur de savoir qu'il va finir. La lionne allée à la vie rive sur l'horloge, calculant sans trêve le temps qu'il reste pour chaque chose. Et celle qu'on va bientôt connaître et admirer pour sa sagesse orientale est aussi incapable d'accepter la fin des choses que la petite fille de Rungstedlund était incapable de résister aux injonctions de sa mère et de sa grand-mère.

Elle écrit des contes qui ne sont pas bons. Elle est souvent malade. Elle s'interroge sur le dessin de sa vie : « La voie obscure et étroite et où je demeure, de quel oiseau peuvent-ils être les griffes ? Lorsque le dessin de ma vie sera achevé, les autres découvriront-ils une cigogne ? » Elle avance sur le chemin de l'acceptation de soi, et l'on peut supposer que cette quête est d'autant plus radicale et profonde qu'elle en est a priori plus éloignée. « Je ne puis être possédée et je n'éprouve aucun désir de posséder. Je sais que je dois accepter cet aspect de mon existence, car autant je peux attendre désespérément quelque chose de sécurisant et d'intime, autant je m'enfuis dès qu'elle se présente. »

Geneviève Brisac
Lire la suite page 13

Le cœur de Milarépa

Les derniers chants de ce saint du onzième siècle permettent de remonter aux sources de la mystique tibétaine

LES CENT MILLE CHANTS de Milarépa.

Traduit du tibétain par Marie-José Lamothe, Fayard, coll. « L'espace intérieur », vol. 3, 344 p., 145 F.

Avec le troisième volume des chants de Milarépa, *Mila le vêtu de coton* (1040-1123), Marie-José Lamothe arrive au terme d'une œuvre de longue haleine, dont l'entreprise a dû nécessiter autant de courage que d'abnégation, et qui livre pour la première fois au lecteur francophone la collection complète des poèmes lyriques attribués au saint le plus cher au cœur des Tibétains (1).

L'aventure spirituelle de Milarépa s'inscrit dans une période charnière de l'histoire tibétaine. Le Tibet connaissait alors une nouvelle diffusion du bouddhisme, dans une intense effervescence religieuse et philosophique. Une masse considérable d'ouvrages sanskrits furent traduits ou retraduits en tibétain. Mais à côté de cet héritage littéraire indien, fidèlement recueilli et préservé, apparurent les premières œuvres bouddhiques autochtones marquées d'un génie propre. Les chants de Milarépa témoignent de cette éclosion. A l'origine d'une longue tradition qui traversa les siècles, ils en sont aussi le sommet.

En Inde même, le bouddhisme avait subi d'importants développements au cours d'une histoire déjà profonde d'un millénaire et demi. Les techniques psychophysiques et rituelles les plus évoluées de la Voie des Tantra, considérées comme la plus efficiente pour atteindre rapidement l'Éveil, avaient été greffées sur les systèmes philosophiques déjà anciens du Grand Véhicule.

Le monde douloureux des apparences qui asservissent les êtres n'est que représentation, tandis que la réalité absolue, hâve d'émancipation (nirvâna) au-delà des phénomènes, ne peut être conceptuellement appréhendée. Elle n'est atteinte que par le yoga qui, interrompant la pensée discursive, abolit la dualité du sujet pensant et de l'objet pensé, défait l'ego. L'adepte expérimente alors la Vacuité, l'esprit en sa Nature propre, tout à la fois Éclat et Compassion.

Cette Pensée pure et lumineuse, illimitée comme l'espace, est la nature de Bouddha présente à l'état latent dans tous les êtres. Le saint qui de concepts et de distinctions, comme l'exprime Milarépa dans une formule qui dévoile la radicale vacuité de l'ineffable : « Sous l'emprise de la Vérité ultime, Les démons destructeurs et le Bouddha lui-même

n'existent pas. Il n'y a pas de méditant, pas d'objet à méditer. Il n'y a pas de signes d'accomplissement. Pas d'étapes ni de voie à parcourir. Pas de sagesse ultime, pas de corps de Bouddha. Aussi, le nirvâna n'existe-t-il pas. Tout cela n'est que mots, façons de dire ».

La voie rapide qui mène à la libération est abrupte. Terriblement exigeante, elle réclame une volonté de fer. Le raisonnement discursif n'y est, au mieux, qu'une propédeutique vite encombrante. L'adepte, guidé par un maître auquel il s'abandonne entièrement, doit la gravir seul. Mettant en œuvre toutes les ressources du corps et des processus mentaux, il s'agit non pas de compréhension, mais d'expérience, mieux, de réalisation.

Les figures emblématiques de cette tradition sont les mahasiddhas (« grands réalisés ») indiens. Associés aux comportements peu conventionnels, ils ont exprimé leurs expériences mystiques dans des chants (dohâ, caryâ) d'inspiration populaire. Milarépa est leur héritier par son maître Marpa (1012-1096). Il eut lui-même une riche postérité, notamment dans l'ordre Kagyüpa, qui cultiva l'art des « chants de diamant (vajra) ».

La collection des chants attribués à Milarépa, dont le volume 3 des traductions de

Marie-José Lamothe contient la fin du second et le troisième livre, fut rassemblée au XV^e siècle par Tsangnyön Heruka, le « Fou de la province de Tsang », qui l'inséra à la fin de sa biographie du saint (2). C'est pourquoi les chants se terminent ici par l'éloquent récit de la mort et des funérailles. Comme précédemment, ils sont encadrés de narrations en prose, rapportées par l'un ou l'autre disciple, qui situent le contexte géographique, temporel et social dans lequel Milarépa les chanta.

La traduction ne peut malheureusement pas rendre fidèlement l'euphonie et surtout le rythme rapide de cette poésie lyrique : trois trochées suivies d'un demi-pied généralement accentué, le nombre de syllabes des mots français étant inévitablement trop grand. Mais, une fois de plus, Marie-José Lamothe a tenu la gageure de privilégier le sens tout en conférant aux vers un rythme vivant, poétiquement juste en français.

On retrouve toute la gamme des épithètes et des métaphores, le jeu des parallélismes et des oppositions qui confèrent à ces poèmes leur verve typiquement tibétaine et rappellent leur inspiration populaire. Tantôt tristes, tantôt enjoués, souvent exigeants et toujours profonds, leur compréhension est facilitée à bon

essent par des notes essentielles et un glossaire clairement rédigé. Milarépa, détaché de tout, des livres, des rites et même du décalage, nous chante « les expériences de son cœur », mu par une irrésistible compassion pour les êtres asservis aux apparences éphémères. A ceux qui deviendront ses disciples, à ceux qui ne feront que croiser sa route, même aux mauvais esprits, il n'adresse aucune injonction comminatoire, mais une invitation délicate et aimante à la conversion et à l'expérience.

L'ultime chant de Milarépa, testament laissé à ses disciples avant qu'il ne manifeste les signes apparents de la mort, lui qui était au-delà de la vie, s'élève sur la quintessence de son message : « Réalise le vide ouvert de toutes choses ! Et la compassion une fois née le « je » disparaît. Quand le soi et les autres n'existeront plus, Vous agirez pour autrui et vous me rencontrerez. / Lorsque vous m'aurez trouvé vous deviendrez un disciple. Le Bouddha et moi ! Ne faisons qu'un ! Que rien ne les distingue ! »

Fernand Meyer

(1) Les volumes 1 et 2 ont été respectivement publiés en 1986 et 1989.
(2) Milarépa, ses méfaits, ses exploits, son illumination, traduit du tibétain par Jacques Bacot (Fayard, coll. « L'espace intérieur »).

ENQUÊTE

Des livres pour les mal-voyants

Les éditeurs de livres imprimés en gros caractères essaient de diversifier leurs modes de diffusion, tandis qu'ils font face à la concurrence des textes lus sur cassettes et disques compacts. Ce succès n'est pas sans contradictions : si la lecture parlée permet d'entendre des voix de grands écrivains, elle permet aussi... d'éviter de lire.

Page 14

ESSAIS

Rodinson et les dogmes

Autodidacte, linguiste, islamologue, sociologue, Maxime Rodinson publie deux recueils d'articles sur l'Islam et sur les « écrivains idéologiques ». Pierre Vidal-Naquet les analyse en les restituant dans une œuvre qui allie le sens du concret à la passion théorique.

Page 15

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 28 juillet, au palais de l'Élysée, sous la présidence de François Mitterrand. Au terme des travaux, le service de presse du premier ministre a publié un communiqué dont voici les extraits.

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

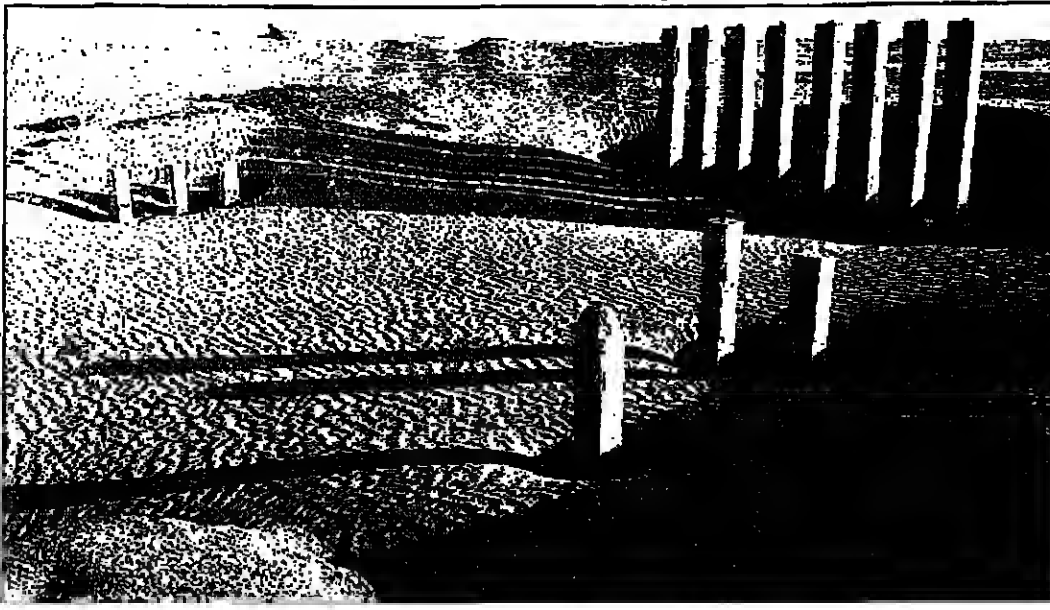
« L'Union européenne a été créée le 1^{er} janvier 1993. »

LE MONDE DES LIVRES

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Malraux chez la reine de Saba

Un reportage en 1934 au-dessus du Yémen permet à l'écrivain de se livrer à un exercice de haute voltige sur l'art et l'histoire



Ruines du temple de la Lune, découvert en 1951 à Mareb, ancienne capitale du royaume de Saba.

LA REINE DE SABA
Une « aventure géographique »
d'André Malraux.
Texte présenté et annoté
par Philippe Delpeuch
et préfacé par Jean Grosjean.
« Cahiers de la NRF ».
Gallimard, 135 p., 80 F.

On n'eût plus besoin de se reporter aux collections de l'Institut pour se plonger dans les reportages sur le Yémen que Malraux y publia en 1934, encore tourmenté du Concorde 1933 pour la Condition humaine.

Certains, abusés par un sous-titre ambigu : « aventure géographique » – seront peut-être déçus, comme paraît-il, les lecteurs de l'« Intransigeant », par un texte très « expert en art » ou « philosophe de l'histoire » ; mais au moins ils comprendront que Malraux n'a pas « découvert » ni même redécouvert les vestiges de Mareb, antique capitale du royaume de Saba, dans le désert septentrional de l'actuel Yémen.

Il a fait mieux : il a donné un coup de jeune à une héroïne sans doute réelle, mythifiée par Bible et Coran et qui attendait l'hommage de notre siècle après celui, du plus haut baroque, émis par Flaubert en 1874 dans la Tentation de saint Antoine : « Elle se levait, tout en marchant, un parasol vert à manche d'ivoire, entourée de sonnettes vermeilles et de douces négligences portait la longue queue de sa robe, dont un singe tient l'extrémité qu'il soulève de temps à autre. »

C'est la tête pleine des allusions les plus hautement littéraires à la reine Baldis – prénom de la souveraine sabéenne, selon la tradition arabe, encore portée de nos jours par des femmes au Yémen – que Malraux s'envoie de France pour l'Arabia Felix en compagnie du futur général Corbillion-Molinier

et d'un mécanicien. Même si la véritable « aventure » (1) aurait consisté – Malraux lui-même l'a reconnu – à rechercher Mareb à pied ou à dos d'âne, déguisé en colporteur musulman, comme la fit le pharmacien Louis-Philippe Arnaud (2), authentique redécouvreur de Saba – Malraux en convient aussi – le « reportage » de 1934 présentait incontestablement un réel risque.

D'abord l'avion, monomoteur, ne pouvant pas voler plus de dix heures d'affilée ; ensuite le contexte politique régional où tant l'émir du Yémen (dont le précepte diplomatique était : « On commande par l'archéologie, on finit par le protectorat... ») que ses adversaires anglais d'Aden ne pouvaient admettre le survol clandestin de leurs contrées par des étrangers, en particulier français. De plus, Edouard Corbillion-Molinier était aviateur militaire... D'ailleurs le

Yémen protestait auprès du Quai d'Orsay pour passage non autorisé au-dessus de son territoire par « deux avions respectivement pilotés par Cornillon et par Molinier... »

Gratte-ciel babyloniens

Quant à la géographie... Malraux, apparemment, ne s'en souciait guère, ce qui a toujours fait dire aux « spécialistes » en la matière que, venant de la côte française des Somalis (à présent Etat de Djibouti), il n'a pas atteint la zone même de Mareb mais survolé seulement les villages situés un peu au nord de Sanaa, au reste fort spectaculaires avec leurs gratte-ciel d'allure babylonienne.

En 1967, au fil de sa relation élaguée de l'épisode yéménite, dans les *Antimémoires* (pp. 83 à 106, reprises en annexe du volume ici commenté), Malraux n'a pas cor-

rigé des erreurs assez grossières, comme celle situant « Mareb en Hadramaut, au sud du désert, à l'est d'Aden ». Autant placer Caracosse en Anjou... Feri Gabriel Dardaud, ancien correspondant de l'« Intransigeant » en Egypte, a coité avec humour et indulgence (3) l'escalade de Malraux au Caire et la stupéfaction à la Société royale égyptienne de géographie, devant les « approximations » du romancier sur Saba...

Mais qu'importaient ces remarques de prof à l'écrivain-aventurier blindé par la jungle cambodgienne ? « Ces terres légendaires appellent les farfelus », devait-il écrire en forme de justification. Elles appellent aussi, et Malraux ne s'en est pas privé, des envolées du type : « O tombeaux ! Toute l'Asie est tombeaux. Comme éternités à travers le désert et les steppes depuis cette semence accumulée sous nous, je revêts celui de Djihanguir, à Lahore, où derrière une ravissante

cour de marbre toute d'arabesques et criblée d'écuries, l'aride mosquée de terre verticale surgit sur ses vauvours ensommoilés. »

Certes les grandeurs mogoles de la vallée de l'Indus, comme Perspolis et ses poètes opimanes, voire les couteaux d'obsidienne des prêtres aztèques, sont bien loin des quelques colonnes et inscriptions de Mareb et des blocs subsistants de la digue de la reine de Saba que Malraux, au mieux, n'a pu apercevoir que du ciel ; mais le Yémen antique, magnifié encore par les amours de Baldis et du roi Salomon, était le prétexte idéal pour un discours lyrique sur cette Asie occidentale, montagneuse et civilisée, le « Tibet arabe » en somme.

En le survolant, Malraux inventait aussi en quelque sorte le tourisme aérien, qui est finalement la manière la plus respectueuse de visiter un pays, qu'il se refuse ou non à la curiosité extérieure. On aimera, on o'aimera pas cette centaine de pages (4), mais c'est du pur Malraux, et la reine de Saba est devenue l'un de ses personnages transfigurés, entre Goya et De Gaulle.

J.-P. P.-H.

(1) Aujourd'hui où le Yémen est ouvert aux visiteurs étrangers, voyager dans certaines provinces de ce pays présente toujours un côté aventureux : au printemps 1993, deux Français ont encore été enlevés durant plusieurs jours par des membres d'une tribu, dans la région de Mareb précédemment, tribu ayant à obtenir de Sanaa la remise d'un prisonnier.

(2) « Pièces relatives aux inscriptions hiéroglyphiques découvertes par Th. J. Arnaud », *Journal asiatique*, avril-mai 1945.

(3) G. Dardaud, *Trente ans au bord du Nil*, Lieu Commun, 1987. (chapitre II : « André Malraux et la Reine de Saba », p. 42 à 59).

(4) Avec vingt illustrations noir et blanc, une carte, et un dessin en couleurs de Malraux.

Châteaux, bobos, chromos

Almira et Besson tentent de parodier le roman de gare

LE MANÈGE
de Jacques Almira.
Gallimard, 190 p., 80 F.

LA FEMME RICHE
de Patrick Besson.
Albin Michel, 138 p., 75 F.

Les riches s'imposent toujours comme de captifs personnages de roman, sans doute parce qu'il est plus aisé de schématiser leur mode de vie et qu'il est moins inconvenant d'en fustiger les vices. Mais quelle que soit la volonté de ne s'être pas dupé, l'écrivain ne résiste pas à une forme enfantine de fascination. Jacques Almira et Patrick Besson nous emmènent dans l'univers des nantis avec un tel féroce engouement que l'oo s'interroge dès les premières pages : ce s'agit-il pas d'un traquenard ?

Oo souhaite vivement que le *Manège* et la *Femme riche* soient des pastiches de roman de gare, une bonne farce littéraire. Ces deux courts récits, expédiés sans fioritures stylistiques, seraient alors – nettoyés des truismes et des aporismes qui les encombrent – les sécheresses caricaturales de fructueux feuilletons télévisés.

Le *Manège* a la structure du conte de fées. Heori Delvaux est un roi de la finance, le pouvoir est sa jouissance. Il aime sa fille mais se laisse manœuvrer par sa deuxième femme, Gaby, ancienne actrice de cinquante ans qui ne se rassasie pas de son inépuisable beauté et de la non moins inépuisable fortune de son mari. Valérie, fille d'un premier mariage (maman est morte), est victime de la haine de sa marâtre qui jalouse la jeunesse de sa rivale. Notre Blanche-Neige 93 sera sauvée par un prince charmant nouveau style, pauvre mais riche d'espérances, un plumeux fauché. Le jeune et beau Paul Adler est un misérable convoitable, un émigré de la réussite, le « nèque » chargé de rédiger l'autobiographie du papa châtelain.

Le héros de la *Femme riche*, beau, vulnérable lui aussi, se métamorphose en une sorte de *serial killer*. Ce desperado sans âme va mourir du sida et use du sexe comme d'une arme. Hémophilie contagieuse, il tue des femmes pour de l'argent mais aussi par ennui. Un intermédiaire mystérieux le charge d'une mission : introduire le virus meurtrier dans le corps de Nathalie Forest, quinquagénaire impitoyable qui a épousé un magnat de la chirurgie esthétique et qui aspire à ce qui « coûte le plus cher aux femmes » : la solitude.

La jeune Valérie du *Manège* sort indemne du piège que lui tend – avec son complice, un gigolo aux prouesses homologues – la belle-mère folle de rancœur. Seule eotorse aux pocsifs, le dévouement sacrifié à l'amoralité d'un monde corrompu : le prince des lettres n'épousera pas la jeune héritière et la méchante reine sera à peine punie. La vieillissante Nathalie de la *Femme riche* (comme Gaby préservée par le flic des outrages et des vexations du temps) retourne la situation et gagne au poteau. Dans les deux cas les héros masculins sont floués.

Almira et Besson sont déshabillés entre deux obsessions : vomir une société où l'argent n'a plus de poids (leur admiration d'écrit paraît siocère) et rire de leur propre roman, un gag qui ferait la nique aux auteurs adultes de récits à l'eau de rose. Mais quelque chose ne colle pas dans ces comédies de boulevard aux rôles hyper-stéréotypés. Les deux romanciers n'ont pas vraiment opté pour la violence, la démonstration, le mélo outrancier qui, d'embellie, aurait fait du lecteur un complice en jubilation. Leur description des milieux sociaux se réfère à l'imagerie traditionnelle. Leur satire soulève une fois de plus le malaise du romancier face à l'individualisme frénétique du lecteur.

En mettant en scène cette ménagerie clownesque que sont

supposés peupler les gens célèbres, Jacques Almira et Patrick Besson n'ont pas su déifier tous les périls : ils proposent de faux polars gringants mais o'en détournent pas assez nettement les élichés pour annuler leur emprise. Reconnaissais-oez-moi que si Almira se complait dans l'évocation des archétypes de la vie de château, Besson a l'insolence (douteuse) de nous confronter sans mièvrerie aux fantasmes morbides d'une épidémie mortelle.

Le projet du *Manège* et de la *Femme riche* reste ambigu. Leurs auteurs poussent à son paroxysme la consternante péroraison des chromos romanesques mais l'invasivité romancière de l'intrigue n'atteint pas le lectorat populaire qui demande à la fiction d'être l'écho de ses rêves ordinaux. Besson et Almira persuadent-ils pour autant les loitités qui possèdent les clés de leur canular ?

Hugo Marsan

L'enfant juif

Le destin de Micha dans un « demi-siècle en furie »

LE MÉRIDIEN DES OMBRES
de Charles Benfied.
Lieu commun, 437 p., 130 F.

Micha est l'enfant juif. Son histoire est celle des persécutions qui ont frappé son peuple depuis les années 30 jusqu'aux leode-mains de la seconde guerre mondiale et au-delà. Cela commence un soir de juin 1935, en Ukraine, et nous conduit, vingt-cinq ans plus tard, à ce qu'on voudrait croire le terme d'un indicible calvaire, dans un kibboutz de la frontière israélienne mais sous les balles des tireurs syriens.

Le jeune homme, entre-temps, aura connu les horreurs des camps – d'exil en URSS, d'extermination en Allemagne – l'angoisse des trahisons, des perquisitions, des arrestations, le débriement des séparations et des morts violentes. Le récit est relié à travers les réminiscences, déouées de remords le plus souvent, de six personnages – « six ombres folles de ce demi-siècle en

furie » – réunis par le hasard à bord d'un même vol transatlantique et dont les destins ont tous été traversés, à un moment ou à un autre, par l'étrange et sombre regard accusateur de l'enfant juif.

Triste échantillon d'humanité qui va du tortionnaire nazi à l'apparathehik sans âme du système stalinien en passant, entre autres, par ce modèle français de crapule affaîriste qui aura su faire fortune dans le marché noir des œuvres d'art, oon sans donner à l'occupant des gages de bon collaborateur mais avec assez d'habileté pour se faire, eh oui, une réputation de résistant méritoire.

Quelques hautes figures, joives pour la plupart, traversent cette histoire dont elles personnifient les héros, à la fois pour n'avoir pas baissé la tête devant l'Holocauste et pour avoir chacun, un jour ou l'autre, réussi à sauver la mise, in extremis, au jeune Micha. Leurs souvenirs se mêlent à ceux des bourreaux, éclairant, ça et là, la fresque d'une lueur d'humanité, brève cependant et chaque fois destinée à s'étendre dans les ténèbres de la violence meurtrière.

Il serait vain de tenter de rétablir ces évocations du passé, par nature disparates, dans un fil chronologique continu, se prêtant à une lecture linéaire. Trop de retours en arrière, de passages d'un continent ou d'un pays à l'autre peuvent dérouter. En plus des quatre cents pages, il est inévitable que le récit ordonné de toutes ces vies, de tous ces éreos-meots, ne puisse apparaître autrement que dans le tableau, presque impressionniste par ses touches successives et juxtaposées, d'une époque. Mais c'est celle où se dessine, impitoyablement, le destin, la vie et la mort d'un peuple martyrisé.

Alain Jacob

Chasse au trésor

Les adeptes des rébus et autres casse-tête vont pouvoir occuper leurs vacances à sa creuser les méninges. Les éditions Manyia viennent de publier un curieux petit livre intitulé *Sur la trace de la chouette d'or*, destiné à ceux qui las histoires de filibuste et de trésors engloutis font encore rêver. L'ouvrage aligne une série de onze énigmes apparemment très sybillines, auxquelles correspondent autant d'indices permettant de découvrir un trésor. En l'occurrence une chouette sculptée dans des métaux précieux, que l'éditeur présente comme une œuvre d'art de Michel Becker,

sartia de brillants et pourvue d'un bec en onyx. L'objet est caché quelque part en France, à la disposition de celui ou de celle qui parviendra au terme du jeu de piste. Paru en mai et assorti d'un eceba au minitel (3615, coda Manyia), le livre a déjà stimulé la curiosité de 30 000 lecteurs. Reste à espérer, pour las énigme ne soit pas résolue trop rapidement !

► Sur la trace de la chouette d'or, de Max Valentin, illustrations de Michel Becker, Manyia, album illustré en couleurs, 42 p., 89 F.

L'exil et la

Trois écrivains polonais font part de leur

LERÈVE D'AZRIL

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LE VOYAGE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

Les trois écrivains polonais font part de leur expérience de l'exil et de la mémoire. Ils évoquent les moments de leur vie où la mémoire leur a permis de retrouver leur identité et leur pays d'origine. Ils parlent de la difficulté de vivre en exil et de la nécessité de se créer une nouvelle identité. Ils évoquent également les moments de leur vie où la mémoire leur a permis de retrouver leur identité et leur pays d'origine. Ils parlent de la difficulté de vivre en exil et de la nécessité de se créer une nouvelle identité. Ils évoquent également les moments de leur vie où la mémoire leur a permis de retrouver leur identité et leur pays d'origine. Ils parlent de la difficulté de vivre en exil et de la nécessité de se créer une nouvelle identité.

Anatomie d'un dandy

100 LIVRES-CLÉS DE LA LITTÉRATURE MODERNE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

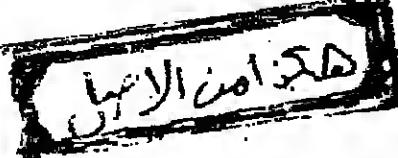
LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

Anatomie d'un dandy. Les trois écrivains polonais font part de leur expérience de l'exil et de la mémoire. Ils évoquent les moments de leur vie où la mémoire leur a permis de retrouver leur identité et leur pays d'origine. Ils parlent de la difficulté de vivre en exil et de la nécessité de se créer une nouvelle identité. Ils évoquent également les moments de leur vie où la mémoire leur a permis de retrouver leur identité et leur pays d'origine. Ils parlent de la difficulté de vivre en exil et de la nécessité de se créer une nouvelle identité. Ils évoquent également les moments de leur vie où la mémoire leur a permis de retrouver leur identité et leur pays d'origine. Ils parlent de la difficulté de vivre en exil et de la nécessité de se créer une nouvelle identité.



LE MONDE DES LIVRES

LETTRES ÉTRANGÈRES

L'exil et la mémoire

Trois écrivains polonais font revivre la réalité douloureuse du Juif errant, légende devenue destin d'un peuple

LE RÊVE D'AZRIL

de Julian Strykowski.
Traduit du polonais
par Eric Morin-Aguller.
Ed. Noir sur blanc,
144 p., 98 F.

LES RETOURS DE LA MÉMOIRE

de Hanna Krall.
Traduit du polonais
par Margot Carlier-Tomarska.
Albin Michel, 280 p., 135 F.

LE VOYAGE

d'Ida Fink.
Traduit du polonais
par Laurence Dyèvre.
Laffont, coll. « Pavillons »,
250 p., 135 F.

C'est là qu'est né, au début du siècle, l'écrivain Julian Strykowski, dans l'univers aujourd'hui disparu des Juifs de la Galicie orientale, alors rattachée à l'Empire austro-hongrois, et où coexistaient naturellement les peuples, les cultures et les religions les plus différentes. C'est là, dans son *shetl* natal de Pologne, que son personnage revient après vingt années d'exil, poussé par un rêve confus où son père, ne le laissant pas en paix, l'oblige à venir le retrouver.

On sait peu de chose d'Azril, sinon qu'il vient « de loin », comme les pieux « hassidim », réclamer le « kaddish » sur la tombe de ses pères. Pendant la période des jours redoutables, lourde de préparatifs et de prières, où l'on célèbre, la nuit, l'office des pardons, Azril tente de répondre à l'interrogation du rêve qui l'a mené dans la ville de son enfance, et où remords indéfini qui le poursuit.

Au cours de ce qu'il vit comme un pèlerinage expiatoire, Azril erre de porte en porte, de la nuit au petit matin. Une odeur d'huile, sur la charrue qui le transporte, rappelle sa mère qui l'envoyait en chercher pour graisser les « kolachs » et les roules à la confiture du sabbat ; il revoit la ébarcaderie qui l'emmenait parce qu'il vendait de la viande de porc, le Café de Vienne où la musique jouait, la statue imposante d'un soldat polonais dont le sculpteur s'était suicidé pour lui avoir fait les jambes trop courtes.

Autant d'images, presque intactes, et justes assez différentes pour que le fossé se creuse, entre le monde qui était le sien et celui où il ne se reconnaît plus. Ce décor, si lourd de culture, de foi, de rites, Strykowski les choisit sans inconvénient pour la nuit d'errance de son personnage, qui ne rapporte de cet exil « à l'envers », de ce retour aux sources raté, que la force tourmentée du doute ; rien, pas même la pitié extrême dans laquelle il s'était plongé, ne suffira à le rattacher à un monde déjà mort pour

lui, avant que l'histoire ne le fasse définitivement disparaître.

Personnes décalées, déplacées, en quête de vérité, hantées par des traces, se débattant avec leur histoire : elles habitent les *retours de la mémoire* de Hanna Krall : un Juif de nulle part, émigré d'une Pologne où il ne se sent pas chez lui, exilé d'Israël où il ne trouve pas sa place, revenu chez lui où l'on ne veut plus de lui, et qui va se perdre, sans savoir où revenir, dans un no man's land sans nom ; ou encore cette vieille dame qui implore un écrivain, « Madame Krall », de faire de sa biographie, depuis sa fuite du ghetto jusqu'au départ en Israël, un best-seller « pour Hollywood ».

La parole est donnée aux « survivants » qui rendent compte de leur mémoire, de la communauté bassidique à celle de la déportation. Dans ces reportages à mi-chemin de la fiction et du réel, en forme de récits simples, objectifs, loin des états d'âme, l'auteur prend note, sans commentaire. Il ne reste guère qu'un message dépourvu de passion, ressasse, pesant : curieux tour de force que de susciter tant d'ennui sur un sujet si grave.

L'héritage d'Abraham

Tout à l'opposé est le beau tomen, très romanesque, d'Ida Fink : toujours l'errance, véritable odyssée cette fois, de jeunes filles juives que la guerre contraint à s'exiler de leur bourgade du sud-est de la Pologne, aux prises avec les occupants nazis. Ida Fink, née en 1921 dans une petite ville de l'Ukraine (polonaise alors, devenue soviétique et occupée par les nazis en 1939), a dû fuir le ghetto avec sa sœur en 1942, avant d'y revenir puis de s'installer en Israël où elle vit aujourd'hui. C'est bien elle, à travers les événements tragiques de sa propre adolescence, que l'on reconnaît derrière le mas-

que de sa narratrice, l'une des deux héroïnes du voyage.

« Quand on en est à montrer son acte de naissance, c'est que les choses vont déjà très mal », commente la voix rauque qui fourmille de faux papiers aux deux sœurs, rebaptisées Katarzyna et Elzbieta pour les besoins du voyage. « Voyage », moi simple et euphémisme pour désigner la terribles nécessité de fuir jusqu'à sa propre identité, qu'il devient bien-séant d'oublier.

Plutôt que la fuite pure et simple, d'ailleurs condamnée, les deux sœurs choisissent la méthode plus risquée du cheval de Troie : s'insinuer au cœur du camp ennemi, en s'engageant comme volontaires dans une usine métallurgique de la Ruhr, afin de susciter d'autant moins la méfiance. Ce sera compter sans la perversité des indicateurs et des jeunes Polonaises de l'usine, trop innocentes pour ne pas répéter, « malgré elles », la bonne vieille tactique du bouc émissaire.

Entre le chef qui les favorise pour mieux braquer sur elles la haine des autres, et les filles soupçonnées, averties par la peur qui trahit un visage, une couleur de cheveux pas très polonaise, ou l'oubli malencontreux d'une prière catholique rituelle pendant la fête de Noël, le voyage continue, interminable et terrible. D'un train à l'autre, d'un nom à l'autre, où les amies du même sort, que l'on se fait en route, sont autant d'indices pour que les doigts se pointent, on l'éprouve du dedans, les dents serrées. Qu'est-il resté d'Abraham ? commente un personnage de Julian Strykowski : « Il a écrit un Dieu encore inconnu de tous en ce temps-là. Il a conclu une alliance avec lui et s'est mis en route pour une terre dont plus tard il a été chassé à plusieurs reprises. Et qu'en est-il resté ? Rien que la simple errance, voilà mille ans que dure cette errance. Et on n'en voit pas la fin. »

Marion Van Renterghem

Gare à Mrozek!

Un théâtre où le rire devient ricanement et démonte les certitudes et les mensonges



Slawomir Mrozek : un regard acerbe.

THÉÂTRE 1

de Slawomir Mrozek
Traduit du polonais
par Zofia Boboczek,
Thérèse Donchy, Laurence Dyèvre,
André Kochner
et Katarzyna Szanberg.
Ed. Noir sur blanc, 325 p., 152 F
et 350 p., 180 F.

Le rire n'est pas toujours agréable à vivre. En particulier lorsqu'il provient de quelqu'un d'autre et que l'on s'aperçoit en être, soi-même, le déclencheur. Mais Slawomir Mrozek, dans un premier temps du moins, nous rassure : dans ses pièces de théâtre, dans ses nouvelles, ce sont les autres dont on parle, dont on rit, ou pour les quels on se désespère. Et tout y est si absurde, si loufoque, si grotesque, que ce ne saurait être nous qui fussions au centre de la cible. Alors on rit, avec la tranquillité d'âme et

le sadisme presque innocent de ceux qui se trouvent, malgré eux, du côté des vainqueurs.

Mais au fond, rit-on vraiment ? A voir Slawomir Mrozek, il n'a pas l'air drôle. Né en 1930 près de Cracovie, aujourd'hui retiré au Mexique et reconnu comme le premier auteur dramatique polonais de l'après-guerre, Mrozek, à l'image du destin de la Pologne, est un habitué du désespoir. Il est de ces cyniques qui, tout de suite, ont vu clair, c'est-à-dire noir. S'il ricane, s'il raille, s'il fait rire, c'est toujours pour nous acculer subversivement à regarder en face, sans échappatoire possible, ces pantins ridicules qui s'agitent sur la terre, désolamment accrochés à leurs certitudes, empiétrés dans le grotesque de leur condition : tout un monde dont ils sont autant les victimes que les complices, et qui ne tient que parce qu'il est absurde.

Quoi de plus grisant, pourtant, que « l'avenir radieux » ? Quoi de plus béatifiant, pour un coq, que l'idéologie du poulailler, où l'on oblige à être heureux et utile au bonheur des autres ? Quoi de plus plaisant que les progrès de la civilisation moderne qui vous rendent grassouillet à souhait sans vous laisser même l'effort de trouver un « malheureux ver de terre » ? Mieux vaut en effet se montrer confortablement utile à la consommation des fermiers que s'exposer, comme le renard sauvage et libre, à des dangers probables. L'ordre règne donc dans le poulailler. Le coq est un brave camarade.

Tout se complique, dans une autre pièce, avec ce conspirateur subitement converti à l'idéologie au pouvoir. C'était le dernier prisonnier, le dernier contestataire, et voilà qu'il se rallie. Rien ne va plus. Consommation du chef de la police : un régime policier sans prisonnier, cela fait désordre. Autant dire un poison sans poison.

« Que restera-t-il à la police ? », « Le couple est devenu cruellement, salement, bestialement loyal. » Dialogue impossible, encore, dans la pièce intitulée *Le Contrat*, l'une des dernières écrites par Mrozek : collusion entre un vieil Européen distingué, figé dans le respect de ses valeurs, et un jeune énergumène venu de l'Est, petit délinquant rodé aux ruses perverses du communisme. Deux générations, deux réalités politiques, deux mondes que tout oppose. Ils ont pourtant besoin l'un de l'autre pour échapper à leur solitude et tenter le dialogue, même si, entre eux, tout est faux. Usé par la démocratie, fatigué de sa liberté, le vicieux se laisse tenter par la vie du coq de la première fable, dans le poulailler : entrer enfin en dépendance, que tout soit réglé par l'autre, jusqu'à son propre suicide, sans qu'il ait à en porter la responsabilité.

Quoi de drôle, en vérité ? Mrozek est plutôt acerbe. Mais il a cette jeunesse diabolique du regard qui démonte les certitudes et les mensonges, la beauté impotente et le consensus tyrannique, avec un rire que l'on redoute toujours à la pointe des répliques. Un ricanement sonore, plutôt, qui vous surprendrait comme une main dans le train fantôme. Gare à Mrozek ! Il voit tout.

M.V.R.

* Les éditions Noir sur blanc, qui entreprennent l'édition des œuvres complètes de Slawomir Mrozek, ont également publié *L'Arbre*, premier volume de nouvelles, tome 1 des œuvres complètes.

Anatomie d'un dandy

100 LIVRES-CLÉS DE LA LITTÉRATURE MODERNE

de Cyril Connolly.
Traduit de l'anglais
par Alain Delahaye.
Fayard, 142 p., 95 F.

Ses amis déplorant qu'il fût ligoté dans la camisole de force de sa paresse. Ses ennemis le traitaient de filou exploitant les postures les plus snobs de la littérature anglaise. Sa seconde épouse, Barbara Skelton, le portait dans son journal intime comme un intellectuel comteux et un séducteur frappé d'infantilisme.

Lui-même disait que, derrière son masque d'égotisme tranquille, il n'avait qu'emertume et ennui : « Je suis un de ceux qui souffrent et rendus creux et frivoles », ajoutait-il. Il n'espérait pas à laisser une œuvre ; c'était été une ambition de parvenu, et centenaire, de surcroît, à son sybilitisme névrotique. On aura de ce dandy la légendaire Cyril Connolly (1903-1974), qu'une petite société secrète, composée entre autres de Patrick Maurès, d'Angelo Rinaldi et de Bernard Frank, tenait avec une obstination méritoire d'imposer en France.

Dans le *Tombéau de Palfur*, son livre le plus précieux, publié en 1947 chez Robert Laffont, mais il faudra attendre plus de quarante ans pour qu'il rencontre un écho dans l'intelligentsia parisienne (1) — Cyril Connolly avoue qu'il n'aurait pas osé se rassembler pour écrire des romans : « Étant contaminé par la philosophie orientale, je suis incapable de prendre les gens au sérieux. Tous, ils semblent remplaçables, à part les quelques-uns qui emportent des fragments de nous-mêmes qui ne peuvent être remplacés. » A la limite, lui, pour qui pas, des éphémères, des esquisses, des ennuies, « une collection de tropes et de bonheurs », « quelques citations et pas mal de critiques ».

Connolly sera l'homme du fragment, l'anatomiste du dan-

dyisme, l'hédoniste qui court après les chimères du bonheur pour mieux nourrir sa mélancolie. Il sera aussi et surtout un lecteur exceptionnel, persuadé que l'homme d'un seul paragraphe de l'œuvre d'un écrivain nous renseigne, mieux que ses talons de chèques et les ragots concernant sa vie amoureuse, sur ses rêves, sa sexualité, la qualité de son travail et les auteurs dont il a subi l'influence.

On s'en convaincra en lisant *100 livres-clés de la littérature moderne*, ouvrage dans lequel Connolly, avec désinvolture et humour, nous livre quelques considérations rapides sur des œuvres où « brille l'éclat de la rébellion », des œuvres placées sous le double patronage de Flaubert, celui de *Bouvard et Pécuchet*, et de Baudelaire, celui des *Journaux intimes*, nos « deux pères déchus, ruinés, détruits ».

Dans *A Rebours*, Huysmans fait dire à Des Esseintes : « Mon Dieu ! Mon Dieu ! qu'il existe donc peu de livres qu'on puisse relire. » L'esthétique de Connolly, s'il fallait le résumer, battrait en une phrase : ce qui rend les grands écrivains du passé vivants pour nous, ce qui fait qu'on peut les relire, c'est l'étrangeté de leur monde : le désespoir de Pascal, l'emertume de La Rochefoucauld, l'ennui de Flaubert, le spleen de Baudelaire, la fièvre nihiliste de Leopardi, l'abandonisme de Proust, l'autodestruction de Fitzgerald.

« Ce sont seulement les vérités qui ont été arrachées sous la torture qui nous intéressent », écrit Cyril Connolly. Cette profession de foi émane d'un homme qui est l'élégance de nous épargner sa détresse, tout en ayant l'obligation de prêter une attention extrême à ceux qui, sous la torture, évoubrant l'inavouable tout en bravant leurs bourreaux par la seule vertu de leur style.

Roland Jaccard

(1) Lors de sa réédition chez Fayard en 1990.

Karen Blixen et ses doubles

Suite de la page 11

En 1931, alors que la ferme fait faillite qu'elle sent qu'elle va devoir rejoindre le Danemark, vaincue, Denys Finch-Hatton se tue en avion. « Pour elle, écrit son frère Thomas, c'est la défaite qui apporte la victoire, le désespoir qui crée le grand art. »

Elle écrit les *Sept contes gothiques*, devient Isak Dinesen : Isak, celui qui rit. Elle dit qu'elle a essayé de comprendre Dieu. Que pour l'aimer sincèrement, il faut aimer le changement et la plaisanterie car ce sont choses d'après son cœur. Elle n'oublie rien : « Toute ma vie, dit-elle, je me demandais si j'étais à l'origine. Elle écrit la *Femme africaine*. L'accueil des Danais est décevant. Ce sont les Américains qui accueillent Isak Dinesen. Ils sont pour elle les hôtes du *Festin de Babette*. Elle fait la cuisine, ils comprennent « quelle grande artiste [elle est] devenue au prix de dépenses plus grandes que vous ne pourriez jamais l'imaginer ».

Ses coates vibrent de sagesse et de conseils prodigués par toutes sortes de multitudes de la vie : Mira Jams, l'homme sans nez et sans oreilles, la vieille Malin ou la sorcière de la *Page blanche* qui explique l'art du conte : « Sois fidèle à l'histoire, sois éternellement et inébranlablement fidèle à l'histoire. Lorsque le conteur est fidèle, éternellement et inébranlablement, à l'histoire, c'est alors qu'en fin de compte le silence se met à parler. »

Et l'inquiète baronne de Ngor, la femme déchirée, l'aventurière casse-cou éprise d'unité, s'écrit : « Seuls deux thèmes de méditation conviennent à un homme sain d'esprit. C'est : que dois-je faire tout à l'heure, ou ce soir, ou demain ? Et l'autre : dans quelle mesure Dieu o-t-il créé le monde, la mer, et le désert, le cheval, les vents, le feu, l'ombre, le poison et le vin ? » Elle donne aussi, à travers Mira Jams, qui s'adresse au vieux Juif Marcus Cocca, ce conseil : « Sois plusieurs personnes. Renonce à être un seul et même homme toujours. Tu as trop

enduré pour Marcus Cocca, si bien qu'en vérité tu as été son esclave et son prisonnier. Si tous les hommes sur terre ne se contentaient pas d'être une seule personne, tous auraient le cœur plus léger. Ils s'amuseraient un peu. »

Les trois formes de joie parfaite

Elle est plusieurs personnages désormais. La baronne Blixen et Isak Dinesen, une Don Quichotte femme et Pellegrina Leon, la cantatrice qui a perdu sa voix. Elle écrit, elle accepte maladie et solitude, et même l'âge, mais plus mal. Elle pense que les trois formes de joie parfaite de la vie sont premièrement la disparition de la douleur, deuxièmement la sensation d'avoir un trop-plein d'énergie et troisièmement le sentiment d'accomplir son destin.

Porteuse de joie, elle reste la proie de l'angoisse. Comme beaucoup de ses « marionnettes », elle reste saumée à la tentation de faire de la vie de ceux qui l'entourent, surtout s'ils sont poètes, son œuvre. C'est ce qui lui arrive avec le jeune écrivain Thorkild Bjornvig, en 1949. Elle veut faire de lui un autre Rilke, il échappe à son emprise. Elle se souvient que ses tentatives de transmission sont à chaque fois une façon de douter de son œuvre à elle.

De cette passion tragique pour Bjornvig naissent des histoires splendides comme *Echos* ou *L'histoire immortelle*. Dans *Echos*, l'enfant à qui la diva veut apprendre à chanter, d'abord éperdu de reconnaissance, se révolte et l'accuse de vouloir boire son sang. Elle le maudit : « Tu seras empoisonné par ton âme. »

Karen Blixen ne sera jamais sage. Elle est pourtant traversée par la sagesse de tous les temps, de tous les hommes. Il y a dans *Plonger* des phrases d'une douceur absolue, ainsi ce dialogue magique des poissons : « Les poissons sont des créatures en accord parfait avec le plan de Dieu. Ils n'ont pas de mains, il leur est impos-

de rien construire, aussi sont-ils dépourvus de la vaine ambition de modifier quel que ce soit et leurs espoirs ne sont pas déçus. Leur changement de place ne laisse jamais derrière lui ce que les hommes appellent trace, phénomène qui, en réalité, n'est pas un phénomène mais une illusion. » On peut très bien flotter sans espoir et même on flotte mieux. Hommage aux poissons qui rappelle les lignes consacrées au coquillage que laisse le marin de *L'histoire immortelle*, lui qui jamais ne racontera son histoire.

En 1962, Karen Blixen meurt. Elle a beaucoup navigué, et réconcilié désir et expérience dans d'innombrables histoires souvent difficiles, qui ne révèlent pas leur couleur à première lecture, mais laissent toujours dans leur sillage ce silence qui se met à parler.

A tous ceux qui douteraient de l'efficacité moderne de ses histoires, on peut offrir ce conseil des *Réveurs* : « Si tu veux dormir la nuit, ne pense pas à des montous. Pense plutôt à un puits profond. Au fond de ce puits, bien au centre, une source jaillit, qui lance en tous sens des ruisseaux minuscules comme une étoile ses rayons. Si tu parviens à forcer tes pensées à couler avec l'eau, non dans une seule direction, mais dans toutes également, tu l'endormiras. »

Faites l'expérience.

Geneviève Brisac

■ Bibliographie. — Parmi les livres de Karen Blixen : *Sept contes gothiques* (Stack), *Bibliothèque cosmopolite* ; *La Femme africaine* (Folio) ; *Gallimard*, n° 1 037 ; *Le Dîner de Babette*, *Comtes d'hiver*, *Nouveaux Contes d'hiver* (Gallimard, coll. « Biblos », n° 6 312) ; *Hannah Arendt, Vies politiques*, pour un splendide cecai Isak Oinceen (Gallimard, Coll. « Tel », n° 112).

Cet ouvrage est disponible à 250 F
 Passez commande à Jean Mayer Librairie F.O.
 198, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

ÉCONOMIE

Bruxelles calme le jeu monétaire

La Commission fait discrètement appel au sang-froid des Douze pour défendre le SME et l'Union économique et monétaire

BILLET

Des cadeaux pour l'automne?

En répartissant le surplus du grand emprunt d'Etat, M. Balladur s'est nouveau fait un geste conséquent en faveur des entreprises. Le remboursement immédiat de la créance de TVA pour un grand nombre d'entreprises soulagera immédiatement des trésoreries affaiblies par la récession et la faible demande. Sans surprise, le patronat s'est immédiatement félicité de la mesure qui ne « peut que renforcer la confiance des chefs d'entreprise dans le redressement de l'économie ». La CNPF et la CGPME ont dû être d'autant plus heureux que le remboursement s'applique à tous les secteurs, et non seulement à ceux qui souffrent le plus.

La répétition de l'emprunt de 50 milliards en aucun cas à un plan de relance. Le gouvernement a d'ailleurs insisté sur ce point, rappelant que ces recettes exceptionnelles de l'emprunt Balladur devaient être consacrées au désendettement et à l'emploi, et non à une stimulation de l'activité. Il évite ainsi de se voir reprocher d'effectuer les recettes des privatisations à des dépenses courantes.

Malgré tout, ce geste en faveur des entreprises n'est pas forcément du meilleur effet, alors que les particuliers voient leur revenu amputé pour la première fois en juillet de la deuxième tranche de la CSG (cotisation sociale généralisée). De nombreux épéclétes considèrent que la morosité du climat et la longueur de la consommation rendent urgente une action en faveur des ménages. En annonçant un relèvement exceptionnel de l'allocation de rentrée scolaire – au coût relativement élevé pour l'Etat – M. Balladur a voulu montrer qu'il n'oubliait pas les ménages. Mais ces derniers devront patienter jusqu'à la rentrée pour savoir s'ils bénéficieront eux aussi de mesures fiscales.

Conscient de ces attentes, M. Sarkozy a laissé entendre, au journal télévisé de France 2, des heures de l'impôt pour la rentrée. M. Balladur s'était déjà prononcé en faveur d'une simplification du barème de l'impôt sur le revenu. Le ministre du budget, lui, a été plus précis en affirmant que la réduction du nombre de tranches permettrait d'alléger l'impôt sur le revenu et l'ensemble de nos compatriotes et notamment sur les classes moyennes. Reste que l'impôt sur le revenu n'est payé que par la moitié des ménages, les plus modestes en étant exemptés. Réponse en septembre.

FRANÇOISE LAZARE

L'affectation du surplus de l'emprunt Balladur

Le gouvernement a décidé, mercredi 28 juillet, l'affectation des 70 milliards de francs supplémentaires dégagés par l'emprunt Balladur.

La moitié, soit 35 milliards, sera consacrée à la suppression quasi totale du décalage d'un mois du remboursement par l'Etat de la TVA aux entreprises. Quelque 2,4 millions d'entreprises verront ainsi leur créance remboursée. Par ailleurs, 15 milliards de francs seront décaissés au profit des collectivités locales, dont 8 milliards qui seront consacrés à des prêts bonifiés pour la rénovation des établissements scolaires (lycées et collèges) et l'amélioration de leur sécurité; 7 milliards serviront à financer la formation professionnelle et la formation des jeunes.

Les 20 milliards restants seront mis en réserve pour le budget 1994.

BRUXELLES (Communauté européenne)

Discret, mais compte tenu de l'enjeu – la survie du système monétaire européen (SME) – certainement pas inerte; la Commission européenne, si elle ne se trouve pas en première ligne dans la bataille en cours sur les marchés des changes, suit bien sûr les événements de très près et se sert de son influence pour calmer le jeu et rappeler aux uns et aux autres l'importance essentielle de la stabilité des changes pour le bon fonctionnement du marché unique.

La mise en condition psychologique à laquelle s'emploie une large partie de la presse britannique, expliquant, jour après jour, que le SME est devenu intenable, que sauf baisse substantielle de ses taux, par le Bundesbank (hausse dont le montant minimum est précisé avec beaucoup d'aplomb), le franc devra quitter le mécanisme de change, loin de passer inaperçue à Bruxelles, y est considérée comme dangereuse car accentuant de manière artificielle certaines tendances du marché.

Invitation au sang-froid

Pourquoi les journaux de la City jettent-ils ainsi de l'huile sur le feu? Les explications avancées ou s'embarassent pas de précautions diplomatiques: culture financière anglo-saxonne plutôt favorable à la flexibilité des taux de change, désir de revanche après la sortie contrainte de la livre sterling du SME, en septembre dernier, encore ressentie aujourd'hui comme un épisode extrêmement pénible, d'autant plus que le franc, lui aussi ébranlé, n'a pas eu alors à subir le même sort. Agacement devient l'alliance franco-allemande, concrétisée par un ferme soutien du franc par le Bundesbank, soutien qui aurait été davantage compté à la livre. Et puis, plus prosaïquement, volonté de saisir

Après la réunion de la Bundesbank

Le franc toujours faible sur les marchés financiers

Pour sa dernière réunion, jeudi 29 juillet, avant les vacances estivales, le conseil central de la Bundesbank a réduit les taux d'intérêt allemands en ramenant le taux Lombard de 8,25 % à 7,75 %.

Les marchés financiers persistent en être convaincus. Un indice apparaît de bon augure: mercredi, la Bundesbank a diminué de 0,20 point son taux des prises en pension à quatorze jours, de 7,15 % à 6,95 %, soit bien davantage que ce qu'espéraient les plus optimistes des opérateurs. Dans ces conditions, le marché jouait quasi inévitablement une baisse des taux directs et, notamment, du taux Lombard.

Ce dernier avait été ramené de

une occasion: la place de Londres est le plus gros marché mondial de devises et n'éprouve aucun état d'âme à se faire de l'argent sur le dos du SME.

« La thèse du complot est trop réductrice. Il n'y a pas de décision politique d'ouvrir la peau du SME », admet-on à Bruxelles. Mais il est vrai qu'en faisant monter la pression, les analystes du marché et leurs commentateurs privilégiés font paraître bien anodins les propos rassurants du type de ceux entendus lors du sommet franco-anglais de lundi 26 juillet sur l'atteinte du gouvernement de John Major à la stabilité des changes et à la recherche d'une meilleure convergence des économies (le Monde du 28 juillet). Les autorités de Londres sont probablement favorables au bon fonctionnement du marché unique, lequel requiert des changes stables, mais aujourd'hui, tout simplement, le ton est davantage donné par la ligne éditoriale du Financial Times et par ceux, nombreux, qui le soutiennent, que par les pâles déclarations du gouvernement.

Face à cette campagne d'intoxication, les responsables bruxellois, dans les messages qu'ils diffusent avec une prudence de Sioux, invitent d'abord au sang-froid. La coopération franco-allemande, en-dehors d'épisodes subalternes (telle la gaffe d'Edmond Alphandery au sujet du sommet économique et financier franco-allemand) est présentée comme « excellente, meilleure que jamais », même si un autre interlocuteur admet que « le fil entre Kinkel et Juppé ne passe pas toujours aussi bien qu'il le faudrait ».

Bref, à Bruxelles, personne ne semble mettre en doute la détermination de l'Allemagne à défendre sans barguigner la parité du franc ainsi que les autres monnaies du noyau dur du SME. Comment? D'ailleurs, la Bundesbank a annoncé jeudi une nouvelle baisse des taux. « Le Bundesbank prend ses décisions en tenant compte d'un contexte économique essentiellement allemand, mais aussi du SME. Les Allemands ont besoin des autres. Ils se rendent compte qu'ils ont

exporté de la récession chez leurs partenaires, mais aussi que, la demande s'y étant de ce fait contractée, ils en subissent le contre-coup », remarque un fonctionnaire. Cependant, on observe chez les experts de la Commission ou des États membres, agacés par



les déclarations péremptoires des Anglais (le SME craque, la Bundesbank flanche...), un souci évident de ne pas suggérer qu'une quelconque pression est exercée sur le Bundesbank.

Cette préoccupation de ne pas braquer les « sages » de Francfort conduit certains de nos interlocuteurs à laisser entendre, qu'après tout, rien n'aurait été perdu si, jeudi, la Bundesbank n'avait pas accompli le geste qu'on attend d'elle; que le SME pourrait vivre quelques semaines – et sans doute aussi nos PME – avec des taux à très court terme élevés. On rappelle alors que les taux à long terme français et allemands sont moins élevés que ceux anglais, que le prix du pétrole, facteur important parmi les coûts de production, est plus bas qu'il n'a jamais été.

Et puis, on indique surtout qu'en cas d'affrontement, le mar-

ché et la spéculation se cassent les dents parce que les banques centrales concernées par la survie du SME mettront leur réserve dans la balance. Le rôle de la Bundesbank coïncidera alors à émettre des marks sur le marché, pouvant si elle le souhaite le faire



de façon illimitée. Reconnaitra-t-elle à pratiquer une stratégie de défense aussi radicale? En l'occurrence, à Bruxelles, on se dit convaincu du contraire. Soucieux, une fois de plus, de ne pas interférer de manière inopportune, les experts bruxellois présentent leurs mots, mais font cependant remarquer que la création excessive de liquidités et le risque d'inflation pouvant découler d'un tel contre-feu ne représentent qu'un inconvénient très temporaire. L'expérience de l'autisme passé l'a encore montré, une fois la spéculation s'enfoncée, les devises mises sur le marché par les banques centrales « tombent pour l'essentiel récupérées » et les liquidités balayées ainsi d'éponge.

La catastrophe de l'éclatement

Pleident dans le même sens – en faveur d'une action déterminée de la Bundesbank – des raisons propres aux Allemands. Une dévaluation du franc français (c'est vrai, bien sûr, aussi du franc belge, du florin ou de la couronne danoise), que ne justifie pas l'inflation ou un déséquilibre du commerce extérieur, aurait pour effet de renforcer de façon artificielle la compétitivité des produits français, belges... sur le marché allemand, et apparaît donc comme un frein à la reprise de la croissance outre-Rhin. Sans compter que l'instabilité monétaire – qui accroît les incertitudes – est en elle-même de nature à retarder la reprise. Et c'est le modèle allemand, dix ans de pédagogie anti-inflationniste, de plaider pour des banques centrales indépendantes des gouvernements, que les essais de la

SOCIAL

Les négociations sur la convention médicale

Mme Veil somme les partenaires de trouver un accord en septembre

« Pour la première fois, un accord a été octroyé sur le principe de références médicales pour arriver à une maîtrise médicalisée des dépenses de santé mais ce ne suffit pas du tout pour que l'on puisse réaliser le plan d'économies souhaité par le gouvernement », a affirmé, jeudi 29 juillet, sur RTL, Simone Veil qui réagissait ainsi à la suspension, la veille, des négociations entre les syndicats médicaux et les caisses d'assurance-maladie (le Monde du 28 juillet).

Le ministre des affaires sociales a rappelé qu'il fallait « absolument que, dans le courant du mois

de septembre, il y ait un accord » pour que, le cas échéant, « le gouvernement soit dans les délais pour saisir le Parlement ou trouver un dispositif qui permette de réaliser ces économies pour 1994 et faire les réformes indispensables ». Mme Veil a également indiqué qu'elle essaierait, le semaine prochaine, « de faire le point » avec les syndicats médicaux. « Le gouvernement est tout à fait décidé », a ajouté le ministre. « On a demandé un grand effort aux consommateurs, on ne peut plus ne pas faire cette réforme » du côté des praticiens.

Quatre organisations syndicales signent l'accord sur l'assurance-chômage. – Les confédérations CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC ainsi que le CNPF et la CGPME ont officiellement ratifié, mercredi 28 juillet, deux protocoles d'accord sur l'assurance-chômage. Le premier, conclu entre les partenaires sociaux, est constitué d'un avenant

ETRANGER

Le président de Volkswagen assure M. Lopez de son soutien inconditionnel

Le président de Volkswagen, le Dr. Ferdinand Piëch, a assuré mercredi à Madrid, au cours d'une rencontre avec le président du gouvernement espagnol, Felipe González, son soutien inconditionnel à la politique économique menée par ce dernier. Piëch a également souligné l'importance de la coopération entre l'industrie allemande et espagnole pour stimuler la croissance et créer des emplois.

Le président de Volkswagen, le Dr. Ferdinand Piëch, a assuré mercredi à Madrid, au cours d'une rencontre avec le président du gouvernement espagnol, Felipe González, son soutien inconditionnel à la politique économique menée par ce dernier. Piëch a également souligné l'importance de la coopération entre l'industrie allemande et espagnole pour stimuler la croissance et créer des emplois.

TRANSPORTS

Bernard Chenevez est nommé directeur du Port autonome de Paris

Le président du Port autonome de Paris, Bernard Chenevez, a été nommé directeur du Port autonome de Paris. Il succède à Jean-Pierre Lecoq, qui a quitté ses fonctions pour rejoindre la ville de Paris.

Le président du Port autonome de Paris, Bernard Chenevez, a été nommé directeur du Port autonome de Paris. Il succède à Jean-Pierre Lecoq, qui a quitté ses fonctions pour rejoindre la ville de Paris.

EN BREF

Plus de 300 viticulteurs manifestent à Narbonne. – Plus de 300 viticulteurs ont manifesté mercredi 28 juillet, à Narbonne, à l'appel notamment de la Fédération générale des viticulteurs du Midi, pour dénoncer la hausse des taxes sur le vin et le sucre. Les manifestants ont organisé une opération « viticulture gratuite » sur l'autoroute N101, et ont prévu des viticulteurs « anti-pesticides ».

Le ministre de l'Intérieur, Jean-François Léonard, a annoncé que le gouvernement envisageait de créer un nouveau ministère de la Sécurité intérieure, regroupant les compétences actuelles des ministères de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense.

Le ministre de l'Intérieur, Jean-François Léonard, a annoncé que le gouvernement envisageait de créer un nouveau ministère de la Sécurité intérieure, regroupant les compétences actuelles des ministères de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense.

INDUSTRIE

Vent de

Le ministre de l'Industrie, Jean-François Léonard, a annoncé que le gouvernement envisageait de créer un nouveau ministère de la Sécurité intérieure, regroupant les compétences actuelles des ministères de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense.

Le ministre de l'Industrie, Jean-François Léonard, a annoncé que le gouvernement envisageait de créer un nouveau ministère de la Sécurité intérieure, regroupant les compétences actuelles des ministères de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense.

Le ministre de l'Industrie, Jean-François Léonard, a annoncé que le gouvernement envisageait de créer un nouveau ministère de la Sécurité intérieure, regroupant les compétences actuelles des ministères de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense.

Le ministre de l'Industrie, Jean-François Léonard, a annoncé que le gouvernement envisageait de créer un nouveau ministère de la Sécurité intérieure, regroupant les compétences actuelles des ministères de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense.

POINT DE VUE

Le ministre de l'Industrie, Jean-François Léonard, a annoncé que le gouvernement envisageait de créer un nouveau ministère de la Sécurité intérieure, regroupant les compétences actuelles des ministères de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense.

Le ministre de l'Industrie, Jean-François Léonard, a annoncé que le gouvernement envisageait de créer un nouveau ministère de la Sécurité intérieure, regroupant les compétences actuelles des ministères de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense.

Le ministre de l'Industrie, Jean-François Léonard, a annoncé que le gouvernement envisageait de créer un nouveau ministère de la Sécurité intérieure, regroupant les compétences actuelles des ministères de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense.

ÉCONOMIE

Dans l'attente de sa privatisation

Vent de force 10 sur la Compagnie générale maritime

ÉTRANGER

Lors d'une conférence de presse

Le président de Volkswagen assure M. Lopez de son soutien inconditionnel

José Ignacio Lopez, « l'homme tranquille », Ferdinand Piëch, président du directoire de Volkswagen, a réitéré, lors d'une conférence de presse, mercredi 28 juillet, son soutien inconditionnel à son nouveau directeur des achats, transfuge de General Motors, soupçonné par son ancien employeur d'avoir quitté le groupe avec des informations hautement confidentielles.

Interrogé sur l'évolution possible de la procédure engagée par le parquet de Darmstadt à la demande d'Opel, la filiale allemande de General Motors, M. Piëch a déclaré que son collaborateur, un spécialiste de la réduction des coûts, détaché à prix d'or, continuerait de bénéficier du soutien de la direction de VW, même si M. Lopez et ses collaborateurs étaient mis en accusation. Tout en appelant les dirigeants de GM et de sa filiale Opel à revenir à des pratiques « loyales » dans cette confrontation, M. Piëch a déclaré « ne pas douter pour l'instant d'une issue pacifique » à ce conflit. « Nous luttons avec les moyens légaux, avec loyauté et sur le marché », a dit M. Piëch.

TRANSPORTS

Bernard Chenevez est nommé directeur du Port autonome de Paris

Sur proposition de Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, Bernard Chenevez a été nommé, mercredi 28 juillet, en conseil des ministres, directeur du Port autonome de Paris en remplacement de Bruno Grange.

Àgé de quarante-cinq ans, Bernard Chenevez est ingénieur en chef des Ponts et Chaussées. Depuis 1981, il occupe les fonctions de directeur départemental de l'équipement dans les Pyrénées-Orientales, après avoir occupé les mêmes responsabilités en Lorraine (1984-1987) et en Haute-Savoie (1987-1989).

EN BREF

Plus de 300 vitiiculteurs manifestent à Narbonne. Plus de trois cents vitiiculteurs se sont réunis, mercredi 28 juillet, à Narbonne, à l'appel notamment de la Confédération générale des vitiiculteurs du Midi, pour débattre de la crise viticole qui se manifeste par un effondrement du marché, avant d'organiser une opération « péage gratuit » sur l'autoroute A61. « Il s'agit d'un premier avènement », ont prévenu les vitiiculteurs. Le rassemblement a été interrompu par un camion immatriculé en Haute-Garonne transportant des citrons et des avocats d'Espagne. Les vitiiculteurs ont déversé la cargaison sur la chaussée avant d'y mettre le feu. « Par solidarité », ont-ils dit, avec d'autres agriculteurs qui avaient manifesté 48 heures plus tôt à Toulouse (le Monde du 29 juillet).

Démarrage de la centrale nucléaire de Daya-Bay, en Chine. La première tranche (1 000 mégawatts) de la centrale nucléaire de Daya-Bay – la plus importante – située dans la province du Guangdong, dans le sud de la Chine, a commencé à produire de l'électricité, mercredi 28 juillet, a annoncé Framatome, le constructeur français de la centrale. Le raccordement de la centrale au réseau électrique chinois, précise Framatome, s'effectuera « avant la fin de l'année 1993 », six mois avant la mise en service de la seconde tranche de la centrale.

Précision. – Dans l'article intitulé « L'apprentissage du cycle récession-prise » (le Monde du 28 juillet), l'hypothèse évoquée pour la France d'une « baisse d'environ 2 % de l'activité en 1993 » n'est pas, contrairement à ce que pouvait laisser croire le texte, celle de l'INSEE mais celle de certains experts du secteur privé. L'institut national prévoit pour 1993, dans sa série de conjoncture du 8 juillet, un recul de 0,7 % du PIB (produit intérieur brut) total et de 1,2 % du PIB marchand.

INDUSTRIE

Le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, Bernard Bosson, devait recevoir, vendredi 30 juillet, les responsables syndicaux de la Compagnie générale maritime (CGM), qui craignent, à l'occasion de sa privatisation, le démantèlement du groupe maritime public. Le déficit de la CGM est considérable et son président, Eric Guily, a engagé le groupe dans un plan de redressement drastique.

Du lancement de la décentralisation aux côtés de Gaston Deferré au début des années 80 jusqu'au transport interocéanique par navires porte-conteneurs en passant par le groupe Chargeurs puis par la direction d'Antares 2, Eric Guily, ancien major de l'ENA, a déjà accompli à quarante et une ans une carrière diversifiée empruntant autant à la haute fonction publique qu'à la gestion des entreprises. Depuis le 15 juillet 1992, il préside le groupe public Compagnie générale maritime (CGM) dont la situation financière est des plus délicates et qui a été inscrit par le gouvernement Beladur sur la liste des entreprises privatisables.

En succédant il y a un an à Claude Abraham, Eric Guily savait que la CGM se trouvait en face d'un passif très lourd, que la conjoncture maritime mondiale n'était pas porteuse pour les armateurs occidentaux malmenés par leurs concurrents asiatiques, et qu'une vigoureuse politique de redressement s'imposait. Mais il ne pensait pas que la situation des comptes était à ce point déteriorée.

La fin de 1992 et le début de 1993 ont apporté dans cet environnement déjà plus que maussade leur lot de nouveaux annués : accentuation du

marasme économique, dépression des taux de fret, crise d'exportation de la banane des Antilles, concurrence sauvage sur plusieurs destinations de la part d'armements russes. Du coup, le plan de redressement dressé en octobre 1992 a non seulement dû être appliqué sans relâche, mais la présidence a été contrainte de le renforcer, mois après mois. La programmation des suppressions de postes d'agents sédentaires sera d'ailleurs plus importante que prévu puisqu'elle concernera, entre fin 1992 et fin 1994, quelques 555 emplois.

Les engagements pris par la direction de la CGM il y a un an et les aides financières de l'Etat (qui en sont la contrepartie) auront d'un côté comme de l'autre été tenus : mise en place d'un plan de filialisation et de partenariat (c'est-à-dire un début de privatisation) en sept entités couvrant aussi bien le traitement informatique des données, le regroupement des agences portuaires ou l'exploitation des lignes, vente d'actifs non maritimes et non stratégiques (entrepôts frigorifiques, immeubles notamment), réductions d'emplois et dotation publique, versée en trois « étapes », de 780 millions de francs.

Menée sans coup férir, ces opérations chirurgicales n'ont cependant pas suffi. « L'objectif officiel du retour à l'équilibre des comptes à la fin de 1994 est toujours, aujourd'hui, le mot d'ordre, et le nouveau gouvernement ne l'a pas remis en cause. Mais lorsqu'on l'avait annoncé il y a un an, personne ne pensait que les difficultés de l'environnement international seraient si grandes et si durables. C'est pourquoi il faut accélérer les mesures de réduction des coûts. On ne pourra faire que quelques éléments enco-

ragants : hausse du dollar, donc de nos recettes internationales, et léger redressement escompté des taux de fret sur certaines lignes importantes pour nous, par exemple l'Extrême-Orient où nous sommes associés avec la hollandaise Nedlloyd et le malaisien MISC », analyse Eric Guily.

Le pavillon des Kerguelen

Sauf miracle ou catastrophe, le président de la CGM table sur un déficit prévisionnel en 1993 de 400 à 450 millions de francs, « soit plus que prévu ». Mais moins toutefois qu'en 1992 : 733 millions de perte consolidée pour un chiffre d'affaires de 7,4 milliards. L'objectif sera donc quasi impossible à atteindre l'an prochain, mais l'essentiel, indique-t-on dans l'entourage de Bernard Bosson, est que le plan de redressement continue à être appliqué.

Dans l'immédiat la stratégie d'Eric Guily est orientée dans trois directions :
• La poursuite de la politique de désengagement, au coup par coup, selon les opportunités, d'actifs qui n'ont pas d'intérêt maritime immédiat. Depuis un an ces ventes ont rapporté 420 millions de francs à la trésorerie du groupe qui escompte, dans les dix-huit mois qui viennent, continuer à vendre des participations ou des filiales (et pourquoi pas une affaire de négociation de bananes en Allemagne ?) pour 420 autres millions.

La réduction des coûts de gestion de la flotte de cargos de l'entreprise. La flotte sous pavillon national a été réduite de 23 à 19 cargos, non sans mouvements sociaux parmi les équipages. D'autant que la CGM vient d'être autorisée par Bernard Bosson à aborder le pavillon plus éco-

nomique des Kerguelen, c'est-à-dire à utiliser, si elle le souhaite, à bord de certains de ses navires, des marins étrangers, en l'occurrence vietnamiens ou polonais (1). Pour les syndicats de marins et d'officiers, c'est la fin d'une époque et le déboulonnage d'un tabou juridique qui, il y a vingt ans, avait conduit au désarmement, dans le détroit de la Manche, du paquebot France, au Havre. Jean-Yves Legouas, administrateur élu du personnel (CFDT), est en tout cas formel : « Si Bernard Bosson n'admet pas qu'il puisse y avoir sur les navires CGM des équipages 100 % français et s'il ne propose pas un plan social aussi avantageux que celui des dockers, il y aura un grave conflit à la rentrée ».

Ce nouveau régime d'armement, qui progressivement s'étend à l'ensemble de la flotte française (sauf pour les transports de passagers) et auquel ont recouru la quasi-totalité des grands armateurs occidentaux, se traduira par le départ de quelque 200 postes de travail supplémentaires et par une économie de 50 millions. Mais il n'est pas question, confirme-t-on aussi bien dans l'entourage du ministre qu'à la direction de la CGM, de l'introduire pour l'heure sur les lignes de Corée et d'Afrique du Nord, qui, mises à part les encoches avec les dockers de Marseille, touchent bien. Un nouveau paquebot-ferry destiné à remplacer le Napoléon va d'ailleurs prochainement être commandé par la Société nationale Corse-Méditerranée.

La recherche de partenaire. C'est le dossier le plus « politique ». Le gouvernement ne paraît pas particulièrement pressé de mettre en vente une société dont l'acheteur ou le partenaire privilégié devra prendre à sa charge un passif très lourd, tandis

que l'Etat ne pourra raisonnablement escompter empocher beaucoup d'argent de la cession. Il est d'ailleurs quasiment impossible, étant donné l'endettement et le déficit de la CGM, d'en évaluer aujourd'hui la valeur. D'autant que le gouvernement Balladur a, par rapport à son prédécesseur, sensiblement modifié la philosophie de la privatisation du groupe. Il est favorable à un partenariat ou à une vente globale (2) plutôt qu'à des « regroupements-associations » à géométrie variable, ou encore à ce que certains ont appelé des « ventes par appartements ».

Le seul armateur qui, à ce jour, a fait connaître son intérêt pour la CGM est le groupe Bolloré qui avait déjà, il y a trois ans, mis la main sur Delfines-Vieljeux. Mais la branche maritime de Bolloré est elle-même en déficit. Le gouvernement a exprimé le vœu que l'on aboutisse à une solution française qui ne braderait pas les intérêts de l'Etat dans la CGM. En ce milieu d'été, même si la CGM n'est pas sur la liste des quatre premières entreprises privatisables, Bernard Bosson commence à « manifester de l'impatience de n'avoir été saisi officiellement d'aucun schéma de rapprochement et de l'agacement de voir les protagonistes jouer au chat et à la souris ».

FRANÇOIS GROSCHARD

(1) Le décret et l'arrêté devraient paraître incessamment au Journal officiel. Sous le statut d'immatriculation des Kerguelen, le coût d'exploitation des navires, y compris l'allocation des charges sociales remboursées par l'Etat, peut être réduit de moitié par rapport au pavillon métropolitain.

(2) Selon la procédure de la vente de gré à gré – comme pour la cession de la Banque Paribas – et non selon la procédure de l'offre publique de vente (OPV).

COMMUNICATION

POINT DE VUE

Les nouveaux chemins du pluralisme

par Jean Martin

A chaque prise de contrôle d'un journal par le groupe Hersant, il est de bon ton de manifester que l'émotion, qui une indignation, voire d'engager une poursuite. Le rachat des Dernières Nouvelles d'Alsace n'a pas échappé à la tradition. Après plus de vingt années d'une telle routine, émaillée de romanesques procédures, de promesses politiques non tenues, de réformes légales avortées ou bafouées, il est temps que le doute finisse par s'emparer des esprits. La recherche de nouvelles solutions s'impose pour que, tabous et chimères balayés, devienne une réalité consacrée. Plus de concentration pourrit paradoxalement y contribuer. Aujourd'hui, il importe probablement moins de se demander si le groupe Hersant est une nouvelle fois « en avance » d'une loi que de savoir si nous sommes en retard d'un système de garantie du pluralisme.

L'approche classique du pluralisme par l'entreprise et le droit de la concurrence est un échec. C'est le cas en France qui, depuis trente ans, se donne en spectacle : chaque loi sera contournée, violée, puis changée pour régulariser. C'est ainsi que depuis 1985 une loi fixe à 30 % le seuil autorisé de la concentration des quotidiens. Cette disposition n'a été insérée qu'après que le Conseil constitutionnel eut censuré la première version de la loi qui ne prévoyait aucun dispositif de protection du pluralisme. Avec, ou avant, la prise de contrôle des DNA, le seul ait-il dépassé, se demande-t-on ? Mais n'est-ce pas plutôt la bataille qui est dépassée ?

Dans aucun pays les systèmes légaux n'ont bien fonctionné. Plus fermes, ils sont bafoués : les Italiens ont adopté une loi qui a contraint Silvio Berlusconi à se séparer d'Il Giornale, euseit réchut... par son frère. Plus réguliers, ils sont perméables. Rupert Murdoch a été contraint de se séparer du New-York Post lors du rachat d'un réseau de télévision à New-York. Mais le FCC, autorité de régulation aux Etats-Unis, ne l'autorise-t-elle pas à en reprendre le contrôle... pour le sauver ?

N'est-ce donc pas le principe même des dispositifs anticoncentration qui est en cause ? Fondés sur le droit de la concurrence et les règles du marché, comment pourraient-ils appréhender la valeur et les objectifs attachés au pluralisme ? La limite du système est là : les seuls critères économiques et quantitatifs sont inopérants. Le pluralisme culturel et de l'information ne peut se confondre avec des parts de marché.

Des protections indispensables

Il n'appartient aucune réponse lorsque les journaux, comme c'est souvent le cas en province, sont en position de monopole. L'existence de radios ou de télévisions locales s'est révélée impuissante à rétablir le pluralisme. Qu'en sera-t-il en cas de privatisation des stations régionales de France 3 ? La presse, qui ne peut en être absente, jouera un rôle principal, mais avec quelle garantie pour le pluralisme dans ce cas de monopole accru ? Aucune réponse n'est plus lorsque le média est intégré dans un empire industriel ou financier dont les intérêts autres que ceux de l'information peuvent être plus grands et donc influencer les choix informationnels.

Les limites de nos systèmes sont de plus en plus patentes et pesantes. Si le droit est dépassé

par le droit et par les faits, si les règles sur la concentration n'apportent pas de réponse effective et que, de plus, elles sont susceptibles de faire obstacle au développement nécessaire des groupes de communication, n'est-il pas temps d'en prendre acte et de rechercher d'autres voies ? Le temps presse avant que les grandes manœuvres ne se déploient et que les situations ne soient acquies, aux niveaux européen et international.

La diversité des situations appelle une pluralité et une modulation des moyens. Les dispositifs anticoncentration ne doivent pas être abandonnés, malgré leur insuffisance. Il n'est pas question d'abandonner par avance le groupe Hersant. Toutefois, ils ne sont qu'un procédé parmi d'autres. La modernisation du dispositif français est indispensable et devrait s'inspirer des modèles anglosaxons : un système de régulation doit se substituer au trop rigide et perilleux système de réglementation. Un principe devrait être clairement posé : la concentration ne peut être autorisée qu'en contrepartie d'obligations de pluralisme.

Certains dispositifs, notamment ceux qui sont destinés à associer le public à la pluralité des membres d'une communauté, sont parfois regardés comme contribuant au pluralisme et à l'indépendance. Certaines expériences dans la presse française et étrangère, pour les canaux locaux du câble, s'inscrivent dans cette perspective. Ils pourraient être encouragés.

L'adaptation du régime des aides publiques destinées à favoriser la pluralité des titres impose une réforme. Qui croit encore à une différence entre le Figaro et l'Aurore ? Pes même la direction qui présente les vœux de la rédaction du Figaro aux lecteurs de

l'Aurore, en oubliant de changer le nom du journal. La fusion, plus ou moins complète, des rédactions de divers journaux du groupe Hersant, au Havre, à Lille ou à Lyon suffit pour s'en convaincre. Par ailleurs, appartient-il à l'Etat de subventionner les journaux à la presse ?

La distribution de l'aide directe à la presse a d'ailleurs marqué des évolutions. Les règles de l'égalité et de la neutralité sont sages mais sommaires. Le pluralisme impose d'être sélectif. Il est positif de constater que les derniers gouvernements, et tout récemment encore, n'ont pas hésité à franchir le pas et à bousculer ces tabous. Si une telle voie n'est pas à l'abri du fait du prince, les garanties peuvent être parfaitement trouvées : les comités de ages et autres institutions de régulation font l'affaire dans bien d'autres domaines, ou moins aussi sensibles pour les libérés, par exemple la génétique. Pourquoi devrait-on être moins décidé à la confiance de l'économique et du pluralisme qu'au carrefour de la vie et de l'espèce humaine ?

Le rôle du journaliste

Malgré la meilleure régulation ne relève-t-elle pas d'abord de celui qui est en charge de l'information, le journaliste ? Puisque l'entreprise se révèle un garant imparfait du pluralisme, pourquoi ne compter que sur elle ? Le journaliste, cet autre acteur essentiel de la liberté de l'information, n'a-t-il pas naturellement vocation à y concourir ? Encore convient-il de lui reconnaître cette responsabilité et de le doter d'un statut qui lui permette pleinement de l'assumer. Sa seule « conscience », selon l'expression de la profession, aussi

nécessaire soit-elle, est bien fragile face aux multiples dépendances qui le sollicitent, comme salarié ou comme personne privée. Des protections et garanties sont indispensables, pour lui mais surtout au nom du droit du public. Sa liberté a pour ressort sa responsabilité.

La déontologie se doit de consacrer l'une et l'autre. Loin d'être un carcan, elle peut constituer aujourd'hui la meilleure garantie de sa liberté. Mais, curieusement, la profession n'a pas encore voulu se saisir de l'outil et projeter ce qu'elle pouvait en faire pour la liberté de l'information et de la profession. Une protection adéquate et effective en serait le corollaire. Tel n'est pas le cas aujourd'hui. La clause de conscience et de cession est d'une application de plus en plus relative du fait des concentrations et de la structuration en cascade des groupes. Ce n'est d'ailleurs que le droit de partir, avec des indemnités de licenciement.

La défense du pluralisme ne peut se construire sur des restrictions au développement des entreprises de communication et des résistances à l'internationalisation. Curieuse conception du pluralisme que celle qui signifierait l'absence de la France sur la scène européenne et internationale comme acteur majeur. L'existence de grands groupes pourrait ne pas avoir pour prix la régression du pluralisme, pour autant que l'on s'impose enfin d'innover et d'exiger des contreparties. Le refus de cette logique nous plonge, hélas, plus sûrement dans la régression.

Jean Martin est avocat, chargé d'enseignement à l'université Paris-Dauphine, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

e jeu monétaire

appel au sang-froid des dirigeants économiques et monétaires



Le jeu monétaire est un jeu complexe, où les dirigeants économiques et monétaires doivent faire preuve de sang-froid et de stratégie. Les tensions monétaires actuelles sont le résultat de facteurs multiples, allant des politiques nationales aux dynamiques globales. Il est essentiel de maintenir une communication ouverte et transparente pour éviter les malentendus et les crises de confiance. Les marchés financiers sont sensibles aux annonces et aux décisions des autorités, ce qui rend leur rôle d'arbitrage encore plus crucial.

La situation économique mondiale est marquée par une incertitude croissante. Les investisseurs surveillent de près les évolutions des taux d'intérêt et des valeurs des monnaies. Une approche prudente et équilibrée est nécessaire pour naviguer dans ces eaux troubles. Les institutions financières doivent continuer à renforcer leurs mécanismes de surveillance et de gestion des risques.

En conclusion, le jeu monétaire reste un défi majeur pour les dirigeants du monde. La coopération internationale et la confiance mutuelle sont les clés pour assurer la stabilité et la croissance durables. Les prochaines semaines seront décisives pour l'avenir de notre système économique global.

VIE DES ENTREPRISES

Suite à une enquête
ouverte en septembre 1992

La COB transmet au parquet le dossier Random

La Commission des opérations de Bourse (COB) a décidé de transmettre au parquet de Nanterre le dossier Random, une entreprise de distribution informatique sur laquelle elle avait ouvert une enquête le 21 septembre 1992. Cette enquête portait principalement sur l'information comptable et financière diffusée par la société.

Le «gendarme» de la Bourse qui, à l'époque, n'avait pas précisé les motifs de l'ouverture de l'enquête, a souligné que plusieurs montages financiers menés par Random semblaient «s'être faits au détriment des actionnaires minoritaires». Selon la COB, ces agissements paraissent «susceptibles d'être appréciés au regard des dispositions visant l'abus de biens sociaux, l'abus de pouvoir et la diffusion d'informations fausses ou trompeuses».

Random avait été créé en juin 1990 une filiale, Chroma, détenue pour partie par certains dirigeants du groupe. Chroma avait été créée à la suite de la participation de Random à la vente de la filiale de la société, l'ancien Computa Center et l'ancien Computa Compnet, avant d'être reprise en octobre dernier d'une petite partie de ses activités (180 emplois sauvés sur les 750 que comptait Random avant son dépôt de bilan). Random a été coté sur le second marché jusqu'en avril 1993.

Le rachat de Medco par Merck and Co.

La distribution devient la cible des géants de la pharmacie

Les groupes de distribution pharmaceutiques sont de plus en plus courtisés. Coup sur coup, deux énormes accords ont été annoncés mercredi 28 juillet. L'américain Merck and Co, l'un des tout premiers laboratoires mondiaux, vient de mettre 6 milliards de dollars - soit une bagatelle de 35 milliards de francs - sur la table pour s'offrir le géant Medco. De leur côté, les britanniques Wellcome et Glaxo ont annoncé avoir conclu chacun une alliance au niveau mondial avec Warner-Lambert, un autre distributeur américain.

La distribution pharmaceutique est devenue le terrain de vastes batailles. Il y a quelques semaines, l'allemand Gehe prenait, à l'issue d'une bagarre boursière homérique, le contrôle du répartiteur français OCP. Une opération de concentration classique. Désormais, les grands laboratoires entrent dans le jeu, qu'ils lorgnent sur le marché promoteur de l'automédication (les médicaments vendus sans ordonnance) ou qu'ils espèrent, sous la pression des programmes nationaux de maîtrise de dépenses de santé, mieux contrôler leurs coûts en mettant la main sur les distributeurs.

Le 28 juillet, Wellcome et Glaxo, deux grands noms de la pharmacie britannique (le premier a mis au point l'AZT, utilisé dans le traitement du sida, le second a bâti son succès sur le Zantac, un anti-ulcère), ont jeté les bases d'une intégration future entre producteurs et distributeurs de médicaments, en signant chacun un accord d'alliance avec Warner-Lambert, le distributeur américain, spécialiste de l'automédication. Wellcome et Warner-Lambert envisagent de créer une société commune, baptisée Warner-Wellcome Consumer Health Products, chargée de développer et de vendre des produits

sans ordonnance et notamment une version «allégée» de l'antiviral Zovirax (1 milliard de dollars de ventes en 1992), utilisé dans le traitement de l'herpès.

Parallèlement, Glaxo forme une autre société commune avec Warner-Lambert, qui, elle, commercialisera une version soft de son anti-ulcère Zantac. Délivré sur ordonnance dans sa version classique, le Zantac est l'un des médicaments les plus vendus au monde (près de 15 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1992).

Le jour même, un autre ténor de la pharmacie, l'américain Merck

and Co, annonçait le rachat pour 35 milliards de francs de Medco, l'un des plus importants grossistes des États-Unis, qui alimente en médicaments quelque 1 500 fonds de santé (91 millions d'ordonnances par an). La transaction doit être bouclée à la fin de cette année et recevoir l'approbation des autorités fédérales ainsi que celle des actionnaires de Medco. Merck a expliqué l'intérêt de cette opération - extrêmement coûteuse - par la nécessité de contrôler au mieux les marges de la distribution.

C. M.

Les pertes se sont creusées au premier semestre

Nouvelle détérioration des résultats de Bull

Le redressement de Bull tarde à venir. Même si les mesures récemment annoncées par Bernard Pache, pdg du groupe informatique, ne sont pas encore en mesure de faire sentir leurs effets, qu'il s'agisse de l'accord conclu entre Zenith Data System et Packard Bell ou du nouveau plan de réduction des effectifs (6 500 suppressions d'emplois), la situation n'est guère encourageante. Bull a vu ses pertes se creuser au premier semestre 1993, selon un communiqué diffusé mercredi 28 juillet.

Sur les six premiers mois de l'année, la perte opérationnelle du groupe atteint 1,98 milliard de francs contre 1,68 milliard lors de la même période de l'année précédente. Le chiffre d'affaires accuse, lui aussi, le coup. A 12,5 milliards de francs, il recule de 9,4 % par rapport au premier semestre 1992.

L'activité micro-informatique est encore à l'origine de la détérioration des comptes, confirme-t-on au sein du groupe. Zenith Data Systems aurait enregistré une augmentation en volume de 30 % de ses ventes au premier semestre 1993. Cette progression est, semble-t-il, encore insuffisante pour donner à Zenith la taille critique suffisante pour résister à la guerre des prix.

Bull s'attend à une amélioration en fin d'année 1993 en raison de l'alliance passée avec Packard Bell. Reste que ces résultats tombent mal. Le groupe informatique qui négocie actuellement sa recapitalisation doit présenter un plan stratégique très attendu aux pouvoirs publics.

C. M.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

ACCORDS

Le L'IRI donne son feu vert à la cession de plusieurs unités. L'IRI (Institut pour la reconstruction industrielle) a donné son autorisation pour que le groupe sidérurgique public l'iva se scinde en deux sociétés en vue d'une privatisation d'une partie du secteur, a annoncé récemment le premier groupe italien. La scission se fera en fonction de deux pôles d'activités : d'une part les laminés des forges de Tarente (sud) et Novi Ligure (nord-ouest), et d'autre part les laminés spéciaux de Terni (centre). Cette décision fait suite aux remarques de la Commission européenne qui, le 8 juillet, a estimé que les aides accordées par l'Etat italien au groupe l'iva n'étaient pas compatibles avec les traités européens. La CEE demande une réduction de la production d'acier de l'ordre de 3 millions de tonnes. L'IRI indique que les mesures annoncées devraient répondre aux exigences de Bruxelles.

ABB remporte un contrat indien de 1 200 millions de francs. La division transports ABB du groupe helvético-suédois Asa Brown Boveri a passé un contrat de 1,2 milliard de francs avec le ministère indien des Chemins de fer. Le contrat prévoit un transfert technologique pour la construction de locomotives pour trains de passagers et de marchandises ainsi que la fourniture de trente locomotives, dont seize seront livrées finies et quatorze comme produits semi-finis. Le contrat sera largement financé par l'Asian Development Bank. Les livraisons et le transfert de technologie interviendront entre le milieu de 1995 et la fin de 1996.

INVESTISSEMENT

CarmaudMetalbox va ouvrir une filiale en Chine. Le groupe franco-britannique CarmaudMetalbox, numéro un de l'emballage en Europe (plus de 30 000 salariés dans 150 usines implantées dans 30 pays), a annoncé, mardi 27 juillet, la prochaine ouverture d'une filiale en Chine, à Guangzhou (Canton), pour la production et la vente d'emballages métalliques représentant un investissement de 200 millions de francs. Cette filiale sera une joint-venture détenue à 65 % par CarmaudMetalbox Asia Ltd, 10 % par le groupe chinois Yue King Group, et 5 % par la société de Guangzhou Economic and Technology Development District Construction Corporation. La société va construire une usine dans la zone

développement économique de Guangzhou, fabriquant des boîtes alimentaires, des boîtes de peinture. Ses clients seront les sociétés déjà implantées dans la région, comme Campbell Soup, Heinz, ICI, Nestlé, et Procter and Gamble. Il s'agit du troisième investissement en l'espace de six mois effectué dans cette région Asie Pacifique par CarmaudMetalbox.

CAPITAL

Kingfisher détient 98,23 % du capital de Darty. Le groupe de distribution britannique Kingfisher détient, directement et indirectement, 98,23 % du capital de Darty (distribution d'électroménager), à l'issue de l'offre publique d'échange (OPE) simplifiée lancée sur cette société, a annoncé mercredi 28 juillet la Société des Bourses françaises. Kingfisher avait lancé son offre publique d'échange en juin après avoir acquis la quasi-totalité du capital de la Financière Darty, propriétaire de 95,3 % de Darty.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frenet, directeur de la rédaction Jacques Ghuu, directeur de la gestion Manuel Lambert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Thomas Farnet Jacques Harrognat Philippe-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1988) Jacques Fauriol (1988-1989) André Laurence (1989-1990) André Fontaine (1990-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26 (1) 40-65-25-27 (1) 40-65-25-28

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25 (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-65-30-10

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 29 juillet ↓ Attentisme

La Bourse de Paris restait particulièrement inactive jeudi 29 juillet, dans l'attente des résultats de la réunion du conseil central de la Bundesbank. En repli de 0,39 % au début des transactions, l'indice CAC 40 s'effaçait plus, une heure plus tard, d'un retard de 0,15 %. A la mi-journée, les valeurs françaises réduisaient leurs pertes et ne perdaient plus que 0,01 %.

Au lendemain de la baisse de 7,15 % à 8,95 % des opérations de refinancement de la Bundesbank, une baisse des taux des valeurs allemandes a été observée (acompte à 8,75 % et Lombard à 8,25 %) était déjà inscrite dans les cours, selon les opérateurs parisiens.

La seule question en suspens était l'ampleur de la baisse de ces taux, et si elle se concrétiserait, d'établissait à 8,64 % contre 8,69 % mardi soir.

NEW-YORK, 28 juillet ↓ Repli

Wall Street a réagi modérément mercredi 28 juillet, principalement en raison de la publication de résultats trimestriels contrastés aux États-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a fini à 3 553,45 points, en baisse de 12,01 points, soit un repli de 0,34 %. Les échanges ont été actifs avec quelque 270 millions d'actions traitées. Le nombre de titres en baisse a légèrement dépassé celui des valeurs en hausse : 1986 contre 1 810, alors que 567 titres restaient inchangés.

L'annonce d'une hausse plus forte que prévu (3,8 % contre 1 %) des commandes de biens durables en juin aux États-Unis a initialement provoqué une remontée des taux d'intérêt à long terme, ce qui a pesé sur Wall Street. Ces taux ont toutefois reculé ensuite lorsque les opérateurs ont réalisé que la hausse des commandes était due principalement à une progression de 15,1 % dans les transports. Si on exclut ce secteur, les commandes n'ont progressé que de 0,3 %.

USX, premier groupe sidérurgique américain, et le fabricant d'ordinateurs Digital Equipment ont annoncé des résultats financiers moins bons que prévu.

LONDRES, 28 juillet ↑ Progression

Les valeurs ont été soutenues, mercredi 28 juillet, et le Stock Exchange par les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt allemands susceptibles de déclencher une diminution du loyer de l'argent dans d'autres pays d'Europe. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 4,8 points, soit 0,1 %, à 2 854,2 points. Ses gains ont été réduits en fin de séance par l'ouverture en baisse de Wall Street. Le volume des transactions s'est sensiblement accru, passant de 857,7 millions de titres échangés la veille à 870 millions.

Les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt allemands, voire britanniques, ont été alimentés par une réduction plus forte que prévu du taux de prise en pension de la Bundesbank.

Par ailleurs, tout comme la Confédération de l'industrie britannique (CBI) l'avait

la SME consécutif à l'assouplissement de la Bundesbank, les taux du marché monétaire se détendaient notablement. Le loyer de l'argent au jour le jour tendait vers les 10 % contre 10,25 % mercredi.

La tendance restait alimentée par les prises de bénéfices après le retrait du marché français lors des tensions sur les changes, dans l'espoir d'un fléchissement de la devise et d'une baisse rapide des taux d'intérêt.

En hausse, dans des volumes assez faibles, BP France (+3,88 %), CICA (+3,18 %) et Péchiney International. En repli, Olipar (-4,66 %), Sodanel (-3,04 %), Berger SA (-2,83 %).

VALEURS	COURS DU 27 juillet	COURS DU 28 juillet
Alcatel	72 1/2	72 5/8
Alstom	84 1/4	83 7/8
Banque	38 5/8	38 1/2
Chem. de France	31 3/4	31 3/4
Comp. de France	42 3/4	42 1/4
Electricité	51 1/4	51 1/4
Elf	51 1/4	51 1/4
Gen. Electric	38 1/4	37 3/4
Renault	42 1/4	41 1/4
Saatchi	42 1/4	41 1/4
Schneider	87 1/2	87 1/2
SNCF	72 1/2	72 1/2
St. Gobain	85 1/4	85 1/4
Suez	84 3/4	84 3/4
Toshiba	82 1/2	82 1/2
Unilever	129 3/4	129 3/4
Veolia	19 3/4	19 3/4
Wendel	84 3/4	84 3/4
Wendel	16 1/4	16 1/4
Wendel	22	22

VALEURS	Cours du 27 juillet	Cours du 28 juillet
Alcatel	5,82	5,88
Alstom	2,98	2,98
Banque	3,77	3,77
Chem. de France	3,14	3,14
Comp. de France	12,05	12,13
Electricité	35,48	35,48
Elf	35,48	35,48
Gen. Electric	14,97	14,97
Renault	6,76	6,72
Saatchi	6,28	6,21
Schneider	5,28	5,28

TOKYO, 29 juillet ↑ Forte hausse

La Bourse de Tokyo a débuté en forte hausse jeudi 29 juillet, l'indice Nikkei enregistrant, au terme des échanges, un gain de 627,27 points, soit 3,18 %, à 20 488,86 points. Les transactions ont porté sur quelque 350 millions d'actions contre 180 millions la veille.

«Le marché a tout d'abord été dopé par des achats des fonds d'investissement», a noté Takatoshi Hashimoto de Yamabuchi Securities, «Puis le sentiment s'est amélioré, les investisseurs commencent à avoir une idée plus précise des intentions du prochain gouverne-

VALEURS	Cours du 28 juillet	Cours du 29 juillet
Alcatel	1 340	1 390
Alstom	1 280	1 270
Banque	1 340	1 350
Chem. de France	2 420	2 510
Comp. de France	1 330	1 380
Electricité	2 250	2 290
Elf	644	652
Renault	4 380	4 580
Saatchi	1 850	1 850

CHANGES

Dollar : 5,8540 F ↑

Le deutschemark est stable à 3,4050 francs, jeudi 29 juillet au cours des premières échanges entre banques, contre 3,4046 francs lors de la dernière séance de mercredi soir. Le dollar monte très légèrement à 5,8540 francs contre 5,8475 francs les échanges interbancaires jeudi soir (5,8665 francs cours Banque de France).

	28 juillet	29 juillet
Francfort (en DM)	1,740	1,735
Dollar (en francs)	166,85	166,07

	28 juillet	29 juillet
Marché monétaire (effets privés)		
Paris (29 juillet)	9 15/16 - 10 1/4 %	
New-York (28 juillet)	7,94 %	

BOURSES

(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC 40 : 548,75
(SBF, base 1000 : 31-12-97)
Indice CAC 40 : 1 996,11 / 1 989,53

	27 juillet	28 juillet
NEW-YORK (indice Dow Jones)		
Industriel	3 565,46	3 553,17
LONDRES (indice Financial Times)		
100 valeurs	2 879,40	2 884,20
30 valeurs	2 277,30	2 277,70
Milano	225,50	229,50
Fonds d'Etat	97,94	98,47
FRANCFORT		
Dax	1 845,23	1 833,91
TOKYO		
Nikkei Dow Jones	19 823,58	20 456,85
Indice général	1 622,38	1 660,85

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert
E-U	5,8490	5,8510	5,9270	5,9340
Yen (100)	5,9303	5,9384	5,9781	5,9878
Esc	6,6185	6,6125	6,6281	6,6201
Deutschemark	3,4045	3,4055	3,4176	3,4224
Franc suisse	3,6691	3,6711	3,6954	3,6933
Libre sterling (1000)	6,6630	6,6695	6,6559	6,6633
Libre sterling	8,7401	8,7461	8,7388	8,7427
Peseta (100)	4,1868	4,1973	4,1763	4,1873

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert
E-U	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4	3 7/16	3 9/16
Yen (100)	3 1/8	3 1/4	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/16
Esc	8 3/8	8 1/2	7 13/16	8 1/2	7 3/4	7 13/16
Deutschemark	4 15/16	7 1/16	6 3/4	6 7/8	6 5/8	6 3/4
Franc suisse	4 3/4	4 7/8	4 9/16	4 11/16	4 1/2	4 5/8
Libre sterling (1000)	9 1/16	9 11/16	9 3/8	9 5/8	9 3/16	9 1/2
Libre sterling	5 7/8	5 7/8	5 3/4	5 7/8	5 3/4	5 7/8
Peseta (100)	12 7/8	14 1/8	11 1/2	12 3/4	10 5/8	11 3/8
FRANC FRANÇAIS	9 5/16	9 13/16	8 3/16	8 13/16	7 5/16	7 3/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de séance par la Salle des marchés de la BNP.

BOURSE DE PARIS DU 29

	Cours	Différence
Alcatel	72 1/2	+ 1/4
Alstom	84 1/4	- 1/4
Banque	38 5/8	- 1/8
Chem. de France	31 3/4	0
Comp. de France	42 3/4	- 1/4
Electricité	51 1/4	0
Elf	51 1/4	0
Gen. Electric	38 1/4	- 1/4
Renault	42 1/4	- 1/4
Saatchi	42 1/4	- 1/4
Schneider	87 1/2	0
SNCF	72 1/2	0
St. Gobain	85 1/4	0
Suez	84 3/4	0
Toshiba	82 1/2	0
Unilever	129 3/4	0
Veolia	19 3/4	0
Wendel	84 3/4	0
Wendel	16 1/4	0
Wendel	22	0

Comptes

	Cours	Différence
Alcatel	5,82	+ 0,06
Alstom	2,98	0
Banque	3,77	0
Chem. de France	3,14	0
Comp. de France	12,05	+ 0,08
Electricité	35,48	0
Elf	35,48	0
Gen. Electric	14,97	0
Renault	6,76	- 0,04
Saatchi	6,28	- 0,07
Schneider	5,28	0

Actions

	Cours	Différence
Alcatel	1 340	+ 50
Alstom	1 280	- 10
Banque	1 340	+ 10
Chem. de France	2 420	+ 90
Comp. de France	1 330	+ 50
Electricité	2 250	+ 40
Elf	644	+ 8
Renault	4 380	+ 200
Saatchi	1 850	0
Schneider	87 1/2	0
SNCF	72 1/2	0
St. Gobain	85 1/4	0
Suez	84 3/4	0
Toshiba	82 1/2	0
Unilever	129 3/4	0
Veolia	19 3/4	0
Wendel	84 3/4	0
Wendel	16 1/4	0
Wendel	22	0

Marché des Changes

	Cours	Différence
\$ E-U	5,8540	+ 0,0075
Yen (100)	5,9300	+ 0,0080
Esc	6,6185	+ 0,0065
Deutschemark	3,4045	+ 0,0005
Franc suisse	3,6691	+ 0,0020
Libre sterling (1000)	6,6630	+ 0,0060
Libre sterling	8,7461	+ 0,0028
Peseta (100)	4,1868	+ 0,0105

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou
Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

Acquisitions du Fonds national d'art contemporain

PHOTOGRAPHIES. Galerie du forum. Jusqu'au 13 septembre.
SAULEVUE BUISSONNIÈRE, PHOTOGRAPHIES DE PATRICK GARD. Galerie de la 8^{pl}. Jusqu'au 30 août.
DOMINIQUE SOZO. Un regard. Galerie contemporaine. Jusqu'au 15 novembre.
LES FAUTEUILS DE MATISSE. Atelier des enfants. Jusqu'au 5 septembre.
ICI PARIS (EUROPE). Espace consultation vidéo. Jusqu'au 30 septembre.
MARTIN KIPPENBERGER, CLOSKY, WOLFGANG STAEHEL. Galeries contemporaines. Jusqu'au 19 septembre.
EMANUELE LUZZATI. Scénographie. Grand foyer. Jusqu'au 30 août.
MEUBLES ET IMMEUBLES. Design et architecture. Les nouvelles acquisitions. Forum. Jusqu'au 13 septembre.
MALCOLM MORLEY. Galeries contemporaines. Jusqu'au 19 septembre.
NOIR DESSIN. Salle d'art graphique. 4^e étage. Jusqu'au 26 septembre.
ON CONNAÎT LA MUSIQUE. Michel Soguer, François Corbin, Anniek Orliaguet. Centre d'information Cci. Jusqu'au 6 septembre.
PHOTOGRAPHIES DE CLAUDE SRI-CAE. Meguy Marin May be. Petit foyer. Jusqu'au 30 août.
REVUE VIRTUELLE N° 7. LE VIRTUEL EN QUESTIONS. Galeries contemporaines. Jusqu'au 19 septembre.
GERRIT THOMAS RIETVELD. Galerie du Cci. Jusqu'au 27 septembre.
TRAITS D'IMPATIENCE. Le dessin d'humour de 1914 à nos jours. Salle d'actualité. Jusqu'au 6 septembre.

Palais du Louvre
Porte Juivier - côté jardin des Tuileries (40-20-51-11). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h 15, un lun. sur deux et tous les mer. jusqu'à 21 h 15.
ANTONIO DE MESSINE. Le Christ à la Colonne. Pavillon de Flore. Entrée : 35 F (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 9 août.
LE DESSIN FRANÇAIS. CHEF-ŒUVRE DE LA PIÉPONT MORGAN LIBRARY. Pavillon de Flore. Entrée : 35 F (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 30 août.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris
11, av. du Président-Wilson (40-70-11-10). T.l.j. sf mar. et fêtes de 10 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 18 h.
ROBERT COMSAAS. Du simple au double. Jusqu'au 12 septembre.
NIKI DE SAINT PHALLE. Jusqu'au 12 septembre.
JEAN POUYNU (1892-1956). Entrée : 35 F. Jusqu'au 22 août.

Grand Palais
Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower.
EN ROUTE M. LARTIGUE. (44-13-17-17). T.l.j. sf mar. et fêtes de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 septembre.

Galerie nationale du Jeu de paume
Place de la Concorde (42-60-69-69). T.l.j. sf lun. de 12 h à 19 h, sam. et dim. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30.
TAKIS. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 octobre.

MUSÉES
ADRESSE PROVISOIRE POUR L'ART CONTEMPORAIN RUSS. Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes (43-20-15-30). T.l.j. sf dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 21 août.
ALBUM DE VOYAGE. Oes artistes en expédition au pays du Levant. Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (42-23-92). T.l.j. sf mar. de 12 h à 18 h, sam., dim. et jours fériés de 14 h à 18 h. Entrée : 19 F. Jusqu'au 27 septembre.
L'AQUARÈLE AUJOURD'HUI. Eite Abreham, David Levis, Gottfried Salzman, Sam Seifman. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 25 septembre.

PARIS EN VISITES
VENDREDI 30 JUILLET
« Le quartier chinois et ses lieux de culte », 11 heures et 14 h 30, métro Porte-de-Chaillot (M.-C. Lasserre).
« Les machineries de la tour Eiffel », 18 heures, pignon nord, buvette de Gustave Eiffel (P.-Y. Jost).
« L'hôtel de Taverne et les jardins des hôtels de Varenneville et d'Amélie », 15 heures, 217, boulevard Saint-Germain (D. Bouchard).
« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 15 heures, école métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
« Les mystères des temples », 15 heures, église Sainte-Élisabeth, 195, rue du Temple (Perle et son histoire).

ARMES ET ARMURES OES MONT-MORENCY. Musée de l'armée, Hôtel national des Invalides, salle de l'Arsenal (42-58-72-59). T.l.j. sf lun. de 10 h à 22 h, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

LES ATELIERS DE PASCIN ET OES SES AMIS. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (49-09-91-11). T.l.j. sf lun. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 12 septembre.

SABAR SUR SON 31. Helle Saint-Pierre, musée en Herbe, 2, rue Ronsard (42-58-72-59). T.l.j. sf lun. de 10 h à 22 h, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 7 novembre.

LE CACHET DE L'ART FAIT FOI. PHILIPPE LOUISGRAND. L'étoffe des héros. Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes (43-20-15-30). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 juillet.

CHAGALL ET SES TOILES. Jardin d'Acclimatation, musée en Herbe, bois de Boulogne, boulevard des Sébaste (40-67-97-66). T.l.j. de 10 h à 18 h. Ateliers t.l.j. à 15 h, réservation au 40-67-97-66. Fermé du 9 au 22 août. Entrée : 13 F, atelier : 15 F. Jusqu'au 19 septembre.

CONSULTATION URBAINE. AUSTERLITZ-SALPÊTRIÈRE. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-78-33-97). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 28 août.

CROIX ET TOTEMS. Musée d'Art naïf Max Fourny - Halle Saint-Pierre - galerie, 2, rue Ronsard (42-58-72-59). T.l.j. sf lun. de 10 h à 22 h, mer. et dim. de 10 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 12 septembre.

DE SELLEVILLE A MARSEILLE. VISA-VILLES. Parcours sonore Cécile Le Prado - Maison de la Ville, 30, av. Constantin-Carlier (40-03-75-10). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h. Projection de la ville Lumière et En remontant la rue Villu, du mer. au dim. et mer. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 28 septembre.

OE PISSARRO A PICASSO. Bibliothèque Nationale, galeries Mansart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.l.j. de 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 septembre.

MARCEL GROMAIRE. Carnets 1911-1993. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 8, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 juillet.

KRÉMÈNE. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 5 septembre.

MA QUÊTE D'ARCHITECTURE. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-78-33-97). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 19 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 28 août.

CHARLES MARTIN. Musée d'Art naïf Max Fourny, Halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard (42-58-72-59). T.l.j. sf lun. de 11 h à 22 h, mer. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 1^{er} août.

MARWAN. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 8, rue des Petits-Champs, 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.l.j. sf dim. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 28 août.

MIYABI, ART COURTOIS DU JAPON ANCIEN. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-89). T.l.j. sf mar. de 9 h à 18 h. Entrée : 32 F (comportant la visite du musée). Jusqu'au 16 août.

OBJETS D'USAGE ET DE GOUT DANS LES PREMIÈRES ANNÉES DU XIX. Un album de dessins. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mer. de 12 h 30 à 19 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 16 août.

PARIS, LA VILLE ET SES PROJETS. Pavillon de l'Arsenal, rez-de-chaussée, 21, boulevard Morland (42-78-33-97). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 19 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 18 décembre.

PEINTURE OES ABORIGÈNES D'Australie. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 12 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 novembre.

LA RENAISSANCE OE LA MODE ITALIENNE. Florence, la Sala Bianca 1852-1973. Musée des arts de la mode et du textile - Palais du Louvre, 108, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mer. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 1^{er} août.

LA RÉPUBLIQUE DANS SES MEUBLES. Les années 25 à la Manufacture de Sèvres. Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mer. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 29 août.

LES ROIS SCULPTEURS. Art et pouvoir dans le Gressind camerounais. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 12 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

LE SALON DE LA PHOTOGRAPHIE. Les écoles pictorialistes en Europe et aux États-Unis vers 1900. Musée Rodin, hôtel Brion, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 26 F. Jusqu'au 28 septembre.

CENTRES CULTURELS
ARCHITECTURE ET PAYSAGE. Maison de l'architecture, 7, rue Chaillet (40-70-01-65). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 15 septembre.

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

PIERRE SURAGLIO, COMMANDE PUBLIQUE OE LA VILLE OE PARIS. Pour la chapelle Saint-Symphorien. Chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église 26 Saint-Germain-des-Prés, 3, place Saint-Germain-des-Prés (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle les mar. et jeu. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TONY CATANY. Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carreau 4 à 9, grande galerie (40-26-87-12). T.l.j. sf lun. de 13 h à 19 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 9 août.

JEAN COCTEAU ET LE MYSTÈRE. Hôtel de Ville - salon d'écouli, 29, rue de Rivoli (42-76-60-86). T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 16 octobre.

LES CLOUÉS DE L'OPÉRA. Opéra de Paris Garnier, bibliothèque-musée, place de l'Opéra (40-01-23-39). T.l.j. de 10 h à 17 h. Entrée : 28 F (comportant la visite du théâtre). Jusqu'au 7 novembre.

DO NOT DISTURB. RÊVES D'HOTELS. Photographies, Polaroids et dessins de Chérif Couteau. Fnac Forum des Halles, espace rencontres, niveau 1, porte Lescot (40-26-27-45). T.l.j. sf dim. de 10 h à 19 h 30. Jusqu'au 11 septembre.

ÉDITIONS TALLER JESUSA. Centre culturel du Mexique, 119, rue Vieille du Temple (44-61-84-44). T.l.j. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 14 août.

L'ÉGYPTE AU XIX^{SIÈCLE}. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 5 septembre.

SEAMUS PARRELL. Détour de chant. Carré des arts, parc floral de Paris, bois de Vincennes, entrée château (43-66-73-92). T.l.j. sf lun. et mer. de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Entrée : 5 F (prix d'entrée du parc). Jusqu'au 5 septembre.

LES FONTAINES DE LA PLACE DE LA CONCORDE. Hôtel de Clugny, 10, place de la Concorde (44-71-15-00). T.l.j. 24 h sur 24 h. Jusqu'au 15 août.

FORMES ET COULEURS. Sculptures de l'Afrique noire. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 15 septembre.

GERMINATIONS VII. Centre Wallonie-bruxelloise à Paris, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-28-16). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 septembre.

DANIEL GRAFFIN. Espace Acier - immeuble de la France (40-00-62-47). T.l.j. sf sam. et dim. de 9 h à 19 h. Jusqu'au 31 août.

MARTHA HELLION. Centre culturel du Mexique, 119, rue Vieille du Temple (44-61-84-44). T.l.j. de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h, sam. de 10 h 30 à 18 h. Jusqu'au 14 août.

IMAGES TISSÉES D'ÉGYPTES. Tapisseries de l'atelier Wissa Wassef. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 1^{er} août.

SORO IVANOIC. Paris Art Center, 36, rue Feiguière (43-22-38-47). T.l.j. sf dim. lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 4 septembre.

DANIEL KROEDER. 150 reliures. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 juillet.

MARSEILLE-MARSEILLES. Maison de la Ville, 30, av. Constantin-Carlier (40-03-75-10). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 28 septembre.

MARWAN. Institut du monde arabe, galerie d'art et d'essai, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 août.

VIENNE 1993. Galerie Gérard Pitzer, 78, avenue des Champs-Élysées (43-59-00-07). Jusqu'au 31 juillet.

JEAN-MICHEL WILMOTTE, PRAHA 1993. Galerie Vite, 4-6-8, cour du Commerce-Saint-André (43-29-39-36). Jusqu'au 30 juillet.

PÉRIPHÉRIE
SIÈVRES. Art nouveau et photographie. Musée français de la photographie, 78, rue de Paris (69-41-10-80). T.l.j. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 septembre.

CLAMART-MEUDON. Parle, Absalon, Fondation Jean Arp, 21-23, rue des Châtaigniers (45-34-22-63). Ven., sam., dim. de 14 h à 18 h et sur rendez-vous. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 septembre.



Trois conseils pour ne pas manquer le Monde cet été

L'été, la mise en place du Monde en quantité suffisante chez les marchands de journaux est rendue difficile en raison des déplacements de vacances. Dans le souci de mieux vous servir, nous avons installé un système de télésurveillance des points de vente estivaux les plus sensibles et ouvert un numéro vert gratuit que l'on peut appeler lorsque le journal manque.

De votre côté, lorsque vous restez au même endroit, vous pouvez nous aider en observant quelques pratiques simples, les seules qui permettent une mise en place efficace :

- ◆ Achetez le Monde, si possible, chez le même marchand de journaux tous les jours.
- ◆ Réservez-le pour le lendemain.
- ◆ Si vous préférez recevoir votre journal par la poste, abonnez-vous. C'est possible, même pour quinze jours seulement. Pour profiter de l'abonnement vacances, tapez 3615 LEMONDE code ABO, ou appelez le (16-1) 49-60-32-90.

Si, malgré tous nos efforts, vous ne trouvez pas votre journal, appelez gratuitement le numéro vert : 05 40 14 31 réservé à nos lecteurs. ouvert 24 heures sur 24 (du 5-7 au 29-8) et nous ferons parvenir le Monde au marchand insuffisamment approvisionné.

LA COURNEUVE. Art grandeur nature, Corillon, Eckor, Goldsworthy, Luy, O'Loughlin. Parc départemental de La Courneuve, entrée Tapie vert - avenue Weldeck-Rochet. Jusqu'au 31 octobre.

LA OEFENSE. Différentes natures. Vision de l'art contemporain. Galerie de l'Esplanade, place de la Défense (49-00-17-13). Jusqu'au 26 septembre.

ÉCOUEN. Le Décor du château d'Écouen à travers les dessins d'architectes. Du XIX^{siècle}. Musée national de la Renaissance, château (39-90-04-04). T.l.j. sf mar. de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 août.

ÉLANCOURT. Architecture rurale à Saint-Quentin-en-Yvelines. Les grandes fermes du plateau en 1900. Centre culturel de la Commanderie des Templiers de la Villeville, c/o 58 (30-50-82-21). T.l.j. de 14 h à 18 h. Exposition fermée du 2 au 15 août. Jusqu'au 26 septembre.

FONTAINEBLEAU. Tapisseries des Gobelins au château de Fontainebleau. Musée national du château de Fontainebleau (84-22-27-40). T.l.j. sf mar. de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 13 septembre.

IVRY-SUR-SEINE. Christine Davis, Michel Jacquelin et Carte blanche à Daniel Dobbels. Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gonard (48-60-25-09). Jusqu'au 1^{er} août.

JOUY-EN-JOSAS. Azur, Fondation Certier, 3, rue de la Manufacture (39-59-46-48). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 12 septembre.

ASSALON. Galerie Crouzet-Robelin Gama et Jean-René de Fleury, 91, quai de la Gare (42-77-38-87). Jusqu'au 31 juillet.

ROGER ACKLING. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 30 juillet.

GIUL DELEU, PANAMARENKO & CO. Galerie Carverina et Stéphane de Beyrie, 10, rue Charlot (42-74-47-27). Jusqu'au 31 juillet.

PROTO, CAMPANO, PLENSA, SICILIA. Galerie Barbaro et Cie, 74, rue Quincampoix (42-72-57-36). Jusqu'au 30 septembre.

ALAN CHARLTON. Galerie Durand-Dessart, 28, rue de Leppa (48-08-22-32). Jusqu'au 31 juillet.

NARCISSE DAHIM. Au Domboulette, 5, rue Geoffroy-l'Angevin (42-77-27-07). Jusqu'au 31 juillet.

GERARDO DICROLA. Galerie Thorigny, 13, rue de Thorigny (48-87-60-65). Jusqu'au 31 juillet.

DUCHAMP, PICASSO, MAN RAY. Galerie de l'Etoile, 22, rue Dumont-d'Urville (40-67-72-99). Jusqu'au 31 juillet.

L'ENLEVEMENT D'EUROPE. Œuvres sur papier d'Alfonso Fassinato. Galerie de l'Étoile, 22, rue Dumont-d'Urville (40-67-72-99). Jusqu'au 31 juillet.

ARSHILE GORKY. Quarante dessins inédits de 1931 à 1947. Galerie Marwan Hoas, 12, rue d'Alger (42-96-37-96). Jusqu'au 20 octobre.

JEAN NOUVEL. Quelques meubles. Plan Venise, 28, rue de Venise (42-77-64-88). Jusqu'au 30 septembre.

L'ORAGE, UNE HISTOIRE DE PATRICK CORILLON. EDDA RENOUF. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 30 juillet.

SALON DE MUSIQUE, SUITE DE PRINTEMPS, PARTITIONS ET NOTATIONS. Galerie Lara Vinc, 47, rue de Seine (43-26-72-51). Jusqu'au 31 juillet.

CYTOMOSLY. Galerie Karsten Grève, 5, rue Debaillyme (42-77-19-37). Jusqu'au 8 septembre.

VIENNE 1993. Galerie Gérard Pitzer, 78, avenue des Champs-Élysées (43-59-00-07). Jusqu'au 31 juillet.

JEAN-MICHEL WILMOTTE, PRAHA 1993. Galerie Vite, 4-6-8, cour du Commerce-Saint-André (43-29-39-36). Jusqu'au 30 juillet.

KALAHARI. Film américain de Mikael Salomon, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57 : 39-85-70-83) ; Gaumont Hauteville, 8 (39-88-75-55) ; UGC Normandie, 8 (46-63-16-16) ; 38-65-70-82) ; v.o. : Rex (46-63-16-16) ; 2 (42-39-83-93) ; 38-85-70-23) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; 38-65-70-14) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; 38-85-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (46-61-94-94) ; UGC Gobelins, 14 (38-65-70-45) ; Mistral, 14 (38-65-70-41) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; 38-65-70-47) ; Pathé Wexler II, 18 (38-68-20-22).

PANIC SUR FLORIDA BEACH. Film américain de John Dante, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (39-88-75-55) ;

LEVALLOIS-PERRET. Francisco Infante-Arena. La Esca, 6 bis, rue Vergnien (47-58-49-58). Jusqu'au 11 septembre.

MEAUX. Jochan Gerz. Musée Bossuet, palais épiscopal (64-34-84-45). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 20 septembre.

MEUON. Le Salon de la photographie. Les écoles pictorialistes en Europe et aux États-Unis vers 1900. Musée Rodin, villa des Brillantes - 19, av. Auguste-Rodin (45-34-13-09). Sem. et dim. de 13 h 30 à 19 h. Jusqu'au 26 septembre.

MONTREUIL. Le Mouvement populaire de la Révolution française à aujourd'hui. Musée de l'histoire vivante, 31, boulevard Théophile-Cuvelier (46-70-61-62). T.l.j. sf lun. de 14 h à 17 h, sam. de 14 h à 19 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 29 octobre.

PONTOISE. Otto Freundlich et ses amis. Musée Tavet, 4, rue Lamoricière (34-43-34-77). T.l.j. sf mar. de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 août.

SAINT-GENIS. Fenosa. Sculpture. Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri (42-43-05-10). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 18 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 août.

SAINT-OUEN-L'AUMÔNE. Didièmes. Salon du livre. Abbaye de Maubuisson, rue Richard-de-Tour (34-84-39-10). Mer., ven., sam. de 10 h à 18 h, dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} septembre.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

AU SÉNÉFICE OU DOUTE. (1) Film américain de Jonathan Heap, v.o. : Ciné Sébastien, 3 (42-71-82-38) ; Gaumont Hauteville, 8 (39-88-75-55) ; v.o. : Gaumont Opéra, 2 (39-88-75-55) ; Gaumont Gobelins bis, 13 (39-88-75-55) ; Gaumont Alésia, 14 (39-88-75-55) ; Montparnasse, 14 (39-88-75-55) ; Gaumont Convention, 15 (39-88-75-55) ; Pathé Wexler, 18 (39-88-20-22).

ROI BLANC, DAME ROUGE. Film russe de Sergueï Bodrov, v.o. : Reflex Médias II (ex Logos II), 5 (43-64-42-34).

SIDEKICKS. Film américain d'Aaron Norris, v.o. : Gaumont Montparnasse, 8 (39-88-75-55) ; v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (39-

Après la mise à l'écart de M. Baranikov par Boris Eltsine

Le retour du ministre de la sécurité est exigé par le Parlement russe

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Alors que Nikolaï Goukhou a été chargé, mercredi 28 juillet, de remplacer à titre provisoire Viktor Baranikov, limogé la veille du poste de ministre de la sécurité (ex-KGB), le président du Parlement russe, jugeant « sans valeur juridique » la mise à l'écart du ministre, a exigé sa réintégration.

Si le Kremlin ne revient pas sur sa décision, ont averti les députés du Parlement, les députés, actuellement en vacances, se réuniront en session extraordinaire. Le président avait aussi demandé l'annulation de toutes les limites mises à l'échange des roubles émis avant 1993 : ces limites devront être démantées progressivement et, en attendant, les magasins devraient les accepter sans aucun plafond.

Une opération de routine

Ces deux « décisions » illustrent, si le besoin s'en faisait encore sentir, l'état épuisable des relations entre le Parlement, de plus en plus contrôlé par les conservateurs communistes, et la présidence russe. Le « jeu » est simple : il suffit, en effet, que l'un prenne une décision pour que l'autre la déclare nulle et non avenue.

Pour exiger la réintégration du ministre de la sécurité, le Parlement s'est même fondé sur un accord, mis au point en décembre avec le gouvernement, mais que les députés avaient, eux-mêmes, déclaré caduc en avril. Quant à Boris Eltsine, il a, déjà, signé un nouveau décret sur les privatisations, remplaçant et élargissant celui qui avait été annulé par les députés il y a quelques semaines.

Cette interminable guérilla rend impossible toute politique économique sérieuse. Quel homme d'affaires étranger sérieux voudrait investir dans un pays où chaque loi peut être annulée du jour au lendemain, plongeant la population dans les plus grandes incertitudes ? Seules, les rumeurs semblent maintenant avoir force de loi. Dernière en date : avant de prendre sa décision sur le retrait des roubles, le président de la

banque centrale aurait eu une rencontre, secrète bien entendu, avec le chef du Parlement Rousslan Khasboulatov, et l'ancien vice-président Alexandre Routsikov, tous deux opposants farouches à Boris Eltsine. Une rumeur qui renforce ainsi la thèse du complot mené, à l'occasion de l'affaire du rouble, par les conservateurs contre le chef de l'Etat.

Les chiffres donnés mercredi par le vice-président de la banque centrale Arnold Volkov prouvent, en tout cas, que le retrait des anciens roubles de la circulation aurait pu n'être qu'une opération de routine, comme cela se passe souvent dans d'autres pays, si elle avait été, politiquement, préparée avec sérieux. Selon ces chiffres, sur les 6 300 milliards de roubles actuellement en circulation en Russie, seulement un peu plus d'un milliard avaient été imprimés avant 1993.

Etant donné que Boris Eltsine, en élargissant les modalités de la mesure, avait décrié que les billets de 10 000 roubles, imprimés en 1992, restaient valables, il ne restait donc qu'à demander l'échange des 300 milliards de roubles, soit moins du vingtième de la circulation fiduciaire.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Une étude de l'INSEE

400 000 personnes cumulent un emploi et une retraite

Pour y voir clair dans le débat, récurrent, sur le cumul emploi-retraite, l'INSEE a publié, mercredi 28 juillet, une étude sur les résultats, nécessairement imprécis, ont été rendus publics, jeudi 29 juillet (INSEE Première, n° 273). Au total, sur les 9,2 millions de retraités de 1990, 400 000 continuaient de travailler, soit environ 4 % d'entre eux.

Mais encore faut-il distinguer les situations. Parmi ces personnes qui cumulent une pension et un revenu, pas forcément salarial, 60 % exercent une activité indépendante. Ce sont pour la plupart des agriculteurs, souvent âgés, qui compensent ainsi la faiblesse de leur retraite, et des membres de professions intellectuelles supérieures qui effectuent des missions d'expertise ou de conseil.

Par ailleurs, certains retraités - au nombre de 100 000 - âgés de moins de soixante ans ont, statutairement, le droit de percevoir une pension de retraite et de pratiquer une deuxième activité professionnelle, il s'agit de militaires, de cheminots, de mineurs, etc. qui, par profession, partent à la retraite très tôt et peuvent entamer une seconde carrière. A tel point que 95 000 de ces « cumuleurs » sont parvenus à bénéficier d'une retraite du régime général, en plus de celle obtenue au titre d'un régime particulier.

Ces derniers sont relativement jeunes. Ceux qui cumulent un emploi et une retraite représentent 58 % des retraités de moins de quarante-cinq ans, et 23 % de ceux qui sont âgés de quarante-cinq à cinquante-cinq ans. Environ 50 000 dépendaient du régime des fonctionnaires militaires et 20 000 du régime des fonctionnaires civils. Près du tiers d'entre eux n'ont encore des enfants à charge.

Globalement, on peut donc considérer que la situation de cumul reste le fait d'une minorité. L'INSEE fait aussi observer que, parallèlement, en raison du chômage et des préretraites, toujours en 1990, seulement 40 % des 700 000 qui ont fait valoir leurs droits à la retraite et liquidé leurs pensions exercent encore une activité rémunérée.

A. L.

A l'occasion du chassé-croisé des vacanciers

La modulation des tarifs autoroutiers est controversée

Lors des grandes migrations estivales, la Société des autoroutes du nord et de l'est de la France (SANEF) a mis en place une modulation des tarifs autoroutiers, pour inciter les automobilistes venant du Nord à emprunter l'A26, qui passe par Reims, plutôt que l'A1, qui passe par Paris, pour aller vers le littoral méditerranéen.

Réalisée les 9 et 10 juillet, l'expérience sera reconduite, pendant vingt-quatre heures, à partir du vendredi 30 juillet à 14 heures, journée classée « rouge » en Ile-de-France et « orange » en province, avec des premières difficultés des 15 heures aux sorties de la capitale. Il s'agit, selon Michel Amihud, directeur général de la SANEF, de « faire connaître l'A26, dont l'ouverture, en juillet 1992, avait été occultée par la grève des routiers » et d'« éviter aux conducteurs les embouteillages de la région parisienne ».

Les utilisateurs de l'A26 paient 26 F de moins que le tarif normal (soit 182 F au lieu de 208 F), ceux qui empruntent l'A1, 1 F de plus (soit 183 F au lieu de 172 F). S'il affirme son soutien au principe de la modulation tarifaire, Jean Fournier-Périllou, directeur général de l'Automobile Club national (ACN), met

en cause l'intérêt d'une opération qui « n'a fait gagner que 1 F aux gens qui ont emprunté l'A26, puisque le trajet de Lille à Lyon leur a coûté 182 F au lieu de 183 F par l'A1 ». Il invite « les 96 % d'automobilistes, qui ne peuvent faire autrement que de prendre l'A1 pour aller à Paris, à se faire rembourser les 11 F de majoration » et demande à la SANEF de « baisser le tarif de l'A26 d'au moins 37 F sans augmenter celui de l'A1 » pour les journées des 30 et 31 juillet.

Onze millions d'automobilistes sont attendus ce week-end sur les routes françaises, pour le chassé-croisé des vacances. Les centres d'information routière conseillent de ne pas prendre la route samedi 31 juillet, journée « très difficile » sur l'ensemble du réseau. Les secteurs les plus touchés risquent d'être le corridor Saône-Rhône et les grands axes en direction de l'ouest, du sud et du sud-ouest de la France. Le dimanche 1^{er} août est classé « rouge ». Dès 7 heures, des encombrements sont prévus sur tout le territoire. Le retour à la normale s'effectuera pas avant lundi 2 août en fin d'après-midi.

► Renseignements par Minitel, code 3615 ROUTE.

Le concert de Jean-Michel Jarre au Mont-Saint-Michel

Embouteillages au pied de l'Archange

De 18 heures, mercredi 28 juillet, des embouteillages étaient signalés sur la route menant au Mont-Saint-Michel (Manche). Parmi les 60 000 spectateurs attendus au premier concert de la tournée européenne de Jean-Michel Jarre, nombre d'automobilistes devaient patienter dans des « bouillons » qui s'étendaient sur plusieurs kilomètres.

L'axe unique menant au Mont était saturé, formant un « bouchon ». Des automobilistes délaient alors d'abandonner leur véhicule sur la berge, pour rejoindre le lieu du spectacle à pied. En fin de soirée les autorités du centre de coordination routière chassèrent de berr

la circulation à Pontorson, à une dizaine de kilomètres du site. Des spectateurs, venus de loin, ont ainsi dû repartir chez eux sans pouvoir admirer les lumières sur l'Archange, des images sur un écran géant et entendre une centaine de chœurs, d'un concert-show qui a duré une heure quarante-cinq, et qui s'est achevé par un feu d'artifice.

Dans ce lieu chargé d'histoire et de mémoire le concert de Jean-Michel Jarre, dont l'initiative revient au conseil général de la Manche, a marqué le lancement officiel du cinquantenaire, anniversaire du débarquement allié en Normandie le 6 juin 1944. (Corresp.)

Dans l'église de la Madeleine

Les obsèques de Francis Bouygues

Seuls les quelque deux mille invités de la famille Bouygues ont pu assister, mercredi 28 juillet en fin de matinée, dans l'église de la Madeleine, à Paris, aux obsèques de Francis Bouygues, fondateur du premier groupe mondial de bâtiment et de travaux publics, décédé le 24 juillet. Parmi eux, une dizaine de ministres, dont le premier d'entre eux, Edouard Balladur, le président du Sénat, René Monory, le directeur du cabinet de François Mitterrand, d'anciens ministres comme Jack Lang ou Bernard Tapie, Jacques Chirac, maire de Paris, président du RPR, et des ambassadeurs de nombreux pays africains et arabes, où le groupe Bouygues est très actif.

Le milieu de l'audiovisuel était largement représenté avec les vedettes de TF1, chaîne acquise par Francis Bouygues en 1987 - Patrick Chazal, Patrick Poivre d'Arvor, Anne Sinclair, Michel Drucker - mais aussi les PDG des chaînes concurrentes, Hervé Bourges (France-Télévision), André Rousselet (Canal+) et Jean Drucker (M6). De nombreux collaborateurs de Bouygues, identifiables à l'insigne orange du groupe épinglé au revers de la veste, assistaient aussi à la cérémonie.

La fermeture à la circulation de la place de la Madeleine et des rues y conduisant à cet embouteillage, peu usuel fin juillet à Paris. Des haut-parleurs installés à l'extérieur de l'église retransmettaient la cérémonie, retransmission, sous une pluie fine, pendant trois heures, quelques centaines de personnes massées derrière des barrières métalliques, badauds pour la plupart, touristes étrangers ou employés des bureaux environnants.

Comme ce mémorandum écrit par les échos du *Regnum* de Gabriel Feuré et « venu voir avec ma collègue ce qui se passait ». Un retraité qui avait « travaillé plus de vingt ans chez Bouygues » ou une vieille dame, actionnaire du groupe - « J'ai même assisté à une assemblée générale au siège de Saint-Quentin-en-Yvelines. C'était un homme exceptionnel » - étaient parties des rares personnes venues pour l'occasion et qui n'avaient pu pénétrer dans l'église, interdite à ceux qui n'avaient pas de cartons d'invitation et, notamment, aux journalistes, excepté ceux de TF1.

Après la cérémonie, un impressionnant cortège de fourgonnettes couvertes de fleurs et de Renaud-Espace, transportant les proches, a accompagné la dépouille mortelle de Francis Bouygues pour une inhumation familiale au cimetière de Passy.

G. P.

Selon un sondage BVA

M. Balladur continue à bénéficier d'une large popularité

Selon le dernier sondage de l'institut BVA pour *Paris-Match*, effectué du 15 au 20 juillet auprès d'un échantillon de 992 personnes âgées de dix-huit ans et plus, publié par l'hebdomadaire dans son numéro daté 5 août, la cote de popularité d'Edouard Balladur augmente de 2 points, avec 61 % d'opinions favorables, contre 59 % en juin (les opinions défavorables passent de 25 % à 24 %). En revanche, la popularité du président de la République, qui était en progression constante selon cet institut, perd 1 point, avec 45 % d'opinions favorables contre 46 % en juin (les opinions défavorables passent de 47 % à 48 %).

A l'exception de Michel Barnier, qui conserve 70 % de « bonnes opinions », tous les membres du gouvernement subissent une baisse. Charles Pasqua perd 7 points (57 %), Simone Veil 4 (70 %), Nicolas Sarkozy 13 (49 %), Alain Madeline 12 (48 %), François Beyrou 9 (58 %), Michel Giraud 8 (47 %). Les favoris restent plutôt insatisfaits de l'action gouvernementale, puisque 55 % d'entre eux se disent « mécontents » de la façon dont la France est gouvernée.

A l'exception d'Edouard Balladur, Raymond Barre, Pierre Méhaignerie et Jean-Marie Le Pen, qui gagnent chacun 1 point, la baisse de confiance est générale pour les « personnalités », de gauche comme de droite. Jacques Chirac perd 2 points (34 % de confiance), Valéry Giscard d'Estaing en perd 6 (31 %), Philippe Seguin 1 (35 %). A gauche, Michel Rocard n'a plus la confiance que de 27 % des personnes interrogées (moins 5), Jacques Delors celle de 44 % (moins 2), la chute la plus spectaculaire étant celle de Bernard Tapie, qui perd 9 points pour se fixer à 23 %.

Un responsable national du RPR va gérer la fédération des Alpes-Maritimes

NICE

de notre correspondant régional Jean-Pierre Bazin, député général du RPR aux fédérations, conseiller régional des Pays de la Loire, a été désigné pour gérer provisoirement la fédération de son mouvement dans les Alpes-Maritimes, dont les instances dirigeantes ont été dissoutes le 23 juillet (le *Monde* du 25 juillet). En attendant la nomination d'un secrétaire départemental, il sera chargé d'organiser de nouvelles élections internes, prévues pour fin septembre ou début octobre.

Après une première réunion de travail avec l'ensemble des anciens secrétaires de circonscription, mercredi 28 juillet, à Nice, M. Bazin a indiqué qu'il aura pour tâche,

aussi, en liaison avec le député général aux élections, Yves Lissard, et en concertation avec les parlementaires RPR des Alpes-Maritimes, de préparer les investitures pour les prochaines élections cantonales.

« Nous n'avons pas de plan pré-établi et nous voulons prendre notre temps », nous a précisé M. Lissard. Tout est possible, y compris que nous tîmes de liste aux élections municipales de Nice, en 1995, soit Christian Estrosi (président démissionnaire de la fédération) et député des Alpes-Maritimes. Le nom de Jacques Toubon, ministre de la culture, avait été cité la semaine dernière, comme possible candidat du RPR à la mairie de Nice.

SOMMAIRE

SUR LA ROUTE DES CROISADES

10. - Izmir « l'oasie Noire-Séigneuse » 2

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yugoslavie et les pourparlers de Genève 3

En Italie, le président Scalfaro souligne que la terrorisme n'arrêtera ni la justice ni la réforme des institutions 3

La conférence de l'ASEAN à Singapour 4

M. Hosokawa candidat de l'opposition japonaise 4

Israël : l'acquiescement de John Danjankin 4

Israël poursuivra son offensive au sud du Liban jusqu'à l'arrêt des activités du Hezbollah 6

SOCIÉTÉ

La réforme des universités 7

Après le retrait de tests de dépistage du sida 7

Le comité interministériel des villes et le déplacement du premier ministre en Seine-Saint-Denis 8 et 9

LE MONDE DES LIVRES

« Karen Blixen et ses doubles » de Laila et la mémoire 8

« Mrozek » d'Anatomie d'un dandy 8

« Le cœur de Milerpe » de Melaux chez la reine de Saba 8

« Enquête » des livres pour les méloventes 8

« Essais » de Rodinson et les dogmes 11 et 15

CULTURE

Le Festival d'Avignon : *Journal de Nijinski* ; *Rosenkrantz et Guildenstern sont morts* 18

Arts : *Gaudier-Brzecka*, sculpteur méridional 17

Cinéma : *Famille sur Florida Beach*, de Joe Dante 17

ÉCONOMIE

Bruxelles et les attaques contre le système monétaire européen 18

Les difficultés de la Compagnie générale maritime 19

La distribution devient la nouvelle cible des géants de la pharmacie 20

Vie des entreprises 20

COMMUNICATION

Point de vue : « Les nouveaux chemins du pluralisme », par Jean Martin 19

Services

Abonnements 20

Annonces classées 8

Camet 10

Expositions 22

Loto 8

Marchés financiers 20-21

Météorologie 23

Mots croisés 10

Philatelia 17

Radio-télévision 23

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 29 juillet 1993 a été tiré à 451 726 exemplaires.

Alors que...

La Banque de France à...

Bucs émissaires

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion de la cérémonie de la semaine de la monnaie.

Les bucs de la Banque de France ont été émis à Paris, mercredi 28 juillet, à l'occasion